Jan van Heijenoort

Recueil

15 articles

1940-59

Table des matières

Dans ce recueil, **Jan van Heijenoort,** utilise 3 pseudos, à savoir :

- **Jarvis Gerland**
- **Marc Loris**
- **Daniel Logan**

Lien : **maitron.fr —Biographie de jean Heijenoort**

15 articles

1. L'Algèbre de la révolution

Jarvis Gerland, 18 février 1940

J. Van Heijenoort --- Article paru dans Fourth International, mai 1940

Une vague en s'éloignant abandonne les plus lourdes pierres d'abord, les petits cailloux ensuite et emporte le sable un peu plus loin. Pour les déserteurs du marxisme, la plus lourde pierre est le cœur même de la doctrine — sa méthode — la dialectique. Ils l'abandonnent d'abord. La liste est longue des révolutionnaires fatigués, qui, depuis presque trois quarts d'un siècle maintenant, ont dénoncé la dialectique détestée pendant qu'ils continuaient toujours pour quelques temps à reconnaître "le déterminisme économique" de l'histoire ou même la "nécessité historique" du socialisme.

Dans le retour de la vague, on peut observer le même phénomène. Le flux enlève le sable longtemps avant de faire bouger les pierres. Une personne qui vient au marxisme, -- Surtout si elle a dépassé l'âge de sa jeunesse intellectuelle — en saisit successivement les différents aspects isolés et abstraits avant d'avoir accès à l'intégralité de la méthode — et il n'est pas rare qu'elle s'arrête en chemin.

Le marxisme doit ainsi subir de perpétuels essais de démembrement. La dialectique est le point d'accumulation de la résistance que la pensée petite-bourgeoise oppose au marxisme.

Cette résistance revêt des formes sociales, politiques ou philosophiques différentes, mais s'exprime par des arguments qui se déploient dans un champ assez étroit : "Marx a repris la dialectique de Hegel l'idéaliste. Elle garde le mysticisme de ses origines et souille la pensée marxiste". Pour les critiques les plus sévères, c'est le défaut fondamental de l'édifice, "une métaphysique" qui a conduit Marx à émettre des assertions non fondées, des affirmations exagérées, à s'enfermer dans des paradoxes spécieux, tout cela obscurcissant son travail "économique" et menaçant de ruiner ses conclusions "scientifiques". Pour des critiques plus aimables, si la dialectique n'est pas vraiment préjudiciable à la solidité de l'édifice, elle est pourtant inutile ; c'est un boniment hérité du passé et qui doit être éliminé — dans un autre siècle Marx aurait d'ailleurs relié sa doctrine à une autre philosophie (le pragmatisme ?) et le problème de la dialectique n'aurait pas été soulevé. La dialectique n'est dans le marxisme rien d'autre qu'un accident historique. Il est conforme au véritable" esprit de la doctrine d'ôter ce vestige d'une autre époque. N'hésitons pas, découpons cette protubérance inutile qui peut à tout moment devenir le siège d'une nouvelle infection de mysticisme.

Cette accusation de mysticisme, la plus largement propagée de toute celles lancées contre le marxisme dialectique ne s'encombre pas de beaucoup de preuves. Il n'est pas très facile, en fait, d'en produire la moindre. Pour les réfuter il serait suffisant de montrer à tous les passages où Marx oppose sa méthode rationnelle à la méthode mystique de l'idéalisme. En dévoilant les racines sociales de tout le bagage mystique que la philosophie a transporté pendant des siècles, le marxisme n'a-t-il pas tracé, pour toujours, une croix sur le mysticisme ?

Sans même produire la plus petite partie d'une citation de Marx, nos critiques rappellent à ceux qui l'auraient oublié que celui-ci, dans sa jeunesse, est passé par l'école de l'idéalisme hégélien et que cela "ne pouvait pas manquer" de laisser une empreinte sur son esprit. Mais il leur reste nécessaire de fournir une explication de pourquoi Marx a développé la plus fondamentale négation de l'idéalisme que l'humanité ait formulée jusqu'à présent.

Le mysticisme demande essentiellement que l'esprit se libère lui-même des catégories logiques. Poussé par le désir, l'unification du sujet avec l'objet est immédiatement accomplie, la "fusion" survenant à l'extérieur de toute énonciation logique. La dialectique ne rejette pas ces catégories, mais révèle leurs interconnexions et leur développement. Elle ne nie pas la logique, mais lui donne ainsi,

avec de nouveaux instruments, un nouveau pouvoir. Son pouvoir élargi étend son domaine et réduit par conséquent celui du mysticisme. La logique formelle, trop souvent obligée à capituler devant la réalité, laisse champ libre au mysticisme. La dialectique s'est révélée être le mortel — et victorieux - ennemi du mysticisme en dévoilant tout le pouvoir de la raison humaine.

Avant Marx, les sciences humaines ne se composaient de rien de plus que des platitudes, témoignant de l'impuissance de la logique contemporaine à maîtriser une réalité complexe, cette impuissance étant un reflet des conditions sociales existantes. Ces "sciences" n'étaient pas de la connaissance rationnelle, mais n'étaient que projection de désirs et d'aspirations, c'est-à-dire tendaient largement vers le mysticisme. La dialectique met fin à tout cela.

Une autre illustration

L'aversion invétérée de la pensée anglo-saxonne pour la dialectique est bien connue ; sa source réside dans l'histoire du développement de la société anglaise. L'empirisme et l'agnosticisme, qui si bien adaptés à cet esprit, l'ont mené vers le milieu du siècle dernier dans de profondes contradictions qui ne pourraient être résolues que par le matérialisme dialectique. Combien nos professeurs britanniques sont loin de le comprendre ! Ils ont fait un écart hors de l'ornière de l'empirisme en se dirigeant vers l'absolu. Ils se sont appropriés en particulier le système de Hegel, c'est-à-dire sa cosse, sans même remarquer qu'elle abritait un noyau vivant et depuis plusieurs décennies les universités britanniques et américaines se sont livré à des orgies d'idéalisme absolu. Le pragmatisme fût en partie une réaction contre ces courants mystiques, mais en aucune façon une solution à des difficultés que seule la dialectique pouvait surmonter.

Parmi "les défauts" évoqués de la dialectique, l'accusation qu'il ne s'agirait que d'un ersatz de métaphysique et celle que c'est du mysticisme. Cette assertion elle-même n'est pas facile à formuler. La métaphysique était à l'origine la recherche des "Causes premières". Hegel a utilisé le terme dans le sens différent et bien défini caractérisant la pensée antidialectique du 18ème siècle et, avant tout, le rationalisme français. C'est dans ce sens que les fondateurs du socialisme scientifique l'ont introduit dans le vocabulaire marxiste. Dans la pensée courante le terme "métaphysique" s'est déprécié tout au long du 19ème siècle et chaque critique s'est contenté de simplement le lancer à son adversaire.

Finalement, à la suite du positivisme de Comte, les scientifiques ont étiqueté comme métaphysique tout ce qui allait au-delà de leur petit bout de science débité en tranches fines, et en particulier n'importe quoi qui abordait l'obligation, si déplaisante aux scientifiques bourgeois, de choisir entre matérialisme et l'idéalisme.

Les critiques de la dialectique y collent l'étiquette passablement compromise de *"métaphysique"* sans tellement se donner la peine d'indiquer qu'ils veulent dire par là. Pourquoi s'embêter à propos d'une simple relique ! Le marxisme dialectique, nous l'avouons, est "métaphysique", dans le sens qu'il participe vigoureusement à la lutte du matérialisme contre l'idéalisme.

À cet égard le matérialisme lui-même est métaphysique dans le sens où il transcende l'expérience immédiate et où il est impossible de le démontrer comme un simple théorème de géométrie. Il est même à peine juste de dire que le matérialisme trouve sa "preuve" dans l'*état* de la science à une époque donnée. Sa vérité réside dans le *développement* général de la science, dans le mouvement qui approfondit sans cesse le pouvoir de la raison, dans la possibilité toujours plus large d'aller au-delà de l'hypothèse de Dieu.

Il serait encore trop compromettant pour nos critiques de simplement rejeter le matérialisme comme "métaphysique". Ils n'ont généralement pas encore atteint ce stade à cette heure où nous nous occupons d'eux. Par conséquent, ils se limitent à la dialectique et leur principal argument pour la qualifier de "métaphysique" consiste dans le fait qu'ils peuvent très bien vivre et agir sans elle et que

la dialectique, de plus, n'est pas sujette à vérification. Dans sa forme la plus franche, l'argument est converti en une dénégation pure et simple de la dialectique : "Ce n'est rien qu'un mythe, une fiction — personne ne sait exactement ce que c'est". Ou quelques-uns la voient comme un pur ornement littéraire avec lequel Marx a décoré des thèses trop arides et dont il a extrait de brillantes métaphores. "Mais tout cela n'a rien de commun avec la science. De plus, aucun marxiste n'a jamais formulé systématiquement les lois de la dialectique." Il paraît que c'est ce que nos critiques signifient par "métaphysique"

Le marxisme, il faut le reconnaître, manque d'un traité détaillé sur la dialectique. Marx, à différentes occasions, a indiqué (dans des lettres à Engels, Kugelmann, Dietzgen) son intention d'écrire une brève exposition théorique de sa méthode. Il est mort en travaillant toujours sur "le Capital". Engels, après son "Anti-Dühring", avait entrepris des recherches systématiques sur la dialectique, surtout en relation avec les sciences naturelles. Il a bientôt dû les abandonner pour s'atteler à la tâche ardue de déchiffrement et de publication des deuxièmes et troisièmes volumes du "Capital". Lénine, dans l'isolement des premiers mois de la guerre, a annoté Hegel et Aristote en préparation d'une étude sur la dialectique, mais l'ouragan des événements en a décidé autrement.

Il est douteux que le marxisme puisse ne jamais avoir, avant la venue du socialisme, un manuel de dialectique. Plus le mouvement ouvrier se développe, plus les questions politiques, stratégiques et tactiques passent au premier rang. Et c'est heureux — c'est le signe que les problèmes trouvent leurs solutions dans l'action. À ceux qui peuvent le déplorer, nous pouvons seulement dire qu'on ne choisit pas plus son époque que ses parents. L'étude méthodologique de la dialectique, qui sera aussi la préparation de son remplacement par des méthodes de pensée toujours plus puissantes, sera une des tâches de la société socialiste. Cette étude fera partie de l'inventaire général que la nouvelle société dressera de l'héritage reçu des générations précédentes.

La situation en ce qui concerne la dialectique n'est pas radicalement différente de celle de la culture en général. De la même manière qu'il n'est pas possible d'envisager une culture "prolétarienne", il est impossible d'envisager le développement systématique d'une philosophie prolétarienne. La vérité est que la dialectique ne prétend pas être plus qu'une méthode, l'expression du mouvement de pensée qui cherche à transcender l'expérience immédiate. Avec Marx elle a trouvé son application pratique dans le domaine auquel la connaissance scientifique était la plus étrangère : la sociologie. Dans n'importe quelle société divisée en classes, les "sciences humaines" se traînent loin derrière les sciences naturelles -- la classe possédante n'a aucun intérêt à révéler le mécanisme de sa domination. L'époque bourgeoise constitue l'illustration la plus frappante de ce fait. Mais une méthode est un instrument pour arriver à la vérité et là où les freins sociaux sont serrés à fond, il est exigé une méthode bien plus puissante que le relativisme des sciences naturelles. La dialectique coïncide avec le rôle révolutionnaire du marxisme le but, ne pouvant trouver sa réalisation à travers rien d'autre, impose sa méthode.

Pour l'instant le produit le plus authentique de la méthode dialectique, consciemment appliquée, c'est "le Capital". Les grands thèmes de la logique Hégélienne sont là directement apparents, le mode d'exposition lui-même avec son mouvement de l'abstraction au concret, le développement des catégories, l'opposition de l'essence profonde à l'existence immédiate, la notion de totalité concrète, etc., toutes idées étrangères aussi bien au rationalisme cartésien qu'à l'empirisme anglo-saxon. À ceux qui exigent un manuel de dialectique, nous pouvons répondre vigoureusement : Prenez "le Capital" de Karl Marx.

Mais ce livre n'est pas uniquement un traité de logique. Il révèle le mouvement d'une réalité singulièrement difficile à pénétrer — la société capitaliste moderne — et le fait avec une exactitude étonnante. Ici la méthode est à juger sur ses propres résultats. Nous avons dû attendre les critiques

anglo-saxons pour entendre cette surprenante demande : que les marxistes disent à quelle épreuve [1] peut être confrontée la dialectique pour qu'on la considère comme "vérifiée". Ce n'est rien de plus qu'une version "moderne" de l'accusation de "métaphysique". À ceux-là aussi on doit faire cette réponse Prenez "le Capital". Si on peut parler d'une "épreuve" dans un tel domaine, voici une épreuve réelle et cruciale. Nos critiques peuvent-ils citer un seul livre - et je ne parle pas seulement du domaine de la sociologie, il n'y aurait aucun risque, mais dans une science quelconque — qui est resté aussi actuel depuis soixante-quinze ans et a gardé toute sa validité ? La méthode ne signifierait-elle rien à cet égard ? Cela serait créditer le "mysticisme" et la "métaphysique" d'un pouvoir étrange que de les croire capable de telles prouesses.

La première question à poser à ceux qui nient le caractère scientifique de la dialectique est de leur demander ce qu'ils veulent dire par "méthode scientifique". Ils oublient généralement de définir ce point de détail. Ce que répètent les manuels à ce sujet sont plus fréquemment des règles morales que des principes méthodologiques. Les scientifiques eux-mêmes ne se mettent pas volontiers à disserter sur leurs méthodes tant qu'ils ne nourrissent pas l'espoir de déprécier la valeur de la science en montrant sa relativité. Cette tendance a pu être observée depuis environ quarante ans. Si on examine le travail de ces mêmes scientifiques, on peut dire qu'il est constitué d'un mélange de sens commun, c'est-à-dire de la logique formelle convertie en menue monnaie et de la dialectique sous une forme inconsciente et fragmentaire. La pratique de la dialectique commence précisément là où intervient vraiment un progrès de la pensée, et s'impose un peu plus chaque fois que la pensée va au-delà des données immédiates. Les grandes théories unifiantes — la théorie électromagnétique de lumière, pour prendre un exemple -- sont de beaux travaux dialectiques. Mais l'action de manger est bien loin de la formulation des lois de la digestion. Comme épigraphe au-dessus de tous les travaux de Marx, on pourrait bien inscrire : *"plus de conscience" !* La dialectique se situe précisément dans cette tendance. Elle énonce et cherche à systématiser les modes de réflexion qui accompagnent les différents niveaux d'intelligence, depuis les temps où celle-ci a commencé à exercer ses droits, c'est-à-dire à transcender ce qui lui est présenté, et dans le cas où la pensée ne se retourne pas sur elle-même (comme dans la logique formelle), mais va de l'avant.

Une réalité particulièrement coriace, le développement des sociétés, a exigé pour sa pénétration l'utilisation consciente des processus les plus puissants de la pensée ; plus précisément l'apparition à un moment donné du matérialisme dialectique. La sociologie a été ainsi obligée, sous peine de disparition, d'acquérir la méthode arrivée au plus haut degré de perfection parmi celles développées jusqu'à présent par l'intelligence humaine et en ce sens elle a ouvert la voie aux autres sciences. Y a-t-il besoin d'ajouter que cette dernière, par un usage conscient de la dialectique, l'aiguisera et l'enrichira ? Portée par le courant tout entier des connaissances humaines, la dialectique elle-même sera surpassée. Mais cela, comme nous l'avons vu, sera la tâche de l'époque qui vient.

Le physicien Henri Poincaré a un jour remarqué qu'on ne peut pas faire d'expériences sur la guerre. C'est encore plus vrai de la politique du prolétariat. De la même manière que la médecine est fondée sur la physiologie, la politique Marxiste repose sur la sociologie. Mais la seconde, malheureusement, n'a aucun laboratoire à sa disposition. Le parti Marxiste peut réaliser des expériences seulement à une échelle extrêmement restreinte : "évaluer" tel ou tel slogan partiel sur une usine, une ville, avant de le lancer à une échelle nationale. Dans les questions décisives, il n'a aucun droit à l'*expérimentation*. En conséquence, l'observation acquiert une valeur des plus importantes. Les marxistes étudient scrupuleusement le passé, et avant tout les traditions de leur classe et ses luttes.

[1] James Burnham, "un Dialecticien retardé," revue "Partisan", printemps 1939

C'est de cela que vient l'accusation de conservatisme, fréquemment répétée par les novateurs d'aujourd'hui contre la doctrine socialiste scientifique. Des centaines et des milliers de cercles de beaux- parleurs, artistiques, littéraires philosophiques et quelquefois politiques prospèrent sans cesse parmi l'*intelligentsia* petite-bourgeoise. Ils attrapent au vol telle ou telle idée, construisent toute "une théorie" à partir de ça et en vivent quelques mois ou quelques années. Les marxistes n'ont rien en commun avec ces "aventuriers de la pensée". Les révolutionnaires socialistes sont aux avant-postes d'une classe historique toute entière, le prolétariat. Ils connaissent la valeur d'une tradition durement acquise.

En ce qui concerne la dialectique, cette tradition parle d'une voix singulièrement claire et forte. Dans la mesure où ils ont donné une justification théorique à leur naufrage - et je ne parle donc évidemment pas des Millerand et des Briand - pratiquement tous les renégats de la révolution se sont engagés dans la voie de l'abandon de la doctrine sociale, économique et politique du socialisme en rejetant la dialectique. Au début de ce siècle, le social-démocrate allemand Bernstein a publié un livre contre le marxisme qui peut être considéré comme l'expression classique du réformisme. Le chapitre même dans lequel l'auteur s'essaie à démolir la dialectique comme mystique et anti-scientifique fini sur l'affirmation que la politique de Marx n'est rien d'autre que du blanquisme... Ce sont là des leçons qu'aucun révolutionnaire socialiste ne peut oublier.

Le révolutionnaire russe Hertzen a appelé la dialectique "*l'Algèbre de la Révolution*". C'est en réalité beaucoup plus que cela, sa valeur s'étend à toute connaissance humaine, de la société ou de la nature. Mais c'est au moins cela. Tout le socialisme scientifique la réclame. Si Marx n'avait pas trouvé dans Hegel les formes essentielles de la dialectique, il les aurait élaborées, plus ou moins complètement. Le mouvement ouvrier également, si Marx n'avait pas vécu, aurait produit un socialisme scientifique fondamentalement identique au marxisme, bien que sans doute beaucoup inférieur à lui dans sa forme. Essayer maintenant de séparer la dialectique du marxisme est une tâche aussi réactionnaire que de vouloir "*purifier*" le mouvement ouvrier du marxisme. Dans l'une ou l'autre de ces tentatives, les critiques se casseront le cou et ne réussiront qu'à se condamner eux-mêmes.

2. « Science et style » de Burnham

Jarvis Gerland, juin 1940

Jean Van Heijenoort, paru dans Fourth International

Quant au fait de rejeter la position de la Quatrième Internationale sur la nature de classe de l'État soviétique, Burnham est passé, qu'il l'ait voulu ou non, à une offensive générale contre les fondations même du marxisme. Une telle offensive fait « vieux jeu », mais dans son article « *Science et Style* » Burnham se propose « de la moderniser » avec l'aide de la science.

Ce n'est pas avec plaisir que l'on entreprend la discussion de cet article. La répugnance que l'on doit surmonter pour le lire, cède bientôt la place à l'ennui – ces platitudes, sur lesquelles on a cogité tant de fois, ne se bonifient pas en vieillissant. L'article ne contient rien qui n'ait pas été dit plusieurs fois par tous les éléments perturbateurs du marxisme, professionnels comme amateurs. Les arguments les plus rebattus, les comparaisons les plus éculées, tous ces pensums qui sont torchonnés partout, jusque dans les petits journaux municipaux, sont rassemblés ici et présentés comme la dernière conquête de la science d'un esprit émancipé de toute superstition. Il est vrai qu'il n'a pas encore osé présenter ces quelques haillons dans toute leur saleté ; nous en voyons seulement les franges. Beaucoup d'arguments sont retenus et ne présentent pas encore tout ce qu'il y a en magasin. Avec vulgarité et

suffisance, mélangées à une forte dose d'hypocrisie, Burnham déclare par exemple, dans son attaque contre Trotsky, « j'ai été scrupuleusement équitable en présentant ici votre argument central ». Cette « honnêteté scrupuleuse » comme nous allons le voir, à la même valeur que celle de ses prédécesseurs – elle ressemble fort à de la malhonnêteté sans scrupule.

Une des premières propositions que l'article attribue à Trotsky est la chose suivante : « du matérialisme dialectique « on déduit » que la sociologie marxiste, en particulier la théorie marxiste de l'état, est vrai ». L'expression « on déduit » est accentuée par Burnham lui-même qui ne veut pas laisser planer le moindre doute sur son affirmation. Pour justifier l'attribution d'une telle assertion à son adversaire, il y a effectivement dans la page inspirant la formule ci-dessus, le petit mot « ainsi ». C'est assez court. Quant aux « preuves » annoncées avec grandiloquence par Burnham (« Évidence, argument et preuve sont mes seules armes »), ses « scrupules » l'ont autorisé à s'en passer.

En vérité, une telle proposition est étrangère à l'esprit et à la lettre du marxisme. Marx a-t-il déduit « le Capital » de quelques principes logiques ou métaphysiques indexés en tête du premier chapitre ? A-t-il commencé son travail par rien d'autre qu'une exposition abstraite de sa dialectique et des principes matérialistes ? S'il en était ainsi, pourquoi alors aurait-il passé son temps à une recherche parmi des milliers de publications économiques du monde entier pour amasser des connaissances formidablement érudites ? Burnham attribue à Trotsky, tout aussi gratuitement, une affirmation analogue : « de la théorie marxiste de l'état, *on déduit que* la Russie est un état ouvrier ». Si c'était vrai, pourquoi l'Opposition de Gauche aurait-elle perdu son temps à analyser les conditions sociales, économiques et politiques de l'URSS depuis 1923 ? Nous avons produit, il me semble, un assez grand nombre de documents et de livres à ce sujet. Si notre méthode était celle que Burnham nous impute – si « scrupuleusement » – nous devrions avoir été contents d'exposer nos conclusions en quelques lignes, si nécessaire sous la forme d'un syllogisme poli.

Mais il y a plus. Le marxisme a déjà réfuté expressément cette interprétation de sa méthode. Burnham a le droit, s'il le veut, de considérer Engels comme un pasteur réactionnaire démodé (cette accusation renversante est lancée en passant, sans la moindre petite évidence), mais peut-être il le reconnaîtra-t-il comme un interprète fidèle de la pensée de Marx. Pourtant, Engels, en répondant au Burnham de son temps, drapé dans un style grandiloquent, Eugène Dühring, avait l'occasion d'examiner avec précision, il y a plus de soixante-dix ans, l'accusation que le Dühring d'aujourd'hui présente comme un produit des plus récents de la science. Engels cite[2] un long passage des écrits du professeur allemand, qui par la profondeur de sa science aussi bien que par la beauté de son style, rivalise d'honnêteté scrupuleuse avec Burnham. Dühring accuse Marx d'avoir déduit la nécessité de l'expropriation des expropriateurs d'une loi logique, la négation de la négation. Engels n'a eu aucun problème pour réfuter cette absurdité ; il cite simplement le passage où Marx analyse cette question.

Pourquoi Burnham nous sert-il ce plat réchauffé ? C'est parce que lui et Dühring ont la même conception de la logique et que tous les deux attribuent de la même façon cette conception au marxisme. Leur pensée ne s'étend pas au-delà d'une idée très formelle de la dialectique et c'est cette dialectique qu'ils attaquent ! Nous leur présentons une créature vivante, ils la tuent et poussent ensuite des cris : « nous vous l'avions dit, ce n'est rien qu'un cadavre ! »

Ils conçoivent la logique comme se composant surtout de quelques principes *extérieurs et antérieurs* à la connaissance. De ces principes il s'ensuit la connaissance. C'est ce que Burnham développe quand, dans son document, il parle de la fonction de la logique. Pour lui, elle se réduit à une forme dont la pensée ne peut s'extraire. Séparée du contenu de la connaissance, la logique ne peut jouer qu'un rôle négatif. La forme devient une simple barrière ; et les principes, la main-courante. Burnham nous dit

2 Anti-Dühring, 1ère partie, début du chapitre XIII.

que la logique est assez inutile. Nous l'approuvons dans la mesure où la logique concernée est la sienne, et non la nôtre.

La logique dialectique ce n'est pas les rives entre lesquelles s'écoule le fleuve de connaissance. Elle pénètre la connaissance elle-même à tous ses différents niveaux. Elle ne peut pas vivre en dehors de ce fleuve, elle n'existe que là. Si vous chassez la logique hors de ce courant elle se nie elle-même et se flétrit en quelques principes stériles, limités et abstraits. Loin de dominer la connaissance de l'extérieur, elle se renouvelle sans cesse en elle. « La forme de la pensée mérite d'être réanimée plus que toute autre forme », remarque Hegel. Les Béotiens réduisent souvent la méthode de Hegel à l'application monotone d'un schéma en trois parties : la thèse, l'antithèse, la synthèse. Par cette caricature ils ne révèlent rien d'autre que la conception qu'ils eux-mêmes incapables de dépasser : Pour Hegel, chaque sphère de la réalité donne un caractère spécialement déterminé à la contradiction et à la synthèse. Sous une forme souvent mystique, il exprime ici une conception profondément matérialiste. La dialectique n'est pas réductible à quelques lois isolées ; et ce n'est pas une des moindres difficultés de sa systématisation.

Loin de moisir dans une forme imposée de l'extérieur ou d'y révéler ses limites, la pensée voit son mode de développement être conditionné par son contenu. La conception qu'il y a dans la pensée quelque chose extérieur et antérieur à la connaissance est avec précisément la caractéristique la plus essentielle de la *scolastique*. Burnham ne peut pas se libérer de cette conception et dans sa quête au modernisme le plus récent il n'a trouvé que ce dossier poussiéreux qu'il secoue en recommandant de remplacer Hegel par Russell et la dialectique par la logique symbolique.

La logique symbolique est un nom générique pour une série de travaux qui se sont beaucoup développés depuis la fin du premier tiers du siècle dernier.

J'indiquerai ici seulement les conclusions générales de cette école sans entrer dans une analyse technique détaillée, bien que j'aie à portée de la main des douzaines de douzaines de citations de mathématiciens et logiciens allemands, anglo-saxons et français, à partir du milieu du siècle dernier. Quant à Burnham lui-même il ne fait que décrire cette tendance, en ajoutant quelques adjectifs très flatteurs mais purement subjectifs.

Les artisans de ce mouvement sont pour la plupart des mathématiciens et des semi-mathématiciens. Ses caractéristiques essentielles sont l'utilisation de symboles analogues à ceux de l'algèbre pour représenter le contenu des concepts de pensée, ou leurs relations – et la liaison par déduction de ces symboles selon quelques règles formelles pour déterminer tout ce qui est possible, c'est-à-dire éliminer les affirmations contradictoires. Ce calcul logique n’est rien d'autre qu'une tendance invétérée des mathématiques depuis leur origine, poussé vraiment à l'extrême : la progression par déduction selon les lois de la logique formelle et la recherche continue de la réduction du nombre d'axiomes servant de base de départ. C'est pourquoi, précisément parce qu'il ne s'agit que d'une exacerbation d'une de leurs tendances, les mathématiques courraient un risque dans se confinant complètement sur ce terrain : le risque de perdre la vie. Tous les grands mathématiciens, y compris ceux qui sont fanatiques de la logique symbolique, sont d'accord sur ce point et beaucoup d'entre eux ne reconnaissent, même dans leur propre domaine, qu'une valeur très restreinte à la logique symbolique. Il semble pourtant qu'elle a sans doute acquis son droit à l'existence sur ce terrain et pour autant que les *mathématiques* soient concernées, elle représente une conquête, il est vrai seulement relative, de la science.

Si nous entrons dans le champ de la *logique*, la situation change complètement. Ici le rôle de la logique symbolique devient complètement régressif.

Tous les logiciens de cette école partent des trois « lois fondamentales » de la pensée[3] « dont nous ne pouvons pas plus nous extraire que nous pouvons sauter par-dessus notre propre ombre » – les principes d'identité, de contradiction et du tiers exclu. Les adeptes de la logique symbolique ne se hasardent pas à une discussion sur ces principes, ou même à préciser leur contenu. Souvent ils les admettent discrètement, sous prétexte de définir un symbole algébrique. S'ils discutent leur adhésion au système, c'est seulement en lui collant l'étiquette « évident » (Russell et Whitehead en particulier). Combien une telle conception apparaît pauvre, bornée et réactionnaire en comparaison avec celle d'un Hegel ! On peut s'en apercevoir simplement en lisant (Que Burnham ne recule pas d'effroi, ce n'est pas lui que je donne ce conseil) ces pages où Hegel, au début du deuxième livre de sa grande Logique (*Science of Logic*), examine ces fameux principes, démontrant leurs limites et leurs contradictions. Dans ces dix ou quinze pages, il y a plus de science – réelle science et non pas formalisme stérile – que dans les trois épais volumes des *« Principia Mathématisa »*.

Dès que les trois « lois fondamentales » de la pensée sont admises comme dirigeant tout, il ne reste rien qu'à déterminer, par des règles de déduction à formalisme algébrique, toutes les combinaisons non-contradictoires qui en découlent. L'objectif du calcul logique pourrait ainsi être défini dans sa généralité entière : établir toutes les affirmations compatibles avec les trois principes fondamentaux de la pensée. La science se trouve ainsi réduite à un vaste formalisme. Rien ne reste après cela qu'une tâche secondaire : voir si toutes les combinaisons déterminées comme possibles existent aussi dans la nature. Mais si toutes les possibilités n'accèdent pas à l'existence, l'existence ne manque jamais de se trouver une niche dans l'éventail immense des possibilités.

Dans la mesure où la pensée y fournit à la réalité des cadres construits en-dehors et indépendamment d'elle, la logique symbolique apparaît comme une vaste scolastique. Cela ne représente un progrès du le pouvoir de la raison, mais son affaiblissement et son humiliation. La science des combinaisons de Russell, en particulier, a en vue de rendre l'intelligence humaine absolument inutile pour tout ce qui concerne la logique et les mathématiques. Avant Russell un autre logicien du même type, Stanley Jevons, a construit une sorte de piano équipé de vingt-et-une clés qui classifiaient, choisissaient et rejetaient des combinaisons variées de termes et ont finalement indiquaient les propositions non-contradictoires. Est-il nécessaire d'ajouter que ces néo-scolastiques se sont dirigés dans une direction opposée à celle du développement de la pensée humaine ? La science n'impose pas à la nature dans un système de compartiments préétablis. La connaissance est activité et lutte ; non pas contemplation passive, mais discours passionné entre l'homme et la nature. Ainsi, où l'homme proclame l'unité et la continuité, la nature répond pluralité et discontinuité, là où il dit « pluralité », elle répond « unité ». La connaissance n'avance que par cette dialectique continue. La pensée, dans la mesure où elle est pénétration, invention et extension, apparaît essentiellement comme action, mouvement et dépassement d'elle-même et n'est en aucune façon réductible à l'automatisme dégradant d'un système d'étiquettes tabulées et de leviers.

Les experts de l'algèbre logique exhibent souvent une allure révolutionnaire en lançant l'anathème sur la logique d'Aristote. Mais même ici leurs avancées est tout à fait relative. La logique d'Aristote consistait en la classification d'un certain nombre des formes de pensée, exactement de la même façon qu'il a catalogué quelques centaines d'oiseaux à partir d'observations extérieures. Quant à la logique symbolique, elle part de quelques principes et en déduit toutes les combinaisons non-contradictoires. Mais cela ne mène pas beaucoup plus loin. Ainsi le mathématicien allemand Hilbert, a retrouvé, après un calcul ardu, les quinze formes de syllogisme qu'Aristote avait déjà énumérées. Par son adhésion

3 Un petit courant peu orthodoxe, durant ces dernières années a systématiquement développé le refus du principe du tiers exclu. Nous réservons pour plus tard l'examen de cette tendance que Burnham ne mentionne même pas.

aveugle aux trois principes d'origine, la logique symbolique reste une part de la logique formelle, la plus développée et la plus systématique il est vrai, mais venant 2300 ans après Aristote !

Une image s'impose :

Considérons les propositions de la logique aristotélicienne comme des briques aux formes régulières et nettement définies. Le syllogisme est la construction la plus simple possible avec trois briques : deux briques juxtaposées et une troisième au-dessus. Chaque exemple parfait de raisonnement est un prolongement par répétition de cet arrangement élémentaire exactement de la même façon qu'un maçon érige un mur. La logique d'Aristote est un catalogue des différentes mosaïques qui apparaissent dans l'esprit humain. La logique symbolique poursuit une autre tâche, celle de déduire par le raisonnement toute les arrangements possibles possible d'une forme donnée de brique. En ce sens elle va au-delà de la logique d'Aristote. Mais elle garde la construction en briques avec ses trois relations, c'est-à-dire les trois « lois fondamentales » de la pensée. La dialectique abandonne la construction en briques et suit le mouvement de la réalité vivante. Elle ne prend pas comme point de départ une forme imposée *a priori*, mais bien plus les propriétés fondamentales de la matière telles que la résistance, l'élasticité, la cohésion. En passant, elle montre que la forme et les dimensions des briques elles-mêmes sont en dernière analyse déterminées par leurs propriétés essentielles, exactement comme Hegel a démontré que les « trois lois » de la logique formelle représentent un certain stade du développement de la pensée.

La logique formelle est avant tout la logique de la *définition* et de la *classification*. Son importance dans beaucoup de domaines ne doit pas être niée, particulièrement aux débuts de la science. Ses lois sont valides pour des ensembles *immuables et distincts*. Pourtant, toute la science moderne dirige la connaissance humaine dans une autre direction : le *développement* et l'*interconnexion* des choses. La dialectique hégélienne a donné à ces choses fondamentales leur expression logique. C'est pourquoi le nom de Hegel restera dans les annales de la science, alors que celui de beaucoup d'autres sera oublié. La logique symbolique systématise effectivement la logique aristotélicienne, elle repose vraiment encore sur la même base : l'immobilité et la séparation absolue des catégories. Cela reste ainsi largement en deçà des problèmes auxquels la dialectique s'est attaquée et auxquels elle a apporté les premières solutions. Chaque travail progressif dans le domaine de la logique doit partir de la logique hégélienne pour la nettoyer de son mysticisme et la développer. Pour des raisons sociales profondes, cette tâche répugne profondément à la science contemporaine. La logique de Hegel faisait partie de la descendance de la révolution française. Le socialisme élèvera la dialectique vers de nouvelles hauteurs.

Nous avons examiné le problème de la logique symbolique comme étant le seul point sur lequel le document de Burnham présente une quelconque nouveauté. Sur toutes les autres questions la littérature marxiste est déjà suffisamment riche.

La critique que Burnham fait de la dialectique n'est effectivement pas nouvelle : c'est le premier exercice auquel on doit se livrer pour s'engager dans la carrière de renégat du marxisme.[4] Sentant bien où le bât blesse, Burnham essaie de répliquer à cette objection souvent exprimée.

Il essaie de démontrer que l'acceptation ou le refus de la dialectique n'affecte pas, de toute façon, la validité des enseignements révolutionnaires du marxisme. Ainsi il invoque à l'appui de cette thèse le fait que les staliniens « croient aussi » à la dialectique. C'est l'identification du stalinisme avec le bolchevisme introduit dans le champ de la philosophie. Ce n'est pas moins superficiel et réactionnaire ici qu'en politique. Le stalinisme est resté verbalement attaché à la dialectique comme à beaucoup de formules du bolchevisme. Mais en réalité il y a substitué un sophisme intéressé adapté seulement à la

4 Voir mon article, « l'Algèbre de la Révolution. » dans l'édition de mai de « Fourth international ».

justification de tous ses crimes. Quand Burnham, en bon béotien, identifie l'un à l'autre, il poursuit la même tâche réactionnaire que Norman Thomas. Le fait seul que la bureaucratie bonapartiste couvre son empirisme brut avec des expressions éparses d'une doctrine qui lui est radicalement opposée devrait être une raison supplémentaire pour la considérer comme une caste et pas comme une classe qui exprime sa culture dans une forme accomplie.

S'il suit un vieux trajet, Burnham apporte quand même une innovation parmi ce qu'il propose de substituer à la dialectique. Les critiques du marxisme se sont généralement emparés de Kant, une des actions les plus solides dans la bourse philosophique. Certains d'entre eux ont récemment cherché refuge dans le pragmatisme. Burnham, le plus moderne et le plus scientifique d'entre eux, découvre la logique symbolique. Le choix n'est pas des plus heureux ; il éclaire un fait bien connu : la logique formelle détient sur la pensée petite-bourgeoise un pouvoir qui n'a pas été entamé par toutes ses vicissitudes. Dans la mesure où il constitue une nouvelle illustration de ce fait, le document de Burnham possède une valeur scientifique que son auteur n'avait pas prévue.

Le 17 mars 1940 [5]

3. Perspectives pour l'Europe [6]

Marc Loris, *Juin 1941*

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale.
La France sous Hitler et Pétain.
(cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)
***CLT**, numéro 65, mars 1999*

Pendant la première guerre mondiale impérialiste, les troupes allemandes occupaient à l'ouest la Belgique et un sixième du territoire français, outre un certain nombre de pays d'Europe centrale et des Balkans. Mais l'existence d'un front et ses continuels changements de tracés donnaient aux conquêtes allemandes un caractère précaire. Une grande partie de la population civile avait été évacuée et il n'y avait guère d'activité agricole ou industrielle dans les pays envahis.

Dans la deuxième guerre impérialiste, l'effondrement militaire de la France a donné une situation nettement différente. La domination hitlérienne s'étend maintenant plus ou moins directement sur plus de deux cents millions de non-Allemands. Malgré les profondes différences d'un pays occupé à l'autre, l'oppression commune contraint les rapports dans les classes et entre elles à suivre des lignes parallèles dans tous les pays occupés.

L'effondrement des fascistes indigènes

À son arrivée dans chacun des pays envahis, Hitler a trouvé des partis fascistes à l'image du sien. C'était l'un des éléments caractéristiques de la décomposition de la *« démocratie »* bourgeoise. Pendant son avance, l'armée allemande a été capable d'utiliser judicieusement ces groupes à ses propres fins militaires et politiques. Après un an de contrôle hitlérien en Europe, cependant, l'évolution de ces différents fascismes nationaux est un facteur important dans la détermination de nos futures perspectives.

---

5 Ce texte est favorablement signalé par Trotsky, dans une lettre à Dobbs du 16 avril 1940, dans « Défense du marxisme ». (n.d.t.)

6 « Perspectives for Europe », Fourth International, juillet 1941, pp. 179-182.

Ce fut en Norvège que l'état-major allemand reçut l'assistance la plus active et la plus immédiate de la *« Cinquième colonne ».* C'était le seul pays dans lequel le parti fasciste se trouvait placé directement au pouvoir après l'invasion. Et c'est aussi le pays dans lequel la domination allemande a incontestablement rencontré le plus de difficultés. Le chef de la Gestapo Himmler[7], s'est récemment aperçu que le parti de Quisling[8], du fait de son impopularité grandissante, était loin d'être un instrument de la flexibilité nécessaire pour la domination allemande, et il a réduit ses pouvoirs.

On peut observer le même processus dans tous les pays envahis : la stagnation ou la désintégration des groupes fascistes nationaux. Le parti pro-allemand des Sudètes tombe en pièces. En Bohême, ceux qui ont applaudi à l'arrivée d'Hitler se tiennent loin maintenant de tout ce qui est allemand. Le parti national-socialiste au Danemark a scissionné en un grand nombre de cliques se disputant les faveurs des autorités allemandes. Le parti fasciste de Mussert[9] en Hollande stagne et les envahisseurs ne lui font aucune confiance.

Les intellectuels flamands, en qui Hitler avait placé des espoirs, l'ont déçu. En France, Doriot[10] a réuni autour de lui un certain nombre d'anciens chefs staliniens, mais son parti ne progresse pas.

La Roumanie est l'un des exemples les plus frappants. Pendant des années il y a eu là un puissant parti antinazi, sauvagement antibritannique. L'entrée des troupes allemandes dans ce pays semi-allié, semi-conquis, a été immédiatement suivie d'une désintégration violente du parti fasciste. Son aile la plus extrémiste a publié un manifeste proclamant que seule une victoire britannique pourrait libérer la Roumanie. Le parti a été noyé dans le sang. L'actuel gouvernement du général Antonescu[11] ne repose pas sur un fascisme indigène, mais est simplement un bonapartisme soutenu par l'armée allemande.

Il existe des signes de courants dans la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes. Dans tous les pays envahis, Hitler a, bien entendu, trouvé des gens pour chanter ses chœurs. À leur arrivée, les généraux allemands ont exigé un certain nombre de chevaux, de têtes de bétail, de porcs, de politiciens et de journalistes. Mais comme mouvements de masse, les fascistes nationaux sont voués au déclin. Tous les jours l'Ordre nouveau d'Hitler révèle plus clairement ce qu'il est : le vieux désordre capitaliste avec son oppression, sa misère, sa faim. La petite-bourgeoisie va maintenant dans l'autre sens : le pendule est en train de changer de direction. Ce phénomène très important et qui n'en est qu'à son début crée des conditions très favorables pour le naufrage de l'impérialisme allemand mais ne peut conduire à rien par lui-même, sans intervention des ouvriers.

Dans son ensemble, la grande bourgeoisie va dans le sens inverse de la petite. Elle organise et systématise de plus en plus la *« collaboration ».* Partout où elle le peut, elle essaie de sauver ses profits et ses privilèges et saisit la plus petite occasion pour la collaboration qu'Hitler semble se complaire à lui proposer. Avec la poursuite de la guerre, Hitler devra de plus en plus utiliser le parc des machines-outils des pays envahis. Les capitalistes de ces pays ne souhaitent rien tant que l'amitié des généraux allemands afin de travailler pour la machine de guerre du IIIe Reich. Ils peuvent bien sûr rêver de conditions meilleures mais cela ne les empêche pas de profiter le plus possible de la situation actuelle.

---

[7] Heinrich Himmler (1900-1945) adhérant très jeune au parti nazi, chef des SS puis de la Gestapo, il était le policier en chef du IIIe Reich.

[8] Vidkun Quisling (1887-1945), officier ayant servi en Russie avec les Blancs, fondateur d'un parti nationaliste, premier ministre norvégien en 1942.

[9] Anton Mussert (1894-1946), ingénieur, fondateur du parti nazi néerlandais, nommé « chef » du peuple néerlandais par le Haut-commissaire allemand en 1942.

[10] Jacques Doriot (1898-1945), ouvrier français, membre des JC, puis de la direction du PC, exclu en 1934, passe au fascisme et fonde le PPF qui sera l'un des partis de la collaboration en France.

[11] Ion Antonescu (1892-1946), officier roumain, maréchal, dictateur (conducator) en Roumanie de 1940 à 1944.

Quelle leçon pour les ouvriers dont les luttes sont toujours paralysées par la bourgeoisie et ses agents au nom de *« la guerre nationale »* !

L'exemple le plus typique du comportement de la bourgeoisie est celui de la France. La bourgeoisie française, l'une des plus faibles et des plus décrépites, a déjà utilisé la défaite pour plonger le pays dans la plus noire réaction et trouver ainsi plus facilement un langage commun avec le conquérant. Pour les humiliations qui lui ont été infligées, la bourgeoisie française cherche des compensations dans la répression de son propre peuple. De l'Allemagne, elle ne cherche, par les moyens d'une servilité toujours plus abjecte, que le pardon pour l'alliance qu'elle a conclu avec la Grande-Bretagne afin de sauver ce qu'elle pouvait de son droit à exploiter les ouvriers français et les peuples coloniaux. La collaboration a été étendue aux domaines économiques, militaire et politique. L'industrie française travaille dans une large mesure pour la machine de guerre allemande. Les gens de Vichy parient aujourd'hui sur la victoire allemande et la défaite de leur ancienne alliée.

En outre, cette politique a fait que le bonapartisme de Pétain repose sur un nouveau point d'appui, la flotte française. La soudaineté de la défaite française a laissé intacte la flotte, dans tout son prestige et toute sa puissance. Elle a conservé sa cohésion et sa stabilité infiniment plus que l'armée, ce qui explique la montée au pouvoir de l'amiral Darlan. En fait, la flotte française était l'un des principaux atouts aux mains des gens de Vichy. Aidons l'Allemagne avec notre flotte, dont elle a besoin, se disait Darlan et nous pourrons retrouver une partie des positions de la France en Europe. La traditionnelle hostilité des officiers de marine à l'égard de l'Angleterre a rendu l'opération facile. Tout cela a permis au régime Pétain d'acquérir une complexion nouvelle, et fait de lui, en un certain sens, un *« bonapartisme naval ».*

La bourgeoisie française n'offre que l'exemple le plus clair de ce vers quoi tendent les sommets de la bourgeoisie dans les divers pays occupés. Devant autant de servilité, les nazis sont déjà en train de rêver d'*« unifier »* l'Europe et de l'opposer en tant que continent au reste du monde, afin d'atteindre leurs objectifs impérialistes. Le nazisme a réussi (avec l'aide non négligeable des dirigeants sociaux-démocrates et staliniens !) à dresser l'Allemagne à des fins impérialistes avec l'idée nationale.

Hitler ne peut pas unifier l'Europe

Est-il possible de croire qu'Hitler va réussir à écraser l'opposition intérieure dans les pays conquis d'Europe comme il a successivement vaincu, en Allemagne, l'aile extrémiste de son propre parti, les sommets de la Reichswehr et finalement les diverses oppositions religieuses ? On peut répondre à cette question par un catégorique NON. En Allemagne, il a été servi par le sentiment national, mais, dans les pays d'Europe, maintenant, ce sentiment se retourne contre lui avec une force décuplée.

À l'époque de sa montée historique, la bourgeoisie a pu construire de grandes nations modernes et dissiper tous les particularismes provinciaux, mais elle n'en fut capable que parce que sa domination signifiait aussi une formidable expansion économique et une vaste accumulation de richesses nouvelles. Même en tant que conquérant, Hitler ne peut amener aux peuples autre chose que la stagnation et la pauvreté. Tous les rêves sur l'unification du continent doivent se dissiper face à la réalité. Le nationalisme impérialiste exacerbé des nazis exacerbe et exacerbera de plus en plus tous les nationalismes étouffés qui l'entourent. Il est chimérique d'imaginer une hégémonie stable de l'impérialisme allemand sur une Europe unifiée, même en cas de victoire militaire.

La révolution européenne qui vient

Que la lutte commence en Allemagne ou ailleurs, les coups décisifs contre Hitler ne peuvent venir que des travailleurs. Le premier jour de la rébellion, ce sont eux qui constitueront l'avant-garde la plus déterminée. À partir du premier pas dans l'effondrement du système nazi, ils créeront les instruments de leur bataille, les comités d'action, la première forme des soviets.

La bourgeoisie nationale n'hésitera pas à collaborer avec les nazis afin de tenter de rétablir *« l'ordre ».* La petite-bourgeoisie sera ce qu'elle a toujours été dans les révolutions contemporaines, une force auxiliaire. Elle donnera sans aucun doute un soutien particulièrement enthousiaste aux ouvriers, en tout cas pendant la première phase, mais elle est fondamentalement incapable de maintenir la direction de la lutte ou même de la partager sur un pied d'égalité avec le prolétariat.

Pour en finir avec Hitler, il faut une base ouvrière. C'est la révolution prolétarienne qui est à l'ordre du jour en Europe. Tous les espoirs d'une *« révolte nationale »* particulière dans laquelle le prolétariat et la petite bourgeoisie se partageraient la direction, sont futiles. Plus absurde encore l'idée d'une lutte victorieuse de la petite-bourgeoisie *« soutenue »* par le prolétariat.

La primauté des travailleurs dans la lutte et l'apparition d'embryons de soviets dès les premières phases, n'implique nullement, bien entendu, que la révolution prolétarienne sera achevée du jour au lendemain. Il y aura une période plus ou moins longue de dualité de pouvoirs. Les soviets prendront conscience de leur pouvoir et de leur rôle, celui de nouveau gouvernement. Avant tout, le parti révolutionnaire aura besoin de temps pour consolider ses rangs et gagner la majorité de la classe ouvrière avant d'en finir avec le régime bourgeois.

Émancipation nationale et révolution prolétarienne

Cette perspective stratégique générale ne résout pas encore les problèmes tactiques posés par l'occupation nazie en Europe. La bourgeoisie nationale, dans les différents pays, ne pense qu'à mériter à force de servilité la bienveillance du conquérant. Devant la violence et le pillage des nazis grandit de mois en mois une haine sauvage de l'oppresseur dans toutes les autres couches de la population. Sous peine de se suicider, le parti révolutionnaire ne peut pas négliger ce fait fondamental qui domine maintenant la vie de l'Europe entière. Nous reconnaissons pleinement le droit à l'auto-détermination nationale et sommes prêts à le défendre comme un droit démocratique élémentaire.

Cette reconnaissance n'a cependant aucun effet sur le fait que ce droit est foulé aux pieds par les deux camps dans cette guerre et ne serait guère respecté au cas d'une *« paix »* impérialiste. Le capitalisme agonisant ne peut que de moins en moins satisfaire cette revendication démocratique. Seul le socialisme peut donner aux nations le droit intégral à l'indépendance et mettre un terme à toute oppression nationale. Parler du droit à l'auto-détermination nationale et garder le silence sur l'unique moyen de la réaliser, à savoir la révolution prolétarienne, c'est répéter une phrase creuse, semer des illusions et tromper les travailleurs.

La paix de Versailles a donné naissance à un certain nombre d'États indépendants, mais ils n'étaient en réalité que des satellites des grandes puissances impérialistes victorieuses. À l'exploitation de leur propre prolétariat, ils ajoutaient l'oppression des minorités nationales (Slovaques en Tchécoslovaquie, Ukrainiens et Biélorusses en Pologne, Croates en Yougoslavie, etc.). Il ne fait aucun doute qu'une paix impérialiste, quel qu'en soit le vainqueur, réalisera de façon encore plus caricaturale le droit d'indépendance nationale. Dans l'Europe actuelle, le parti révolutionnaire ne peut pas ne pas soutenir toutes les manifestations de résistance nationale à l'oppression nazie, mais sa participation active à la lutte ne signifie nullement qu'il doit renforcer les tendances chauvines et tolérer quelque illusion que ce soit sur la réalité de demain.

C'est une erreur particulièrement grave que d'imaginer que la lutte contre l'oppression nationale crée des conditions spéciales dans lesquelles le prolétariat peut abandonner ses propres objectifs et les confondre avec ceux de la petite-bourgeoisie (et parfois de la grande aussi), dans l'unité de la *« nation ».* L'émancipation nationale n'est nullement une *« spécialité »* de la petite bourgeoisie. Au contraire, cette dernière ne peut offrir que des solutions utopiques, surtout à notre époque (pacifisme, SDN améliorée, etc.).

Si le prolétariat prend en mains les tâches de l'émancipation nationale, comme il doit le faire à présent dans nombre de pays d'Europe, c'est seulement afin de les résoudre par ses propres méthodes, les seules capables d'assurer le succès, et d'intégrer la résistance nationale dans sa perspective générale du renversement complet de la société bourgeoise.

L'opposition nationale des peuples d'Europe donne un caractère profondément instable à la domination de l'impérialisme allemand. Mais, en même temps, elle constitue un écran devant les tâches fondamentales de notre époque : la transformation socialiste de la société, seule capable de mettre un terme à l'oppression nationale. Ce double caractère est ce qui conditionne l'activité des marxistes. Ils doivent soutenir toute résistance nationale, dans la mesure où elle représente une lutte réelle, mais ils peuvent et doivent le faire sans employer aucune phraséologie chauvine dans leur propagande, sans engendrer d'illusions concernant la réalisation de l'indépendance nationale, sans jamais perdre de vue les objectifs généraux de leur lutte.

En outre, la bataille est sans espoir quand elle est limitée à un seul pays. La tâche du parti révolutionnaire ne consiste pas à confiner la lutte contre l'impérialisme allemand avec d'étroites frontières nationales, mais à l'intégrer dans la résistance de tous les peuples européens à l'esclavage commun. Hitler a déjà plongé les travailleurs allemands dans cet esclavage. Les marxistes doivent avoir des mots d'ordre tendant constamment à élargir l'arène de la lutte, à la généraliser, à la répandre dans toute l'Europe, y compris l'Allemagne, et pas à la limiter, la diviser, la partager, sous des drapeaux nationaux différents. Leur cri de ralliement, c'est : À bas le régime nazi ! Vivent les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Les masses européennes doivent lutter dans des conditions terriblement difficiles et brutalement dégradées. Pendant des années, les réformistes et leurs alliés ont ri des trotskystes qui essayaient de transplanter en Europe occidentale les méthodes du bolchevisme russe. Quelle dure leçon ils ont reçue là ! La Russie tsariste semble, sinon un paradis, du moins un purgatoire en comparaison de l'enfer qu'est devenu l'Europe. La famine ravage le continent qui, hier encore, dirigeait le monde. Les ouvriers arrêtent le travail pour revendiquer des rations alimentaires plus importantes. C'est une nouvelle forme de lutte dans l'Europe dégradée. Les manifestations de mères de familles affamées ne peuvent que se multiplier. Au milieu de la misère et de l'oppression, toute lutte *« économique »* assume d'emblée un caractère politique. La tâche des marxistes n'est pas d'imposer aux masses une forme particulière de lutte, qu'ils pourraient *« préférer »,* mais en réalité, d'approfondir, d'élargir et de systématiser toutes les manifestations de résistance, de leur apporter un esprit d'organisation et de leur ouvrir une large perspective.

La petite-bourgeoisie et le prolétariat

L'oppression nationale oblige de larges couches de la petite bourgeoisie à entrer dans l'arène politique. Laissée à elle-même, la petite-bourgeoisie est parfaitement incapable d'assurer le renversement du régime nazi. Sa grande majorité est en train de passer aujourd'hui du côté de l'impérialisme britannique.

En France, ce mouvement soutient le général de Gaulle[12], qui n'a pas d'autre programme que la lutte militaire contre l'Allemagne aux côtés de l'Angleterre. L'activité des siens en France consiste avant tout dans l'espionnage au profit de l'Angleterre et le recrutement de jeunes gens pour les Forces françaises *« libres ».* Le parti marxiste n'a rien de commun avec un tel programme et de telles méthodes. Pour nous, le succès de la révolution ne dépend pas de la victoire ou de la défaite d'un des camps impérialistes, mais de l'entraînement révolutionnaire de combattants éprouvés et de la formation des

---

[12] Charles de Gaulle (1890-1970), officier français, membre du gouvernement Pétain lance de Londres en juin 1940 l'appel à continuer la guerre.

cadres d'un parti intransigeant. C'est là la tâche fondamentale. La sympathie pour l'Angleterre se répand dans les pays occupés comme la forme initiale élémentaire de la résistance à l'oppression nazie (et en France, à la bourgeoisie aussi). La tâche des marxistes n'est pas de s'adapter à ce sentiment tout à fait stérile, mais de prévoir les formes de lutte qui viennent et de s'y préparer.

La petite bourgeoisie entre en scène avec ses propres armes spécifiques. Des cas de terrorisme individuel se sont déjà produits en Europe occupée. En Pologne, en Norvège, en France, on a déjà réglé le compte de certains partisans trop cyniques de l'entente avec Hitler. Il n'a pas manqué non plus d'assassinats d'officiers allemands. Tout cela ne peut que se multiplier. Le parti révolutionnaire ne peut que répéter les arguments classiques du marxisme contre le terrorisme individuel – car ils gardent toute leur valeur. Très symptomatiques de l'état d'esprit des masses petites-bourgeoises, quelquefois extraordinairement héroïques, des tentatives individuelles d'assassinat ne peuvent conduire qu'au sacrifice de vies qui seraient d'une valeur incalculable si on devait leur trouver un meilleur usage. Le devoir des marxistes est de diriger les partisans de la terreur dans la voie de la préparation à la lutte de masse. En attendant, la lutte physique peut même revêtir d'autres formes que les actes terroristes individuels. En Norvège, par exemple, les échauffourées entre des groupes de fascistes locaux et la population ne sont pas rares. Une situation analogue peut se créer ailleurs. Dans ces cas, les marxistes doivent d'abord organiser et systématiser les formes spontanées de lutte, constituer des détachements de milice, lier leur activité à la population, etc.

En même temps que le terrorisme, le sabotage est apparu aussi dans l'Europe asservie et dégradée. Le sabotage n'est pas une forme spécifiquement prolétarienne, mais plutôt propre à la petite-bourgeoisie. Tous les arguments marxistes touchant à l'inefficacité du terrorisme individuel s'appliquent aussi à la destruction de tel ou tel objectif militaire ou économique par un individu ou un petit groupe isolé. On peut cependant trouver certaines formes de sabotage combinées à la résistance populaire. Dans les usines, le ralentissement de la production et la dégradation de la qualité peuvent apparaître quand l'oppression nazie se fait trop brutale. Le parti révolutionnaire ne peut pas ne pas soutenir et élargir toute forme de lutte intimement liée aux masses.

Après ce qui fera bientôt deux ans de guerre, après de sensationnelles victoires, aucune perspective de solution sur le plan strictement militaire n'est apparue. Les généraux ne peuvent qu'ouvrir à l'humanité des théâtres de guerre toujours plus vastes. Plus directement encore que pour la dernière guerre, c'est le facteur social qui décidera. C'est en suivant cette ligne qu'il faut tracer notre perspective et c'est sur cette perspective qu'il nous faut aligner nos tâches. Dans l'Europe entière, le prolétariat est aujourd'hui submergé dans les eaux troubles du chauvinisme. Mais la solution socialiste, si éloignée aujourd'hui, obscurcie par les nationalismes de toutes nuances, sera tout de suite mise à l'ordre du jour. Il faut expliquer patiemment aux ouvriers avancés les leçons d'hier, la situation d'aujourd'hui, les tâches de demain. Il faut réunir les cadres du parti de la révolution. Mais cette préparation n'est ni possible ni valable si l'on ne participe pas à toutes les formes de résistance de masse à la misère et à l'oppression, si l'on ne travaille pas à l'organisation de cette résistance, sa coordination et son élargissement. C'est une tâche qui exige les plus grands efforts.

Mais ils en valent la peine, car, demain, ils porteront leurs fruits mille fois.

4. La question nationale en Europe [13]

Marc Loris, 1942

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale.
La France sous Hitler et Pétain.
(cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale, dans la Guerre, pp. 35-44)
CLT, numéro 65, mars 1999

Avec la guerre civile américaine, les guerres de l'unification italienne, les guerres de la Prusse contre l'Autriche et la France, le troisième quart du XIXème siècle marque la fin de l'époque de la formation des grands États bourgeois. Cela ne signifie pas pour autant que les questions nationales aient cessé de préoccuper l'humanité. On en est loin. Le développement inégal du capitalisme se manifeste en ce domaine comme ailleurs.

Coup d'œil sur le passé

Le problème national se posait alors de façon aiguë à un certain nombre de peuples de l'Europe centrale et du sud-est. Laissons de côté la lutte irlandaise, le problème alsacien de l'Allemagne, les questions catalane et basque en Espagne ; il y avait les nationalités opprimées des deux grands empires semi-féodaux, l'Autriche-Hongrie et la Russie, et ceux qui surgissaient de la désintégration de l'Empire ottoman. Le problème national en Europe apparaissait alors essentiellement comme un vestige de la grande tâche d'émancipation créée par la transition du féodalisme au capitalisme mais que ce dernier avait été ensuite incapable de résoudre totalement.

Le développement de l'impérialisme à bientôt posé la question nationale dans un autre groupe de pays, les pays coloniaux (ou semi-coloniaux comme la Chine et la Perse). Au moment où les libéraux en tous genres se rassuraient en pensant que le problème national en Europe n'était qu'un retard historique qu'ils allaient combler tôt ou tard, la formation des empires coloniaux démontra bientôt que la question nationale était inéluctablement posée par la phase la plus moderne du capitalisme, l'impérialisme financier. On pouvait cependant interpréter également les développements coloniaux comme un aspect de ce retard historique, constituant une poussée historique vers l'État national provoquée par le développement des forces productives dans les colonies sous l'impact de l'impérialisme.

En ébranlant les grands empires multinationaux, en écrasant les petites nations entre les grandes, la première guerre mondiale impérialiste a ressuscité en Europe le problème national, lui donnant une acuité nouvelle dans les pays où il n'avait pas été réglé (Autriche-Hongrie, Russie) ou en le ressuscitant dans ceux où il ne se posait plus depuis longtemps (Belgique). Contre ceux qui, sous des prétextes variés, niaient ou minimisaient l'importance des questions nationales à notre époque (Luxemburg, Radek, Boukharine, Piatakov), Lénine écrivit souvent pendant la dernière guerre :

« L'impérialisme est l'époque de l'oppression des nations sur une base historique nouvelle [...j. L'impérialisme renouvelle le vieux mot d'ordre de l'auto-détermination ».

L'idée de base de Lénine était que, contrairement à l'attente des libéraux, le développement du capitalisme exacerbait l'oppression nationale. Il ne manquait pas de gens, dans les rangs révolutionnaires, qui ignoraient les problèmes de la liberté nationale, au moins en Europe, sous le prétexte que l'impérialisme faisait de toutes les libertés nationales une utopie et une illusion. A

[13] La question nationale pendant la guerre, par Marc Loris

Boukharine, qui niait la possibilité de mouvements nationaux en Europe, Lénine répliquait qu'en ce qui concernait la question nationale, Boukharine « n'avait pas prouvé et ne prouverait pas de distinction entre les colonies et les nations opprimées en Europe ». Lénine, bien entendu, savait mieux que personne montrer l'opposition entre l'Europe impérialiste et le monde colonial opprimé. Mais il niait le caractère absolu de cette opposition. Il montrait que l'époque impérialiste avait non seulement ressuscité en Europe les problèmes nationaux non réglés, mais pouvait même donner naissance à de nouveaux. Par exemple, dans une polémique contre les partisans polonais de Rosa Luxemburg, Lénine formulait à titre d'hypothèse en 1916 la possibilité d'un soulèvement de la Belgique occupée contre l'Allemagne, pour son émancipation. Trotsky écrivait au même moment : « L'indépendance des Belges, des Serbes, des Polonais, des Arméniens et autres [...] appartient au programme de lutte du prolétariat international contre l'impérialisme ». Il n'hésitait pas à placer une nation impérialiste écrasée d'Europe occidentale sur le même plan que les peuples coloniaux d'Orient.

Pour Lénine, l'aggravation de la question nationale en Europe proprement dite n'était pas le résultat fortuit de quelque accident militaire comme la supériorité des armées allemandes. Elle avait une cause plus profonde. Elle provenait de la nature même de l'impérialisme. Kautsky avait essayé d'expliquer l'impérialisme par le besoin des pays industriels de se combiner avec des pays agricoles — une théorie qui dissimulait le caractère violent et réactionnaire de l'impérialisme en le présentant comme une sorte de division internationale du travail. Lénine, réfutant Kautsky, écrivait dans son livre sur L'Impérialisme :

« La caractéristique de l'impérialisme est précisément qu'il cherche à annexer non seulement des régions agricoles, mais même des régions hautement industrialisées (appétit allemand pour la Belgique, appétit français pour la Lorraine) à cause du fait que le monde est déjà divisé qui oblige ceux qui veulent un nouveau partage à s'emparer de toutes sortes de territoires et parce qu'un trait essentiel de l'impérialisme est la rivalité entre un certain nombre de grandes puissances pour atteindre l'hégémonie, c'est-à-dire la conquête de territoires, pas directement pour eux-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et miner son hégémonie (la Belgique est avant tout nécessaire à l'Allemagne comme base d'opérations contre l'Angleterre ; l'Angleterre a besoin de Bagdad comme base d'opérations contre l'Allemagne, etc.) ».

Ces lignes sont profondément justes, peut-être plus aujourd'hui qu'à l'époque où elles ont été écrites :

1. Elles expliquent les traits spécifiques de l'impérialisme allemand affamé de colonies : le fait que le monde soit déjà divisé oblige ceux qui veulent un nouveau partage à s'emparer de toutes sortes de territoires ».
2. Elles montrent aussi qu'actuellement toute conquête a un caractère stratégique-militaire et économique en même temps et qu'il est impossible de faire une nette distinction entre les deux.
3. En outre, Lénine n'hésitait pas à placer l'occupation d'un petit état impérialiste écrasé (la Belgique) et la conquête d'une colonie (Bagdad) sur le même plan en montrant qu'ils avaient tous deux la même cause profonde, qui est « la caractéristique de l'impérialisme ».

Ces trois points sont tous également importants pour comprendre l'époque que nous vivons.

Le problème national en Europe aujourd'hui

Pour détruire le caractère absolu des assertions des sectaires, Lénine, dans sa polémique sur la question nationale, a souvent indiqué des possibilités de développement historique. Ces possibilités sont aujourd'hui devenues réalités. Si, au cours de la dernière guerre, le problème national en Europe avait un caractère fragmentaire, il embrasse aujourd'hui tout le continent. La seconde guerre impérialiste est la continuation de la première, mais sur une bien plus grande échelle.

Indépendamment de la participation de l'Amérique et du Japon au côté des Alliés, la guerre de 1914-18 est restée essentiellement une guerre européenne. La guerre actuelle est mondiale au plein sens du terme. Exactement comme l'occupation de la Belgique n'était pour le Kaiser qu'une simple opération préparatoire à une lutte sérieuse contre la France, de même, pour Hitler, l'occupation du continent européen n'était que le prélude de la lutte contre l'Empire britannique, contre l'URSS et particulièrement contre l'Amérique. Toute l'Europe est maintenant une Belgique envahie. Les sensationnelles victoires de l'Allemagne ont fait disparaître tous les fronts terrestres dans l'Europe de l'ouest et du sud-ouest. Compte tenu de quelques-uns des alliés de l'Allemagne dont la situation ne diffère guère de celles des pays conquis, il y a maintenant presque 250 millions de non-allemands sous la botte nazie. C'est une différence quantitative énorme avec la dernière guerre ! Mais il y a aussi une différence qualitative. Dans la dernière guerre, la Belgique occupée était vidée de la fraction la plus active de sa population, qui était réfugiée en France. Peu restaient dans le pays, sauf les hommes âgés, les femmes et les enfants. Aujourd'hui la population entière d'une dizaine de pays doit vivre, travailler et souffrir sous les satrapes hitlériens.

L'Europe de 1939 n'est plus celle de 1914. Elle a été considérablement paupérisée. Dans l'impasse de la société bourgeoise, tous les antagonismes sociaux et nationaux se sont exacerbés à un degré sans précédent. D'un autre côté, la guerre est menée maintenant à une échelle mondiale. En l'absence d'une issue historique sur une base capitaliste, l'âpreté de cette lutte, dont l'enjeu est tout ou rien, la nature politique réactionnaire du nazisme — tout cela a conduit l'impérialisme allemand à soumettre les pays envahis à une exploitation brutale et une oppression barbare sans précédent dans l'histoire de l'Europe moderne. Et cela a également conduit les peuples sur la route de la résistance et de la révolte.

Il ne s'agit plus désormais de déduire théoriquement la possibilité d'un problème national en Europe, celle-ci a résolu depuis longtemps la plus grande partie de ce problème. Il suffit d'ouvrir les yeux pour constater l'existence de mouvements nationaux, en outre à une échelle jamais égalée en Europe. Le fascisme, « l'impérialisme sous sa forme chimiquement pure », concentre et combine toutes les formes d'oppression nationale qu'on a pu observer jusqu'à présent dans les colonies : travail forcé, transferts massifs d'ouvriers et de paysans, évictions de masse, privilèges pour les membres de la nation dominante (tribunaux spéciaux, rations alimentaires plus fortes, etc.), villages rasés par des expéditions punitives, etc. devant cette réalité, seul un incurable pédant peut nier la possibilité de l'existence d'un mouvement national en Europe sous le prétexte que nous sommes maintenant à l'époque de l'impérialisme. En réalité, semblables raisonnements ne font que révéler une incompréhension totale de l'impérialisme, de son caractère violent, réactionnaire et autodestructeur. Sous un masque de radicalisme, cet argument trahit une inertie de la pensée héritée du libéralisme. Ce sont des raisonnements semblables, courants chez les libéraux de toutes sortes, qui niaient, il y a quelques années, la possibilité du fascisme en Allemagne : « Un pays hautement industrialisé, imaginez donc ! La réaction fasciste n'est possible que dans les pays périphériques, peu développés, semi-agricoles... ». Une telle mentalité traduit une incompréhension totale de notre époque. Nous ne sommes plus en réalité dans la période de la montée, ni même à l'apogée du système capitaliste, mais à son déclin. Toute la société bourgeoise est en train de se décomposer et cette désintégration nous apporte des choses nouvelles, « même en Europe ». Il y a eu le fascisme. Maintenant, il y a l'oppression nationale de 250 millions dans des pays où l'histoire avait, pour la plupart d'entre eux, réglé ce problème depuis longtemps.

Le problème posé aujourd'hui par l'impérialisme allemand peut l'être demain par l'impérialisme américain. En cas de défaite allemande et de retard de la révolution prolétarienne, la domination américaine, en s'approfondissant, prendra des formes nouvelles. Au lieu de la vieille méthode de la prépondérance financière, elle recherchera une suprématie politique appuyée sur des moyens

militaires. Le « second front » peut être le prélude de l'occupation du continent par les troupes américaines. Le chantage au ravitaillement et aux crédits sera complété par l'établissement d'une puissance policière yankee. Si la révolution prolétarienne ne l'emporte pas rapidement, le problème national s'installera pour des années encore sur les ruines de l'Europe.

Ainsi le mouvement national en Europe n'est-il pas simplement le produit d'un épisode militaire accidentel, mais découle de tout le déclin impérialiste. Et il a une grande signification historique. Si Hitler avait été capable d'unifier l'Europe, la révolution prolétarienne serait apparue beaucoup plus lointaine. L'abolition des frontières aurait ouvert la voie, sur la base du capitalisme, à un nouveau développement des forces productives sur le continent européen. Mais Hitler ne pouvait accomplir pour l'Europe ce que Bismarck avait fait autrefois pour l'Allemagne. C'est précisément le mouvement de résistance actuel qui démontre clairement l'impasse historique dans laquelle le nazisme, forme politique la plus avancée de l'impérialisme, se trouve. Ainsi, en un certain sens, le mouvement de résistance des peuples opprimés représente les intérêts historiques du développement de l'humanité. Il est l'hirondelle et la garantie d'une nouvelle marche en avant.

Confirmer l'existence d'un mouvement national en Europe ne signifie pas l'identifier à tous égards ce problème national actuel avec les questions nationales du passé en Europe ou même actuellement aux colonies. L'occupation allemande de l'Europe a posé un problème national sui generis, c'est le mouvement de résistance des peuples dans les pays impérialistes écrasés par un impérialisme plus puissant à l'époque de l'agonie du capitalisme.

Il nous faut noter ici, afin d'essayer de comprendre ce qui se passe en Europe, que l'administration nazie dans les pays vaincus diffère beaucoup d'une occupation militaire traditionnelle (par exemple les Prussiens en France en 1871). Certains territoires ont été formellement incorporés à l'Allemagne ; d'autres (Gouvernement général de Pologne, Protectorat de Bohême-Moravie) ont un statut colonial, sans promesse de libération à venir. Mais, même dans les pays qui sont formellement seulement sous administration militaire (Belgique, France occupée), les nazis ont pris un certain nombre de mesures économiques, sociales et politiques, qui dépassent de loin les exigences d'une simple occupation militaire (par exemple les mesures contre les Juifs).

Le mot d'ordre de la liberté nationale

Toute lutte nationale est à des degrés divers une lutte sociale. C'est particulièrement vrai du mouvement de résistance actuelle en Europe. Sous le poids de l'oppression, la haine, la rage et le désespoir accumulés dans les pays conquis se sont déversés sous les formes de révolte les plus diverses et des représentants des cercles sociaux les plus variés sont entraînés dans le mouvement. Mais si l'on considère l'ensemble, il apparaît clairement que le foyer de la résistance se trouve dans les masses laborieuses, les ouvriers et, en Europe centrale et du Sud-Est, les paysans. Les nazis ont en général facilement trouvé un langage commun avec la grosse bourgeoisie de l'industrie et des finances, qui est terrorisée par la peur du communisme et cherche une issue pour sauver ce qu'elle peut de ses profits et privilèges. Le cas le plus typique est celui de la France. Les nazis ont beaucoup moins de succès avec la bourgeoisie urbaine moyenne et petite ; ils ont cependant trouvé des collaborateurs politiques, aventuriers fascistes et surtout fonctionnaires d'ancien régime qui sont aux côtés des représentants de l'« ordre ». Autour des nazis gravitent aussi un certain nombre d'intermédiaires, profiteurs, spéculateurs de marché noir et nouveaux riches. Mais plus on pénètre dans les masses populaires, plus on ressent la haine féroce pour l'envahisseur, plus universelle est l'opposition au nazisme.

Il est intéressant de relever, sous cet angle, une déclaration récente d'André Philip, ancien député français qui s'est sauvé de Lyon, il y a quelques semaines, et qui, à son arrivée à Londres, a été nommé par de Gaulle membre du comité national de la France combattante. Le témoignage de Philip est important, d'abord parce que c'est un gaulliste, c'est-à-dire notre adversaire politique, mais également

parce qu'il vient de quitter la France où il était en contact étroit avec le mouvement de résistance et enfin parce qu'il est, de façon générale, un observateur honnête. À son arrivée à Londres, il a déclaré :

« La grande masse de la résistance est constituée par les ouvriers. Les paysans sont hostiles à Vichy, mais encore dispersés. Les traîtres et les collaborateurs n'ont été recrutés que dans les hommes d'affaires et la classe la plus riche. La classe moyenne et les représentants des industries petites et moyennes nous sont généralement favorables : ils font ce qu'ils peuvent, aux prises avec d'énormes difficultés ».

La dernière phrase résonne comme une excuse pour le manque d'activité de ces milieux de la classe moyenne. Sommes-nous en train d'assister à une lutte de la bourgeoisie au milieu de l'indifférence des masses ? Non, c'est exactement le contraire. Même l'opposition des ouvriers à la bourgeoisie indigène qui n'hésite pas à collaborer quand elle y voit quelque profit, fait partie de la lutte nationale. Le sentiment national, longtemps monopolisé par la classe dirigeante pour mieux assurer sa domination et étendre ses rapines, est maintenant un ferment révolutionnaire qui dresse les masses contre l'ordre existant.

Le caractère social du mouvement est également particulièrement clair en Pologne. Là, la résistance à l'oppression allemande, au moins dans les villes, est dirigée par des groupes ouvriers socialistes qui n'ont que haine pour le régime d'avant-guerre et mépris pour le gouvernement en exil de Londres. Ce trait du mouvement ne l'empêche pas cependant de se déployer sous le mot d'ordre de l'indépendance du pays. Et à juste titre ! Dans tous les pays envahis, toutes les questions politiques et même économiques tournent autour d'un problème central : la présence d'un maître étranger. Toutes les tâches démocratiques, si importantes actuellement, revêtent un caractère abstrait et irréel si elles ne sont pas couronnées par la revendication de la liberté nationale. Les luttes économiques soulèvent de même le problème de l'indépendance du pays : même dans la France non-occupée la population sait bien que le manque de ravitaillement est dû au pillage allemand.

Le devoir élémentaire des marxistes est d'inscrire dans leur programme la revendication de la liberté nationale qui, bien qu'elle ait depuis longtemps perdu tout contenu pour la plupart des pays européens, a maintenant reçu une nouvelle réalité à travers les catastrophes de l'agonie du capitalisme. Pour nous, il ne s'agit pas simplement d'un « truc » pour « prendre avantage » des aspirations actuelles des masse, mais de reconnaître sincèrement et honnêtement un élémentaire principe des droits démocratiques. Le marxiste propose de combattre pour sa réalisation de la même façon qu'il résout toutes les tâches, par des méthodes révolutionnaires et non en s'alliant avec l'un des camps impérialistes. Avoir une attitude négative à l'égard de l'indépendance d'un pays, c'est abandonner les masses ouvrières et les peuples travailleurs en général au danger de la démagogie nationaliste réactionnaire.

L'Europe n'est pas à la veille d'une nouvelle vague de révolutions bourgeoises nationales, mais de la révolution socialiste prolétarienne. Mais la dialectique de l'histoire est ainsi faite que le système capitaliste est en train de refléter sa faillite à beaucoup de pays sous la forme d'une nouvelle oppression nationale. Trois attitudes sont possibles à l'égard de l'actuel mouvement de résistance. La première consiste à y voir une sorte de Vendée réactionnaire, menaçant l'œuvre nazie d'« unification » de l'Europe. Seuls des laquais de Hitler peuvent avoir une telle position qui revient à trouver au fascisme des traits progressistes. La seconde attitude est l'indifférence — l'actuelle situation est « temporaire » et en plus très complexe, attendons des temps meilleurs. Inutile de dire qu'elle n'a rien de commun avec le bolchevisme. La troisième consiste à reconnaître le caractère explosif d'un mouvement national populaire dans l'Europe d'aujourd'hui. Indépendamment de sa conscience actuelle, il ouvre la voie à la révolution prolétarienne. « La dialectique de l'histoire, disait Lénine en 1916, est ainsi faite que de petites nations, impuissantes en tant que facteurs indépendants dans la

lutte contre l'impérialisme, jouent un rôle comme ferment, comme bacille, aidant le véritable pouvoir à arriver en scène, à savoir le prolétariat socialiste ».

Certains vont objecter : et la guerre impérialiste ? Pouvons-nous soutenir la revendication de liberté nationale en Europe en temps de guerre ? Cela ne veut-il pas dire le ralliement à l'un des deux camps impérialistes ? Si, après la conclusion de la paix, l'état d'oppression se perpétuait pour certains États d'Europe, alors, sans aucun doute, il nous faudrait inscrire sur notre drapeau la liberté nationale pour ces peuples. Mais pouvons-nous le faire maintenant sans participer ipso facto à la guerre impérialiste ?

La situation serait certainement beaucoup plus simple s'il y avait en Europe oppression nationale sans guerre impérialiste. Mais, malheureusement, notre époque est loin d'être simple et c'est précisément la guerre impérialiste qui ressuscite l'oppression nationale. Le raisonnement qui voudrait nous faire attendre la fin de la guerre souffre d'un formalisme fatal. C'est clairement démontré, si on prend l'exemple de la Tchécoslovaquie. Les territoires non-allemands de Bohême et de Moravie sont devenus un « protectorat allemand » avant l'éclatement de la guerre actuelle. Nous aurions donc dû être pour la liberté nationale des Tchèques, mais abandonner cette revendication à la déclaration de guerre pour la reprendre à la conclusion de la paix. Mais ce n'est pas tout. Une paix impérialiste ne saurait être facilement distinguable d'une guerre. Nous vivons une époque de convulsions où la ligne entre guerre et paix va être de plus en plus ténue. La guerre actuelle peut être suivie et sera suivie par d'autres opérations militaires : inter-européennes, coloniales, entre anciens alliés, contre de nouvelles puissances prolétariennes, etc. Quand exactement les formalistes vont-ils nous « autoriser » à adopter la revendication de liberté nationale ?

Tout ce formalisme a pour origine l'incompréhension de la nature des mouvements nationaux actuels et de notre soutien. En dépit de sa grande importance à ce moment, l'indépendance nationale demeure une revendication démocratique. En tant que telle, nous luttons pour sa réalisation, mais avec nos méthodes propres et nous l'intégrons dans notre programme de révolution socialiste. Si demain Hitler attaque la Suède ou la Suisse, nous ne soutiendrons pas les gouvernements bourgeois suédois ou suisse, pas plus que nous n'avons soutenu les gouvernements norvégien, yougoslave ou grec, car un tel soutien ne peut rien rapporter au socialisme ni même à la démocratie. Mais si, dans le cas d'une défaite militaire, quand l'État bourgeois est écrasé, un mouvement national populaire de résistance à l'oppression allemande se dresse, nous le soutiendrons, car un tel mouvement ouvrirait objectivement la voie à la révolution. Notre soutien ne dépend pas de la question formelle du moment — pendant ou après la guerre impérialiste — mais de la nature politique et sociale du mouvement. Tant qu'il s'agit d'un vrai mouvement de révolte des masses contre l'oppression, c'est notre devoir élémentaire de le soutenir et, bien entendu, ce soutien ne peut nullement signifier une participation politique à la guerre impérialiste.

On peut opposer le « second front » à notre mot d'ordre. Il est très vraisemblable qu'un jour ou l'autre, les Nations unies débarqueront en Europe. En ce cas, tant que le pays est divisé par un front militaire, le mot d'ordre de liberté nationale perd tout contenu révolutionnaire. Mais confondre la réalité d'aujourd'hui avec la possibilité de demain est une faute sérieuse de tactique révolutionnaire.

Mais après tout, le cri de liberté nationale ne peut-il pas être utilisé comme un instrument dans les mains de l'impérialisme anglo-saxon et de ses satellites pour enchaîner les peuples à la guerre impérialiste ? Sans aucun doute ! Mais existe-t-il une seule revendication démocratique qui n'ait jamais été utilisée par la bourgeoisie pour camoufler ses objectifs et tromper les masses ? Pas une seule ! La tâche des marxistes ne consiste pas à abandonner les revendications démocratiques parce que la bourgeoisie cherche à dissimuler son hideux visage derrière elles, mais à la défendre par des moyens révolutionnaires et à les intégrer dans la reconstruction socialiste de la société, tant que ces

revendications correspondent aux aspirations et aux intérêts révolutionnaires de la grande masse du peuple.

Pour révéler la fausseté de l'argument, il suffit de le retourner : si la revendication de liberté nationale fait le jeu de l'impérialisme anglo-américain, alors, inversement, ignorer ou sous-estimer le problème national en Europe fait le jeu de l'impérialisme allemand. A travers l'Europe entière, les nazis et leurs laquais consolent les peuples affamés et terrorisés par l'image de l'Europe unie. Il faut se hâter de s'intégrer à cette unité pour en retirer tous les bénéfices ! Assez de ces puériles réactions de nationalisme réactionnaire, dépassées aujourd'hui par les nécessités de l'économie moderne. Cette propagande n'a pas été dénuée d'effet sur pas mal de pacifistes, socialistes et communistes, qui maintenant saluent dans le nazisme la réalisation de l'unification socialiste de l'Europe.

Mais la « liberté nationale » n'est-elle pas le retour au statu quo ante, c'est-à-dire au régime bourgeois ? Il y a longtemps que Lénine a ridiculisé cet argument en répondant aux partisans de Rosa Luxemburg qui s'opposait, selon sa propre expression, « à une rébellion nationale dans la Belgique, la Serbie, la Galicie, l'Arménie occupées » :

« Nos camarades sont contre une telle rébellion parce qu'ils disent qu'elle est aussi une bourgeoisie dans les pays annexés et que cette bourgeoisie opprime aussi d'autres nations ou plutôt qu'elle peut les opprimer, puisque le seul point en discussion est « le droit à opprimer ». Il apparaît donc que le critère d'une guerre donnée ou d'une rébellion donnée n'est pas son contenu social réel (la lutte d'une nation opprimée contre son oppresseur pour sa libération) mais la possibilité de la bourgeoisie maintenant opprimée d'exercer son « droit » à opprimer ».

Mais le mot d'ordre de la libération nationale ne s'oppose-t-il pas à l'internationalisme prolétarien ? En particulier, n'empêche-t-il pas toute fraternisation des ouvriers dans les territoires conquis avec les soldats et ouvriers allemands sans l'action desquels aucune révolution n'est pensable en Europe ? Le cri de liberté des peuples n'a rien de commun avec la soif de revanche impérialiste. Comment un soldat allemand peut-il se libérer de l'emprise idéologique du nazisme, s'il n'a pas reconnu honnêtement et sans équivoque le droit à leur liberté des peuples opprimés ? Le devoir le plus élémentaire, non seulement d'un ouvrier ou soldat socialiste allemand, mais d'un sincère démocrate allemand (si cette variété existe encore), c'est de vouloir, de saluer et d'aider la révolte des peuples opprimés.

Libération nationale et socialisme

Le mot d'ordre de libération nationale n'implique nullement un programme de restauration d'une Europe divisée. Il signifie purement et simplement que chaque peuple doit être libre de déterminer sa propre destinée et que le parti révolutionnaire soutient la lutte pour cette liberté élémentaire. L'oppression des peuples d'Europe par l'impérialisme allemand est une entreprise barbare et réactionnaire. La résistance à l'asservissement des nations est aujourd'hui un grand facteur progressiste qui ouvre objectivement la voie à la révolution prolétarienne. Le parti révolutionnaire doit soutenir et guider les terribles efforts des peuples européens pour se libérer de la domination allemande. Tel est le contenu du mot d'ordre de libération nationale. Il est la simple expression de la lutte contre l'oppression.

Mais, après l'effondrement de l'empire hitlérien, l'Europe devra s'unir si elle veut vivre. Si cette tâche fondamentale n'est pas réalisée, il y aura de nouvelles guerres et de nouvelles oppressions. L'unique espoir de l'Europe est l'unification économique du continent, combinée à la liberté de développement national pour chaque peuple. Et seul le prolétariat est capable d'entreprendre cette tâche. Le prolétariat la réalisera en créant les Etats-Unis socialistes d'Europe. Cependant seuls des peuples libres peuvent s'unir. La première condition pour une fédération des nations européennes est leur indépendance de tout joug étranger. Si les problèmes nationaux de l'Europe ne peuvent être résolus

dans une fédération socialiste, alors, inversement, cette fédération ne peut être réalisée qu'entre des nations libres et égales. Loin de s'opposer l'un à l'autre, les deux mots d'ordre, Libération nationale et Etats-Unis socialistes d'Europe, sont étroitement liés.

À présent, au moment où les nazis essaient de justifier leurs crimes au nom de « l'unité européenne », il est particulièrement important de ne pas opposer la fédération à la nation, mais de la présenter pour ce qu'elle sera réellement, une forme d'organisation et une garantie de liberté nationale. Ceux qui opposent au mot d'ordre de libération nationale la formule « purement socialiste » des Etats-Unis d'Europe, ne remarquent pas que cette formule est elle-même un compromis entre les nécessités centralisatrices de l'économie planifiée et les tendances centrifuges héritées des siècles passés qui ne peuvent être gommées en quelques mois ou quelques années. Les Etats-Unis impliquent des États. L'unification économique et politique complète de ce continent ne se fera pas en un jour, mais sera le produit de toute une époque historique et dépendra largement, en outre, de ce qui arrivera dans le reste du monde. À quel rythme et sous quelles formes précises ce développement se fera-t-il ? L'expérience nous le dira. Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe ne donne que la formule algébrique générale. De plus, notons-le en passant, la disparition des frontières entre les différents états ira main dans la main avec le dépérissement de chaque état.

Le plus clair exemple de fédération qui ait abouti à une unité presque complète est les Etats-Unis d'Amérique. Mais la construction du pouvoir fédéral a été un long processus et a nécessité une guerre civile plutôt sérieuse pour être définitivement consolidée. Bien entendu, le socialisme emploiera d'autres méthodes que le capitalisme. Cependant l'exemple des Etats-Unis nous montre combien il aurait été artificiel d'opposer en quoi que ce soit les mots d'ordre de libération des treize colonies et des Etats-Unis d'Amérique !

Indépendamment des formes transitoires d'organisation, la réalisation des Etats-Unis socialistes d'Europe implique la liberté de chaque nation entrant dans la fédération. Mais la seule véritable garantie de cette liberté est le droit de dire oui ou non. Toute « garantie » de libre développement culturel, etc. est une illusion si la nation n'a pas le droit de quitter l'union. Après le renversement de la bourgeoisie, nous ne voulons pas aller au socialisme par la violence, mais en convainquant patiemment les peuples de la supériorité de la centralisation. De même que, dans la question agraire, nous ne sommes pas partisans de la « collectivisation forcée », mais voulons démontrer au paysan, par sa propre expérience, la supériorité de la grande entreprise collective sur la petite propriété, ainsi, dans la question nationale, nous sommes contre toute « unification forcée » et la seule garantie qui soit réelle, pas fictive, est le droit de sécession.

Où est l'assurance que l'évolution historique va mener à l'unification complète ? Pas dans la violence, dans le développement des forces productives. Pourquoi la bourgeoisie montante a-t-elle pu dissoudre les provinces féodales dans l'unité des grandes nations modernes ? Parce que sa montée correspondait à un développement prodigieux des forces productives. Pourquoi Hitler, qui ne se prive pas d'employer la violence, ne peut-il unifier les « provinces » d'Europe ? Parce qu'il représente le déclin du capitalisme.

Une fédération socialiste, européenne ou mondiale, n'exclut nullement et, au contraire, implique le droit de chaque nationalité à déterminer son propre destin. Cependant, nous sommes encore loin de la fédération socialiste. La réalité d'aujourd'hui, c'est l'oppression générale des peuples d'Europe par l'impérialisme allemand. Si, sous le socialisme, il serait faux théoriquement d'opposer la liberté nationale au principe de la fédération, combien absurde, pédante et creuse paraît cette opposition en face des conditions actuelles en Europe !

Les tâches révolutionnaires sous la botte nazie

L'oppression nazie est passée sur l'Europe comme un rouleau compresseur. Il ne reste maintenant dans tout le continent, entre le pouvoir nazi et la population, aucune organisation légale sur laquelle les masses pourraient s'appuyer et se regrouper. Après les partis politiques et les syndicats, le travail de destruction a été étendu même aux organisations les plus neutres et les plus insignifiantes car les nazis craignaient — et à juste titre — que la moindre d'entre elles puisse devenir un point de cristallisation de la résistance. Les nazis ont introduit leurs hommes dans les groupes les plus ténus, afin qu'ils y proposent l'adhésion à l'« ordre nouveau ». Même les sociétés de collectionneurs de timbres ont été gleichgestaltet [Littéralement : conçu de la même manière].

Ce qui reste des organisations ouvrières devait passer à l'illégalité et de nouvelles méthodes. Les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises traditionnelles ont fait place à des groupes clandestins de caractère nouveau, ne provenant pas directement des vieux partis. De petits groupes illégaux, qui souvent ne s'étendent pas au-delà des limites d'une cité ou d'une région, apparaissent partout, quelques-uns seulement peuvent maintenir des contacts — et encore de façon très irrégulière — à une échelle nationale. D'innombrables petits journaux surgissent et disparaissent. Des liaisons sont prises, puis coupées. Dans l'ensemble, avec les mois qui passent, on relève un certain progrès vers la centralisation, mais très lent, souvent interrompu du fait de la sévérité des conditions de l'illégalité. Même le mouvement qui semblait le mieux adapté au travail clandestin, le stalinisme, souffre beaucoup ; malgré son puissant appareil et des ressources abondantes, les rapports entre le centre et les organisations régionales sont souvent coupés — une situation qui ne peut manquer de créer des conditions favorables pour la discussion et l'unité d'action entre membres du parti communiste et trotskystes.

De toutes les organisations ouvrières cependant, les partis staliniens restent les plus puissants et les plus actifs — et très largement. La propagande stalinienne a bien entendu un caractère complètement chauvin et prend soin de ne pas parler de socialisme. En dehors des staliniens, les deux centres les plus notables de résistance du mouvement ouvrier sont constitués par les groupes socialistes de gauche en Pologne (certains proches du trotskysme et tous hostiles au gouvernement en exil) et par ce qui reste du mouvement syndical norvégien, que les nazis n'ont pas été capables d'extirper totalement. Il ne reste pas grand-chose de la IIème Internationale. On a pu relever récemment un regain d'activité de groupes socialistes officiels en Belgique et dans le Nord de la France ; mais il garde encore un caractère extrêmement fragmentaire.

Les mouvements petits-bourgeois

De larges couches de la petite bourgeoisie ont perdu leur équilibre économique et social. L'occupation allemande a produit dans l'ensemble une paupérisation énorme et même, dans une certaine mesure, une prolétarisation de la petite bourgeoisie. Cette crise sociale trouve son expression politique dans la formation d'innombrables groupes et mouvements qui reflètent toutes les couleurs de l'arc-en-ciel de la petite bourgeoisie.

À l'extrémité réactionnaire de ce spectre, on trouve les groupes chauvins traditionnels comme l'organisation gaulliste en France. Il faut soigneusement distinguer entre les sympathies très répandues, mais plutôt vagues, des masses pour le camp « démocratique », y compris de Gaulle et son organisation elle-même. Cette dernière est surtout constituée d'anciens militaires et de fonctionnaires. Ils n'ont aucun désir de voir les masses, à qui ils ne savent pas parler, déployer de l'activité. La plupart d'entre eux sont presque terrifiés autant devant les masses que devant l'occupant allemand. Leur principale activité dans le domaine militaire est l'espionnage au compte de l'Angleterre, et, dans le domaine politique, d'attendre le débarquement anglo-américain.

À l'autre extrémité de l'arc-en-ciel, on trouve des organisations qui cherchent honnêtement une issue à l'intolérable situation des couches inférieures de la petite bourgeoisie. Les éléments les plus aptes à devenir les porte-parole de ces couches sont les intellectuels et les jeunes. Aussi trouve-t-on souvent parmi leurs dirigeants des étudiants, des enseignants, des écrivains. Violemment hostiles au fascisme, ces couches sociales cherchent dans le socialisme une solution à leurs malheurs. Ils concèdent volontiers que le système capitaliste est à bout de forces et acceptent le programme de la fédération des peuples, mais ils n'ont pas encore surmonté leur méfiance à l'égard des ouvriers. Leurs dirigeants sont souvent en train de continuer à chercher une allée de roses plutôt que la voie de la « dictature du prolétariat » et accusent les marxistes d'« étroitesse ». Entre ces deux sortes de groupes, on trouvera bien entendu toutes les formes intermédiaires.

Dans les terribles conditions de l'illégalité, il existe inévitablement, entre les divers groupes clandestins, des accords pratiques : pour l'impression des journaux, le transport de la littérature et des hommes, etc. —car c'est un problème que de trouver même du papier. Sans ces contacts, ils ne pourraient exister et il est inutile de dire qu'ils n'impliquent pas de compromis sur le programme.

Même aujourd'hui dans les pays occupés, surtout en Europe orientale, des occasions pour des manifestations ne sont pas rares : manifestations de femmes contre le manque de ravitaillement, manifestations contre les restaurants qui servent les riches sans cartes de rationnement, manifestations contre les « collaborationnistes », manifestations publiques à l'occasion de diverses fêtes nationales (14 juillet, etc.). Ces manifestations sont organisées par des groupes illégaux de type divers et la question de notre participation se pose. Il est difficile de répondre de façon générale. L'important, pour déterminer si on participe ou non, n'est pas tellement la nature de l'occasion ou qui lance les manifestations, mais la situation politique et les possibilités sur le moment donné. Si certaines manifestations se répètent, mobilisant toujours plus de manifestants, c'est le devoir du parti révolutionnaire d'appeler les ouvriers à y participer, même si elles sont organisées par des groupes nationaux petits-bourgeois. Bien entendu, le parti a aussi le devoir d'y apparaître avec ses mots d'ordre propres. Après l'écrasement de toutes les organisations, la disparition de toute vie politique organisée, chaque manifestation qui renforce le sentiment d'action collective, si modeste et si confuse soit-elle, est extrêmement progressiste et la tâche de l'organisation révolutionnaire est de l'aider et, si possible, de l'élargir.

De toute évidence, tout en saisissant toute possibilité de pas en avant, nous ne pouvons limiter notre liberté de critiquer les programmes utopiques et réactionnaires. Maintenant comme toujours, les marxistes font leur travail d'explication et de clarification. Ils doivent particulièrement dénoncer le mensonge et l'hypocrisie des groupes chauvins qui ne cherchent que la revanche et qui, exigeant toujours la liberté de leur propre nation, n'hésitent pas et n'hésiteront pas à participer à l'oppression d'autres nations. Ainsi, tous les mouvements qui trouvent leur inspiration à Londres et Washington — gouvernements en exil, général de Gaulle, etc. — doivent être caractérisées, non comme des mouvements nationaux par leurs objectifs comme leurs méthodes (alliance avec l'impérialisme anglo-américain, exploitation des colonies belges, d'une partie des colonies françaises, néerlandaises, etc.). Ces groupes essaient d'enchaîner la révolte nationale populaire à l'un des camps impérialistes. Dans des circonstances nouvelles, ils jouent le rôle traditionnel des partis bourgeois qui sont basés sur la petite bourgeoisie. C'était le cas de feu le parti radical-socialiste de France qui reposait sur les aspirations démocratiques du paysan français pour mieux l'enchaîner au grand capital. Maintenant, le mouvement gaulliste exploite pour des objectifs impérialistes le sentiment national réveillé. Ce programme et ceux des groupes semblables ne peuvent apporter à l'Europe que de nouvelles catastrophes.

Quant aux différents groupements petits-bourgeois qui se tournent vers le socialisme, nous devons avoir à leur égard une attitude beaucoup plus patiente et pédagogique. Ces groupes, se rebellant

contre l'oppression actuelle, vont jusqu'à faire porter le blâme au système des trusts et monopoles impérialistes, mais, comme nous l'avons déjà relevé, gardent toujours quelque réserve à l'égard du programme ouvrier. Leur programme général, en gros, est celui de la démocratie formelle la plus conséquente. Dans les discussions avec ces groupes, la tâche principale est de montrer la réalité derrière les formes de démocratie pure et de souligner patiemment, mais fermement, qu'il faut choisir et qu'il n'existe pas de « troisième voie ».

Dans la situation actuelle, toutes les revendications démocratiques sont chargées d'une énorme potentialité révolutionnaire. Car, à l'époque de la désintégration du régime capitaliste, seule la révolution prolétarienne peut donner une réalité aux principes démocratiques. C'est pourquoi les partis marxistes doivent être les champions les plus résolus de ces revendications, sachant très bien que leur réalisation conduit la société au seuil du socialisme. Mais c'est aussi la raison pour laquelle les revendications démocratiques deviennent un mensonge quand elles sont séparées du programme socialiste, car elles ne peuvent se matérialiser en dehors de lui. Non seulement la démocratie bourgeoise n'est qu'une démocratie formelle dissimulant l'inégalité réelle entre capitalistes et prolétaires, mais à notre époque, même cette démocratie formelle ne peut exister que pour des intervalles brefs, sous une forme anémique, et elle laissera vite la place à des dictatures bonapartistes ou fascistes ou au socialisme. Parler de liberté maintenant et se taire sur l'unique moyen de les obtenir, la révolution prolétarienne, c'est répéter une phrase creuse, c'est tromper les masses. L'action commune avec les groupes petits-bourgeois démocrates, souvent inévitable et de surcroît souhaitable, ne peut nous empêcher de critiquer leurs programmes devant les masses et d'essayer de gagner le meilleur de leurs organisations.

Le programme de presque tous les groupes clandestins, staliniens compris, comprend la revendication d'une Assemblée nationale unique élue au suffrage universel. Pour certains, c'est leur seul programme pour le lendemain de la chute de l'empire hitlérien. Dans la section française de la IVème Internationale, surtout en zone occupée, il y a eu une discussion sur ce mot d'ordre d'Assemblée nationale (ou constituante).

Les arguments en sa faveur se réduisent en général à ceci : si nous sommes prêts à lutter pour les libertés démocratiques, comment ne pas inscrire dans notre programme la revendication qui couronne toutes les libertés, l'Assemblée nationale ? Cet argument n'est pas juste. Nous combattons avec les masses pour les libertés démocratiques, même les plus petites, parce que ce combat ouvre la voie à la révolution prolétarienne ; en même temps, nous expliquons que cette révolution constitue l'unique assurance contre le retour de l'oppression, de la dictature, du fascisme. L'Assemblée nationale n'est nullement le couronnement des revendications démocratiques. Le cœur même de ces revendications ne peut exister qu'à travers le développement des comités d'ouvriers et de paysans. Séparé de la question du pouvoir-bourgeois ou prolétarien —, le mot d'ordre de l'Assemblée nationale aujourd'hui en Europe n'est rien qu'une forme vide, une coquille sans contenu révolutionnaire. Dans les conditions actuelles d'illégalité, ce mot d'ordre ne correspond pas à une expérience réelle des masses, alors que chaque groupe recouvre de cette formule différents programmes politiques ; le mot d'ordre prend donc un caractère rituel et devient un élément du charlatanisme démocratique.

Ne traverserons-nous pas une phase « démocratique » après la chute du pouvoir nazi ? C'est très vraisemblable. Mais il est également très probable que nous verrons aussi dans cette période que nous serons déjà en train de voir la formation de comités ouvriers, embryons de soviets, transformant l' « étape démocratique » en double pouvoir plus ou moins long. Il est possible qu'à ce moment le mot d'ordre d'Assemblée constituante puisse être chargé d'un contenu révolutionnaire. Le mouvement du général de Gaulle a officiellement déclaré, il y a quelques mois, qu'à la chute du nazisme le pouvoir sera remis aux mains d'une assemblée unique élue par tous les Français de la façon la plus démocratique ; mais, dans des articles et des conversations, des représentants des gaullistes sont déjà

en train d'expliquer qu'entre l'effondrement de la tyrannie nazie et la convocation de l'Assemblée nationale, il s'écoulera un interrègne nécessaire pour sauver le pays du chaos et rétablir l'ordre et que durant ce laps de temps, il faudra limiter la démocratie. On peut aisément imaginer par quels moyens. Il est possible qu'à ce moment la revendication de la convocation immédiate de l'Assemblée réponde à l'expérience réelle des masses et ait un caractère offensif contre le Gouvernement provisoire. Mais c'est là la musique de demain.

Terrorisme et sabotage

Il faut accompagner la critique des programmes petit-bourgeois et stalinien d'une critique de leurs méthodes. L'oppression nazie a déjà suscité en Europe de multiples formes de résistance : manifestations passives de tout type, attentats à la bombe, sabotage des trains, incendies, ralentissement de la production, sabotage des machines, grèves, manifestations de rue, émeutes de la faim, activités de guérilla — cette dernière étant en train de devenir dans les Balkans une vraie guerre. La variété même de ces activités révèle la diversité des couches sociales qui ont été entraînées dans le mouvement. Les difficultés du moment présent, la participation des couches petites-bourgeoises et la politique délibérée du stalinisme ont engendré une vague d'aventurisme.

Le terrorisme individuel est devenu courant dans tout le continent. Les staliniens en particulier ont combiné un opportunisme vulgairement chauvin dans leur programme et un aventurisme stupide et criminel dans l'action. Le parti révolutionnaire ne peut que réitérer tous les arguments classiques du marxisme contre le terrorisme individuel ; ils gardent aujourd'hui toute leur validité. Dans des discussions avec des ouvriers influencés par les staliniens, nous devons insister en particulier sur le lien entre terrorisme et bureaucratisme. Le héros terroriste et le bureaucrate veulent l'un et l'autre agir pour les masses, indépendamment d'elles.

Le terrorisme et le bureaucratisme reflètent le mépris des masses incompétentes que des individus doivent sortir de leurs difficultés. Nous répétons : rien ne peut être gagné par des attentats individuels ; ils ne font que sacrifier inutilement un dévouement précieux et retarder l'action des masses. Bien entendu, notre critique du terrorisme ne doit pas sortir d'une quelconque indignation morale. Nous devons toujours souligner que nous sommes du côté des terroristes dans leur lutte contre les oppresseurs, mais que, contre le terrorisme, nous sommes pour des méthodes plus efficaces.

Certaines formes de sabotage qui sont l'action d'individus ou de tout petits groupes isolés peuvent à peine être distinguées du terrorisme et ne sont souvent rien de plus que des explosions de rage et de désespoir sans aucune efficacité. Mais, toujours depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1939, les ouvriers tchèques ont entrepris de saboter la production de l'intérieur des usines. Cet exemple est maintenant suivi dans toute l'Europe.

Le sabotage était un moyen de lutte de la jeunesse du mouvement ouvrier à une époque où le capitalisme devait imposer la discipline de l'usine moderne aux masses d'artisans ou de paysans. C'est alors qu'apparut la « ca'canny » écossaise, l'anarcho-syndicalisme en France, les I.W.W. en Amérique. Ces mouvements n'ont représenté qu'une tendance fugitive de la lutte de classe. Les ouvriers ont trouvé dans la grève une arme qui était à la fois plus effective et moins coûteuse.

L'oppression nazie a rendu les grèves très difficiles dans l'Europe d'aujourd'hui. Les ouvriers ont donc été obligés de recourir au sabotage, qui est à la grève ce que la guérilla est à la guerre. Il n'est pas douteux que, sur l'ensemble des continents, les ouvriers ont souvent entrepris de ralentir la production et d'abaisser la qualité de leur propre initiative, sans attendre les instructions d'organisations illégales, manifestant ainsi que cette méthode n'a aujourd'hui rien d'artificiel et que son caractère « anormal » répond seulement à des conditions « anormales ».

Le parti révolutionnaire doit également œuvrer à étendre le sabotage à l'intérieur des usines dans les pays occupés. Il s'agit avant tout d'y intéresser le gros des ouvriers de l'usine et de ne pas considérer ce travail comme une tâche technique réservée à quelques « experts » isolés. C'est également important du point de vue pratique comme du point de vue politique. La répression est rendue infiniment plus difficile et la nature collective de la lutte aide à surmonter l'atomisation de la classe ouvrière, qui est le résultat de la destruction de ses organisations. Les premiers mois de l'occupation allemande ont été en général marqués par la disparition de la conscience collective, chacun pensant surtout à se sauver soi-même. Cet état d'esprit a été surmonté, au moins en partie, précisément par le mouvement de résistance nationale. Les révolutionnaires doivent toujours s'employer à ressusciter chez les ouvriers la conscience de leur puissance collective.

Les formes collectives qui peuvent être prises par le sabotage à l'intérieur des usines sont : le ralentissement de la production, l'abaissement de la qualité, la rapide détérioration des machines. Partout où ils le peuvent, les révolutionnaires doivent œuvrer à la formation d'un comité à l'intérieur de l'usine — illégal évidemment — qui organise et supervise le travail de sabotage et de protection contre les indicateurs. C'est le sabotage collectif, qui regroupe les ouvriers autour d'un objectif commun et contre lequel la répression ne peut agir que difficilement, qui représente le plus grand danger pour Hitler. Le sabotage, quand il est conçu comme une aide directe à l'Union soviétique n'exclut pas des actions isolées contre des points particulièrement névralgiques de l'appareil économique et politique (centrales, tunnels, ponts de chemins de fer). Mais tout ce qui peut être fait dans ce domaine restera relativement limité. Ce n'est qu'en prenant un caractère de masse que le sabotage pourra réellement menacer la machine militaire allemande et il ne peut prendre ce caractère qu'au centre de la force collective des ouvriers et dans leurs lieux de travail.

« Mais, pourrait dire un stalinien, est-ce que les intérêts de la défense de l'URSS ne justifient pas le terrorisme individuel ? N'êtes-vous pas vous-mêmes pour la défense de l'Union soviétique ? Les masses européennes sont engagées dans une guerre contre les nazis à l'arrière du front — et à la guerre tous les moyens sont bons ! Bien entendu, les marxistes ont raison de s'opposer au terrorisme considéré comme un moyen d'« exciter » les masses à la lutte, mais maintenant, tuer des officiers allemands à la bombe ou au revolver est une simple mesure de guerre ».

Ce raisonnement qui reflète la politique actuelle des staliniens dans les pays occupés, trahit une ignorance, tant de l'art militaire que de la politique révolutionnaire. C'est précisément dans une lutte sérieuse que tous les moyens ne sont pas bons. La tâche du chef militaire ou du militant révolutionnaire consiste à choisir les moyens qui mènent à la fin et à laisser de côté ceux qui sont stériles ou nuisibles.

Le terrorisme, par sa nature même, conserve un caractère individuel. « Le terrorisme de masse », ce serait la révolution. Tout le terrorisme actuel est, tout compte fait, à peine une piqûre d'épingle pour Hitler, mais, de l'autre côté de la balance, les responsabilités sont énormes. Le sang ouvrier le meilleur est versé sans compter. La disproportion entre les sacrifices et les résultats obtenus ne peut engendrer que découragement et passivité. Il n'est pas facile de juger de loin, mais il semble que le mouvement de résistance ait subi un sérieux revers après l'assassinat de Heydrich.

Nous avons toujours affirmé que la défense de l'URSS était indissolublement liée à la lutte de classe du prolétariat international. Ce principe a des conséquences directes pour la défense de l'État ouvrier. Staline a sacrifié les intérêts révolutionnaires du prolétariat international à des alliances avec les bourgeoisies impérialistes. Après les défaites successives du prolétariat européen engendrées par le stalinisme, la catastrophe était inévitable. Aujourd'hui, Staline essaie de sauter par-dessus les conséquences de sa fatale politique en jetant les ouvriers de l'Europe occupée dans l'aventure du terrorisme. Non seulement il bloque ainsi leur avenir révolutionnaire, mais il nuit gravement aux intérêts militaires de l'URSS.

Le sabotage de la production dans les usines peut produire des résultats infiniment plus grands que le meurtre de quelques centaines, voire de quelques milliers, d'officiers allemands ou de collaborateurs. En éveillant l'initiative collective de la classe au lieu de la paralyser, le sabotage de la production peut atteindre une dimension qu'aucune vague de terrorisme n'atteindra jamais. En même temps, il accélère le regroupement de la classe ouvrière, recrée sa conscience collective et la prépare à entrer dans son avenir révolutionnaire. Les tous derniers mois ont révélé que Hitler lutte désespérément pour maintenir sa production d'armements. Le sabotage dans les usines est pour lui un danger mortel. Mais l'une des conditions les plus importantes pour son développement est de tourner le dos au terrorisme individuel et à toutes les formes d'aventurisme. Même dans l'Europe actuelle, les besoins militaires immédiats de l'URSS et les intérêts de l'avenir révolutionnaire du prolétariat européen coïncident tout à fait.

Il faut relever en outre que le terrorisme individuel est un obstacle à la fraternisation avec les soldats allemands. Il resserre les liens entre soldats et officiers au lieu de les briser. Les autorités militaires allemandes prennent les plus grandes précautions pour empêcher le contact entre les troupes et les habitants. Toute tentative pour répandre de la propagande chez les soldats allemands est punie avec une sévérité extrême, car c'est un danger mortel pour les généraux nazis. C'est aussi pourquoi la tâche de fraternisation ne peut jamais être abandonnée par les révolutionnaires.

Les guérillas

Dans l'Europe centrale et du Sud-Ouest, les conditions géographiques et sociales ont permis l'apparition de guérillas. Elles se sont répandues surtout dans les régions de population dispersée, où il y a peu de chemins de fer, où les communications sont difficiles. Ce sont principalement des mouvements paysans. Mais pas entièrement. Partout où ils l'ont pu, des groupes d'ouvriers ont rejoint ces bandes. On a même remarqué qu'en Tchécoslovaquie, des groupes de guérillas ont été formés directement par les ouvriers. On indique que « des zones fortement boisées fournissent un emplacement sûr pour les centaines de saboteurs des mines et des aciéries de Kladno, aux organisateurs de la résistance passive et aux dirigeants des grèves. Après un heurt récent entre la police nazie et les mineurs tchèques qui ont été trouvés en possession de dynamite, les Allemands ont entrepris la chasse aux réfugiés de ce territoire ; mais les fugitifs, ayant le plein soutien de la population, ont échappé aux agents de la Gestapo ».

Dans plusieurs régions de Pologne, les paysans ont formé des bandes de guérillas qui sont maintenant aidées par les partisans soviétiques qui se sont infiltrés à travers les lignes allemandes. Il y a aussi des bandes de guérillas très actives en Ruthénie.

Mais c'est dans les Balkans que le mouvement a pris les proportions les plus importantes, surtout dans ce qui était hier la Yougoslavie. La Yougoslavie était un produit de Versailles, financièrement soutenu par la France comme bastion de son hégémonie en Europe. Le fait que le gouvernement de Belgrade régnait sur au moins cinq nationalités différentes a été l'une des raisons de la rapidité de la victoire allemande. Le pays a été occupé par Allemands et Italiens. L'État yougoslave a été détruit. Sous le poids d'une oppression sans précédent, les paysans ont commencé à se rassembler dans les montagnes pour résister. La guerre impérialiste a été suivie d'une guerre nationale, mi-révolte, mi-guerre contre les oppresseurs allemands et italiens, aussi bien que contre les gouvernements qu'ils ont installés à Belgrade et Zagreb. Cette lutte se poursuit à travers bien des vicissitudes. Des bandes sont totalement dispersées, mais seulement pour se reformer de nouveau. Des villages qui se sont révoltés prématurément sont écrasés. Officiellement, plusieurs centaines de villages ont été rasés par les Allemands et les Italiens.

En outre, ce mouvement est profondément divisé. L'information est rare et souvent assez peu sûre, néanmoins il est clair que ces diverses bandes opèrent séparément. Elles sont séparées par des

différences nationales : Serbes, Slovènes, Bosniaques, Monténégrins, etc. ; elles le sont aussi politiquement et socialement. Les Tchetniks, une organisation serbe sous le contrôle direct de Mikhailovitch, semblent être les plus réactionnaires. Ils sont opposés à tout changement social et ne pensent qu'à rétablir l'ancien régime. D'autres bandes ont établi des régimes « communistes » ou « soviétiques ». Quelle est la réalité derrière ces mots ? C'est difficile à dire. Il semble que ces bandes soient composées de paysans ; des mineurs ont rejoint certaines et en forment une importante proportion. En tout cas, les divergences sont assez graves pour avoir provoqué des conflits armés et Mikhailovitch a entrepris de réprimer ces « communistes ».

Ainsi, dès que le poids de l'oppression est un peu allégé, la lutte nationale pose immédiatement la question sociale. L'exemple de la Yougoslavie montre, bien qu'à une échelle limitée, le caractère extrêmement instable du mouvement de résistance nationale en Europe aujourd'hui et comment il conduit immédiatement à la lutte de classes. Nous sommes bien entendu intégralement du côté des bandes de paysans pauvres et d'ouvriers dans leur combat contre les éléments réactionnaires. Mais cela ne signifie pas que nous abandonnons le terrain de l'indépendance nationale. La critique de Mikhailovitch et autres groupes conservateurs doit se faire sur le terrain de la libération du pays : la résistance de Mikhailovitch sabote la résistance ; pour soulever les paysans, il faut leur ouvrir une perspective sociale. Cependant des accords militaires temporaires entre les groupes révolutionnaires et Mikhailovitch sont encore tout à fait possibles à l'avenir.

Le mouvement de résistance ne peut-il fusionner complètement avec la guerre impérialiste ? C'est possible et ce ne serait pas nouveau. Bien des guerres nationales ont fini en guerres impérialistes. Si le camp anglo-américain ouvrait un nouveau front dans les Balkans, le caractère national de la lutte disparaîtrait immédiatement. Mais c'est une possibilité de demain, pas la réalité d'aujourd'hui. Actuellement, la lutte dans les Balkans est un maillon dans tout le mouvement de résistance des peuples européens au nazisme et elle revêt ainsi une grande importance. Les guérillas, du fait qu'elles sont un mouvement paysan, constituent le plus grand danger pour les États où des rapports quasi-féodaux prévalent encore à la campagne (surtout la Hongrie, mais aussi la Roumanie, la Bulgarie et la Slovaquie). La révolution en Europe centrale et du Sud-Est, où la question agraire n'a jamais été résolue même à la façon bourgeoise, va embraser de grandes révoltes paysannes et le mouvement de résistance paysan est leur préparation directe.

Il y a quatre mois, le gouvernement hongrois a officiellement annoncé l'arrestation de trois cents officiers et sous-officiers de l'armée hongroise pour avoir aidé les bandes de guérillas en Yougoslavie, Pologne et URSS en leur fournissant armes et informations. On peut mesurer l'importance de cet incident en rappelant que la Hongrie est l'un des pays où la domination des seigneurs sur les paysans est la plus brutale. La résistance en Yougoslavie a incité à la révolte dans tous les pays voisins. Les guérillas sont apparues en Grèce, Macédoine, Roumanie et Bulgarie. Même en Croatie, à laquelle Hitler a donné son indépendance formelle, les paysans ont commencé à former des bandes de guérillas contre les Italiens. Il serait imprudent d'exagérer la conscience politique actuelle de ces mouvements ou de construire sur eux trop d'espoirs tant qu'ils n'ont pas trouvé une direction dans le prolétariat urbain. Mais nier leur importance pour la révolution ou rester indifférent à leur égard serait d'une passivité aveugle.

De la résistance nationale à la révolution prolétarienne

Quel rôle jouera exactement la revendication de la libération nationale dans la préparation et le développement de la révolution européenne ? Seul l'historien de l'avenir pourra répondre avec précision à cette question et c'est à lui qu'il reviendra de mesurer la place occupée par la révolte nationale dans le grand torrent de haine, de colère, de désespoir et d'espoir qui porte les peuples d'Europe vers la révolution. Il nous revient à nous de donner une réponse pour l'action. Voici cette

réponse : le mot d'ordre de libération nationale a joué jusqu'à présent et continuera pour quelque temps à jouer un rôle important en regroupant les masses, surmontant leur atomisation et les amenant à la lutte politique. C'est assez pour qu'il apparaisse sur notre drapeau.

Par quelles formes concrètes de lutte le mouvement de résistance dans les divers pays européens, va-t-il passer ? Comment se liera-t-il avec la révolution prolétarienne ? La réponse à ces questions dépend des rapports de forces en présence, en particulier du déroulement de la guerre impérialiste. Si l'Allemagne devait maintenir solidement son emprise sur le continent européen pendant des années, il serait difficile au mouvement de s'élever au-dessus de son niveau politique actuel qui est encore primitif et menacerait de revêtir un caractère national de plus en plus étroit. Mais la perspective d'une longue domination allemande sur l'Europe doit maintenant apparaître de plus en plus illusoire même à Hitler en personne.

La résistance des ouvriers et des kolkhoziens soviétiques montre de plus en plus clairement les limites de la machine militaire allemande. L'affaiblissement progressif de l'impérialisme allemand amènera non seulement une multiplication quantitative des actions révolutionnaires à travers tout le continent mais donnera à la lutte un caractère nouveau. Les attentats terroristes seront dépassés par l'action des masses.

Au cours des dernières semaines sont apparus les premiers signes de cette transformation. Athènes a vu une grève générale des ouvriers des transports qui a duré plusieurs jours. Les ouvriers des usines Renault, le cœur du prolétariat parisien, ont menacé plusieurs fois de se mettre en grève. Les mineurs belges du Borinage ont récemment déclenché plusieurs mouvements de grève et, même, dit-on, obtenu la libération d'otages par les autorités allemandes, en menaçant d'une grève générale des mineurs. Surtout, l'actuel mouvement des ouvriers français de la zone non-occupée a éveillé de grandes masses.

Ce sont les premiers signes de profonds changements de la situation. Ses causes principales sont l'affaiblissement de l'oppresseur allemand et la renaissance de la conscience collective des masses. Le renouveau d'activité des masses fera reculer la vague de terrorisme individuel en donnant tous les jours plus de réalité à la perspective de la révolution. Il semble que des mutineries aient déjà éclaté parmi les soldats allemands en Norvège et dans les troupes italiennes. Il est difficile de déterminer ce qu'il y a de vrai dans ces informations. Elles sont au minimum plausible et, si elles sont prématurées, l'avenir les rendra vraies. Les mutineries conduiront directement à la fraternisation des soldats allemands avec les peuples opprimés. La lutte commune contre l'oppression commune unira les masses autour du programme d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

La revendication de libération nationale et de participation au mouvement actuel de résistance n'implique nullement que nous devions nous attendre à de nouvelles révolutions nationales bourgeoises ou à quelque révolution d'un caractère spécial qui ne serait ni bourgeoise, ni prolétarienne, mais « nationale », « populaire » ou « démocratique ». Toute grande révolution est « nationale » au sens qu'elle entraîne avec elle la grande majorité de la nation et le caractère « populaire » et « démocratique » de toute révolution digne de ce nom est apparent au premier coup d'œil. Mais nous ne pouvons pas transformer cette description sociologique, superficielle par essence, en programme politique, sans tourner le dos à la réalité des classes sociales, c'est-à-dire sans abandonner le terrain du marxisme. La révolution française de 1789 et la Révolution russe de 1917 ont été nationales, populaires et démocratiques, mais la première a consolidé le règne de la propriété privée, tandis que l'autre y a mis fin. C'est pourquoi la première était bourgeoise et l'autre prolétarienne. En ce qui concerne la révolution européenne qui vient, son caractère prolétarien sera apparent dès ses premiers pas.

Mais n'allons-nous pas traverser une période de transition après la chute de l'empire hitlérien ? À ceux qui posent cette question, nous pouvons répondre par une autre : de quelle transition parlez-vous ? Une transition de quoi à quoi ? Une transition de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne ? Ou une transition entre la dictature nazie et la dictature du prolétariat ? Ce sont deux choses très différentes. Naturellement la révolution prolétarienne traversera bien des vicissitudes, des pauses et même des retraites temporaires. Mais la première chose à comprendre, si on ne veut pas faire erreur sur erreur, c'est que ce sera une révolution prolétarienne en lutte avec la contre-révolution bourgeoise.

Une étape « démocratique », c'est-à-dire un renouveau de parlementarisme bourgeois, est-elle possible après l'effondrement du nazisme ? Une telle éventualité n'est pas exclue. Mais un tel régime ne serait pas le résultat d'une révolution bourgeoise ou d'une « révolution démocratique » sans nature de classe ; il serait le produit temporaire et instable d'une révolution prolétarienne qui n'a pas encore été achevée et qui a encore des comptes à régler avec la contre-révolution bourgeoise. Celui qui n'a pas complètement pénétré cette dialectique n'a rien à offrir aux masses européennes.

La situation actuelle dans les pays occupés est encore profondément réactionnaire. La tâche des socialistes révolutionnaires est encore le travail de propagande, le rassemblement et la formation de cadres. C'est notre devoir de montrer toujours et partout la nécessité d'une action organisée des masses. À toutes les formes d'aventurisme qui fleurissent aujourd'hui, il nous faut opposer l'organisation de la violence révolutionnaire. Devant toute action soigneusement organisée, à grande ou petite échelle, les nazis seront déconcertés. Ils n'ont pas d'« arme secrète » contre la révolution. Ils n'ont gagné en Allemagne que du fait de l'incapacité des dirigeants ouvriers et n'ont jamais eu à affronter de véritables actions de masses. Quand celles-ci se multiplieront, les nazis ne sauront leur répondre que par ce mélange de violence et d'imbécilité qui caractérise tous les régimes condamnés par l'histoire.

5. L'Europe sous le talon de fer [14]

Marc Loris, 28 janvier 1942

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale.
La France sous Hitler et Pétain.
(cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)
CLT, numéro 65, mars 1999

Cet article se propose avant tout de donner des informations pour le lecteur non-européen sur la situation existant maintenant sur le continent qui fut pendant des siècles le guide de l'humanité. Nous réservons pour un autre article l'examen des perspectives et de nos tâches politiques. Les informations utilisées ici proviennent de bulletins et de revues spéciales, de conversations de l'auteur avec des personnes venant d'Europe et finalement de communications privées reçues d'Europe par des canaux clandestins.

Laissons pour l'instant l'URSS de côté. L'Europe a environ 380 millions d'habitants, l'Allemagne avec l'Autriche 77. Ses alliés (Italie, Hongrie, Finlande, Bulgarie) en ont 60 millions. Les pays neutres (Suède, Suisse, Espagne, Portugal) en ont 42 millions et les Iles britanniques 51 millions. Il reste 150 millions d'êtres humains opprimés par l'Allemagne. Ces pays sont la Norvège, le Danemark, la Belgique, la

[14] *« Europe under the Iron Heel », Fourth International*, février 1942, pp. 52-57.

Hollande, le Luxembourg, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce. La partie la plus importante de la France est occupée — et le reste directement contrôlé. Quant à la Roumanie, mi-conquête, mi-alliée, elle est de par sa situation interne dans la situation d'un pays occupé.

Pendant la Première Guerre impérialiste de 1914-18, l'Allemagne occupait aussi des territoires en Europe (Belgique, Nord de la France, pays du centre de l'Europe). La différence quantitative entre les deux guerres est évidente. Mais il existe une autre différence : pendant la Première Guerre mondiale, les territoires occupés étaient presque complètement dépourvus d'hommes d'âge militaire. Il restait les vieillards, les femmes et les enfants. De plus, les fronts de l'ouest et de l'Europe centrale ne cessaient de bouger et la production industrielle et agricole avait pratiquement cessé. L'occupation actuelle n'est pas seulement beaucoup plus étendue, mais elle comporte aussi la masse de la population (sauf pour les prisonniers de guerre en Allemagne) et il n'y a pas de front de l'ouest et du centre. Mais ces avantages pour les nazis ont aussi provoqué une résistance des populations dans les territoires conquis, bien au-delà de ce qui s'était passé pendant la Première Guerre.

Toutes les forces de résistance que nous voyons maintenant existaient avant la guerre (particulièrement en Belgique), mais elles ont pris maintenant des proportions bien plus grandes. Un journal belge publié illégalement à Bruxelles, La Libre Belgique, indiqua en août dernier que plus de Belges avaient été emprisonnés en une année d'occupation par les Allemands que durant les quatre ans de 1914-1918.

Violence et exécutions.

Pour donner une idée de la situation en France occupée, nous reproduisons d'après France Speaks, certains passages d'une lettre datée de novembre 1941 :

« Les assassinats et les sabotages commis maintenant en zone occupée et la répression qui a suivi, ont créé en France, dans toute la France, une grande tension. Cette large publicité officielle est entièrement nouvelle. Les assassinats et les sabotages sont une vieille histoire à côté. Quiconque a vécu à Paris et en zone occupée en 1940 et 1941 sait que, dans la capitale, les relations avec les forces d'occupation étaient pacifiques et on peut dire la même chose pour la province. C'est à partir de la banlieue parisienne qu'il est apparu des signes de relations en train de se gâter. Beaucoup de soldats allemands ont été poussés dans le canal près de Saint-Denis. Plus on s'éloignait de Paris, plus les rapports manquaient de cette fameuse "correction" tant vantée dans la presse officielle. Des dizaines de villes grandes ou petites, des villages et des hameaux ont vu leurs murs couverts d'affiches rouges annonçant des exécutions de Français pour "assassinats" et "attaques" perpétrées contre les forces d'occupation. Presque toutes les villes de la zone occupée ont eu à payer des amendes allant jusqu'à plusieurs millions de francs, ont eu à passer par toute la gamme des punitions, depuis l'avance du couvre-feu jusqu'à la fermeture des cafés, les interdictions de circuler le dimanche, etc. Les actes pour lesquels elles ont été punies vont des attentats individuels à la destruction des lignes téléphoniques — qui arrive souvent. Camps et prisons sont bondés. Ceux qui reçoivent des peines légères de deux à trois mois ont eu à "attendre leur tour". Ils vont dans un camp ou à la prison où on les envoie quand il y a de la place. Une fois enfermés, ils courent le danger de se voir infliger une "sentence supplémentaire" sous divers prétextes. Le plus fréquent, c'est d'avoir proféré "une insulte à Hitler", un crime dont les geôliers sont les seuls juges. »

Ce n'est qu'après juillet-août 1941, quelques semaines après l'ouverture des hostilités entre la Russie et l'Allemagne et surtout depuis qu'a été démontrée la résistance russe, que les attentats et actes de sabotage ont reçu une grosse publicité et que les mesures de répression se sont aggravées jusqu'à leur sommet, les exécutions de masse de Nantes et de Bordeaux qui ont bénéficié d'une grande publicité dans le monde entier. Pourquoi ? Sabotage et attentats ont-ils été plus nombreux et plus graves qu'auparavant ? Ils ont certainement été plus spectaculaires — il y a parmi les victimes deux officiers

supérieurs allemands l'un d'entre eux, Hotz, à Nantes, était particulièrement odieux à la population. Elles ont ainsi une signification politique large et publique. Les actes de sabotage se sont également multipliés. Nombre d'entre eux ont été détaillés par la presse et la radio, mais la majorité d'entre eux et les plus importants n'ont pas fait l'objet de publicité.

« Il apparaît que la violence de la répression a eu comme premier objectif d'empêcher la généralisation et l'aggravation des actes d'hostilité contre les forces d'occupation. Plus, et peut-être surtout, Paris et Vichy se sont inquiétés de la diffusion de l'état d'esprit qui leur a donné naissance et les a nourris. Le premier coup de feu et le premier déraillement de train ont mis devant le public une hostilité qui était dissimulée auparavant. L'opinion a commencé à se diviser après la prise d'otages et les premières exécutions de masse. Mais on entend rarement une condamnation de principe des saboteurs. On croit encore moins la thèse suivant laquelle "le sabotage n'est pas français", avancée dans certains communiqués et quelques grandes affiches qui montrent, derrière le tireur, l'ombre sinistre de Staline — la dernière édition de l'homme au couteau entre les dents. En dépit de toutes les récompenses offertes aux informateurs, personne n'est venu donner des informations sur les diverses attaques. Si ceux qui ont abattu un officier allemand dans le métro de Paris ont pu "s'évanouir" dans la foule,[15] c'est que la foule voulait qu'il en soit ainsi ».

Ce qui caractérise ces attaques dont il est rendu compte dans les grands journaux, c'est avant tout l'extrême audace dans leur exécution, le plus souvent en plein jour dans la rue. Il faut aussi relever qu'elles sont très souvent couronnées de succès. Finalement, leurs auteurs demeurent impunis. Pour toutes les attaques « sérieuses » qui ont atteint en France des officiers supérieurs de l'armée allemande, aucun coupable n'a été pris. De nombreux otages ont été arrêtés et fusillés mais les autorités ont été incapables de mettre les mains sur un prétendu « malfaiteur ». Pourtant les efforts en ce sens n'ont pas manqué : Pucheu,[16] le ministre de l'intérieur de Pétain, est venu en personne à Paris diriger les enquêtes. Un tel état de choses ne peut s'expliquer que par l'attitude de la population, la tiédeur de l'enthousiasme dans les rangs de la police française et les difficultés de la Gestapo à opérer en milieu étranger.

Les attaques sont en général l'œuvre non d'un individu mais d'un groupe. L'attentat au revolver contre Laval et Déat[17] est à cet égard une exception. Qui sont ces groupes ? Au moins en France, il faut placer au premier rang les staliniens. Dans leur presse et leurs tracts, ils défendent les actes terroristes. Une preuve supplémentaire de leur participation organisée est le meurtre de Marcel Gitton et l'attentat qui a grièvement blessé Henri Soupé[18], d'anciens dirigeants staliniens qui ont rompu avec le fascisme au temps du pacte Hitler-Staline et qui sont passés plus tard au fascisme. Outre les staliniens, il y a dans les pays d'Europe divers groupes patriotiques secrets, issus de la petite bourgeoisie, qui pratiquent systématiquement le terrorisme.

---

[15] L'homme qui abattit l'aspirant de marine allemande Moser au métro Barbès le 21 août 1941, était un ancien dirigeant des JC et combattant d'Espagne, Pierre Georges (1919-1944), dit Fredo, plus tard colonel Fabien, des FTP.

[16] Pierre Pucheu (1899-1944), PDG de Japy, ancien doriotiste, fut appelé par Darlan au ministère de l'Intérieur et prit la responsabilité de désigner des otages qui furent fusillés par l'armée allemande. Plus tard il rejoignit Alger avec des assurances du général Giraud, mais y fut fusillé avec l'approbation du général de Gaulle.

[17] L'ancien socialiste Marcel Déat (1894-1955) dirigeait sous l'occupation le parti de collaboration RNP. Il fut grièvement blessé au côté de Pierre Laval, lors de l'attentat du 27 août 1942.

[18] Marcel Giroux dit Marcel Gitton (1903-1941), stalinien bon teint, avait été secrétaire d'organisation du PCF et avait désavoué le pacte Hitler-Staline. Il fut abattu par le groupe Valmy, une formation FTP contrôlée par le PCF. Fernand (et non Henri) Soupé (1889-1976), maire de Montreuil, déclara lors de son arrestation qu'il avait approuvé le pacte mais désapprouvé l'entrée de l'armée russe en Pologne. Il rejoignit le PPF à sa sortie de prison et échappa de peu à un attentat en décembre1942.

Comme l'indique la lettre citée ci-dessus, les attaques ne se limitent pas aux cas, cités dans la presse, qui se produisent dans les grandes villes. Dès qu'ils quittent les quartiers du centre des grandes villes, les Allemands se sentent moins en sécurité. Une haine élémentaire leur vomit dessus à la première occasion. Dans le Nord de la France et en Belgique, des querelles opposent souvent dans les cafés des soldats allemands et les habitants, généralement d'origine ouvrière. Si un Allemand est tué, la répression suit ; dix jeunes gens, pris dans la rue au moment de l'affaire, paient de leur vie.

Dans les pays d'Europe occidentale, pour ne pas parler de pays comme la Pologne ou la Yougoslavie, les victimes des pelotons d'exécution se comptent déjà en milliers. Les divers totaux publiés dans la presse — le New York Times par exemple parlait récemment de deux cents en France — sont les chiffres officiels, d'origine allemande, sans aucun rapport avec la réalité.

Le sabotage est l'une des formes les plus répandues de la résistance. Il revêt les aspects les plus divers et il n'est pas toujours facile de dire où il commence et où il finit.

Il n'y a pas de statistiques générales de production. D'après les divers chiffres rendus publics, il est difficile de mesurer l'étendue du sabotage, puisqu'il faut tenir compte de la pénurie de matières premières, des ersatz et surtout de l'affaiblissement des ouvriers dû à la sous-alimentation. Mais les condamnations publiées dans la presse des Allemands ou des collaborationnistes de chaque pays occupé prouvent qu'on découvre tous les jours des actes de sabotage. Ses formes les plus violentes, coupure des fils téléphoniques, déraillement des trains, ont peut-être tendance à diminuer, ou tout au moins à ne pas augmenter à cause du prix aussitôt payé par les otages. En Belgique, par exemple, les nazis mettent dans le train même des otages responsables du succès du déplacement. Les Allemands s'appuient aussi sur la population locale pour monter la garde auprès des dépôts ou des voies, naturellement sous peine de mort en cas d'accident. Les incendies de récoltes et de stocks de grains ont été fréquents à la fin de l'été et, dans leurs tentatives pour y mettre fin, les Allemands ont souvent interdit aux paysans de quitter leur maison la nuit. Dans les deux ou trois derniers mois, on note d'assez nombreuses explosions dans des stations électriques et des conflagrations dans des usines, surtout en Belgique. Les centres les plus actifs de sabotage sont le Nord de la France, la Belgique, la Norvège, la Tchécoslovaquie.

Diverses formes de sabotage

Dans les usines, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y a aucun zèle pour le travail. Comme forme primaire de résistance, les ouvriers font les imbéciles. Tout absolument est utilisé pour retarder la production sans enfreindre apparemment la discipline. Cet état d'esprit s'est répandu dans tous les pays occupés, indépendamment de la propagande de quelque parti que ce soit. Les ouvriers tchèques font circuler ce mot d'ordre : « Notre production doit être la plus pauvre au monde ». Leur emblème — qu'ils collent sur les murs, sur leurs produits, etc. — est une tortue avec un P., initiale du mot « Pomalu » (lentement).

Qui organise le sabotage et sous quelles formes ? C'est naturellement assez difficile à déterminer exactement, surtout du dehors. Si on laisse de côté les actions strictement individuelles, les explosions spontanées de colère et de haine, il est probable qu'une grande partie du sabotage est exécutée par des groupes régionaux ou locaux de dimension plutôt réduites. Il ne semble pas qu'il y ait actuellement des organisations bourgeoises nationales réellement organisées pour entreprendre et diriger le sabotage sur une échelle nationale dans chaque pays. Les seules organisations travaillant à grande échelle sont les partis staliniens et même là, les initiatives locales peuvent être extrêmement importantes.

Qui sont les saboteurs ? On peut dire que de larges couches de la population sont représentées chez eux. Voici par exemple les professions de onze Norvégiens récemment fusillés comme saboteurs dans

la petite ville de Stavanger : un médecin, un comptable, un fonctionnaire des douanes, un surveillant, un employé, un vendeur, un administrateur, un forgeron. Dans les usines ce sont naturellement les ouvriers eux-mêmes. Mais ils participent aussi à des actes de sabotage comme des vols, des déraillements, etc., surtout en Belgique et dans le Nord de la France.

Dans quelle mesure ces ouvriers agissent-ils de leur propre initiative ou sous l'influence du parti stalinien ? C'est difficile à déterminer. Mais il n'y a pas de doute qu'une partie des actes de sabotage, violents, à l'extérieur des usines, sont organisés par des groupes indépendants d'ouvriers, sans aucune influence directe d'un quelconque parti.

Avec la suppression des droits démocratiques les plus élémentaires sont apparues toutes les formes de l'expression clandestine. On se répète l'un à l'autre, de bouche à oreille, les innombrables et virulentes anecdotes contre les Allemands. Les lettres « en chaîne » sont aussi très répandues, mais naturellement c'est la presse illégale qui compte le plus. Dans chaque pays d'Europe circulent maintenant quantité de petits journaux illégaux. Même en Hongrie, alliée à Hitler, un journal illégal paraît maintenant régulièrement. Ces journaux sont fabriqués par les méthodes les plus invraisemblables, mais leur technique s'améliore avec le temps. A présent, beaucoup sont imprimés et certains même très bien. Les pays où il y en a le plus sont la France, la Belgique, la Norvège et la Pologne.

La presse illégale

En France, l'organe stalinien, l'Humanité, paraît toutes les semaines imprimé et reproduit localement miméographié si nécessaire. La Vérité, éditée par les trotskystes, paraît à Paris, imprimée, toutes les deux semaines. Ce sont là les deux seuls journaux ouvriers connus ; il n'existe pas de journal socialiste ou syndicaliste. Tous les autres ont un caractère national-bourgeois. Voici des titres : La Voix de Paris, Le Feu, Pantagruel, Liberté, Le Peuple de France, Les Petites Ailes, La France continue, Valmy. Il semble que ce dernier soit édité par des syndicalistes de droite de l'ancienne CGT, mais il se dit purement national. Il s'intitule « organe de résistance à l'oppression » et déclare : « notre refrain : un seul ennemi - l'envahisseur ».

L'attitude générale des journaux nationaux-bourgeois est de se déclarer au-dessus des anciennes divisions politiques et de vouloir unir tous les hommes de bonne volonté venant des anciens partis. Ils sont extrêmement réticents à parler de ce qui suivra la « libération ». Tous publient des faits abondants sur le pillage des Allemands, attaquent violemment Darlan et les collaborationnistes de Paris. En ce qui concerne Pétain, leur opinion est quelque peu divisée. La majorité l'attaquent tout en conservant pour lui, semble-t-il, une certaine sympathie. Certains articles ne manquent pas de perspicacité politique comme on peut en juger d'après cette citation de La France continue de juin 1941 : *« De même que le régime de Blum devait tôt ou tard engendrer une dictature, de même celui de Vichy engendrera une révolution »*.

Ce journal s'oppose à Pétain précisément parce qu'il nourrit une révolution.

Certains journaux, comme Liberté par exemple, posent à l'organe d'un groupe organisé. Ils parlent de leurs « cellules » et appellent leurs membres à être prêts pour le jour où leurs « dirigeants » donneront le signal de « l'action ». Pendant les premiers mois de l'invasion, c'est-à-dire bien avant l'attaque contre l'URSS, l'organe stalinien l'Humanité maintint l'attitude la plus ambiguë à l'égard des Allemands, se déclarant contre Vichy et dénonçant les démocrates de la veille — les Daladier, Blum, etc. — comme les agents de l'impérialisme anglais. Naturellement tout est changé aujourd'hui. L'Humanité annonçait récemment qu'une conférence illégale s'était tenue en France occupée, de *« Françaises et de Français de différentes idées et croyances, unis par la volonté de lutter implacablement et sans pitié pour la libération de la France du joug hitlérien ».*

Cette conférence s'est déclarée assemblée constituante du « Front national pour l'Indépendance de la France » et s'est adressé à toutes les organisations pour qu'elles y adhèrent.

Une vive polémique se mène dans la presse bourgeoise-nationale sur la collaboration avec les staliniens. À cet égard nous citons quelques lignes du journal national intitulé Vérités :

« Chez nous, il n'y a pas de sectaires politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite. Quand il s'agissait de défendre notre sol, Thorez[19] a déserté et sa propagande était liée à celle de Goebbels dans une tentative pour démoraliser la France. Nous ne l'oublions pas. Aujourd'hui ils exploitent le plus pur patriotisme pour le plus grand bien des Soviets. Bien entendu, nous admirons la magnifique résistance des soldats russes, mais seulement dans la mesure où il tue le Boche. Il défend son pays contre l'étranger. Il nous revient de défendre notre pays, contre l'étranger, qu'il soit allemand ou russe.

« Que tous les Français antiallemands veillent ! Ils sont en danger d'être odieusement abusés. Ne rejoignons jamais le "Front national pour l'indépendance de la France !" Français nous sommes, Français nous resterons ».

D'autres groupes nationaux se déclarent partisans de la collaboration avec les staliniens afin d'utiliser leur grande expérience dans l'illégalité. Un journal écrit : « L'organisation communiste apporte aujourd'hui l'aide d'une expérience unique d'action illégale ».

En Belgique, on note plus de quarante journaux illégaux paraissant régulièrement. Le plus connu est La Libre Belgique qui a paru également pendant la Première Guerre mondiale. Il a maintenant plusieurs éditions locales. Il y a aussi plusieurs journaux socialistes et pas moins de cinq publications staliniennes régulières. Voici les titres qui paraissent régulièrement en Norvège : Nous Voulons Notre Propre Pays, Le Courrier Royal, le Courrier de V., Le Signe des Temps. Paraissant miméographié, ce dernier (Tidens Tegn) est la continuation du plus ancien des journaux d'Oslo, qui, après avoir paru plus d'un an sous l'occupation allemande, cessa volontairement sa publication en 1941, ses éditeurs refusant de se plier à la censure allemande de plus en plus rigoureuse. Tous les journaux publient souvent des listes noires d'individus associés avec le parti de Quisling.

En Pologne, la presse illégale fleurit. La lutte pour l'indépendance polonaise est menée surtout par le mouvement ouvrier et il y a de nombreux journaux publiés par des socialistes de gauche, les Bundistes juifs, etc., souvent antistaliniens. Il y a pas mal de brochures et de manifestes publiés.

La sympathie pour l'Angleterre et tout ce qui est anglais est très répandue et elle est la réaction immédiate à l'oppression. Des aviateurs anglais obligés de quitter leur avion en parachute sont souvent cachés par la population locale. Leur avion et leurs parachutes sont aussitôt brûlés, et, par petites étapes, ils parviennent après de longs mois à se trouver en sécurité. La peine de mort est de règle pour quiconque est mêlé à ces affaires, mais la fréquence des exécutions pour ce motif montre que le risque est volontiers accepté.

Les funérailles des aviateurs anglais tués dans l'action sont souvent l'occasion de longues processions et quelquefois, comme en Belgique, se transforment en manifestations antiallemandes.

Le grand nombre de condamnations pour espionnage — la plupart du temps suivies d'exécutions — montrent que l'espionnage au profit de l'Angleterre est répandu dans toutes les couches de la population. Naturellement les nazis justifient bien des exécutions sous le prétexte d'espionnage, il est néanmoins clair que les agents anglais reçoivent une aide très importante.

[19] Maurice Thorez (1900-1964), secrétaire général du PCF, avait reçu de la Comintern l'ordre de déserter et s'était rendu en Belgique d'où il gagna l'URSS où il passa la guerre.

Les Églises

En Belgique et en Hollande, les cardinaux catholiques ont refusé la collaboration et pris une attitude d'opposition. En France, l'Église catholique est divisée. Il semble que l'opposition est plus vigoureuse là où l'Église a quelque base dans les masses. C'est le cas en Belgique. C'est aussi le cas dans le Nord de la France et en Bretagne et nous avons là des exemples de curés fusillés par les nazis. A Paris, où il y a une longue tradition d'athéisme dans la population, l'Église et surtout ses têtes sont « collaborationnistes ». En Norvège, la grande majorité de l'Église protestante est passée dans l'opposition. Elle se manifeste dans des lettres pastorales, des sermons, le refus des sacrements aux fascistes locaux et, par exemple en Belgique, par le chant de l'hymne national et le déploiement du drapeau national dans l'église.

Le caractère général de la haine contre les Allemands se traduit dans l'attitude des enfants : on voit dans toute l'Europe des manifestations d'enfants contre les oppresseurs, en Tchécoslovaquie, Norvège, Hollande, Belgique, Luxembourg. Ils rossent les enfants des fascistes et se moquent des officiers allemands dans les rues, refusent de participer aux collectes, etc.

Les groupes fascistes du pays

Hitler a trouvé dans tous les pays envahis, à son arrivée, des partis fascistes dont le programme était la subordination à l'Allemagne. L'histoire de ces groupes depuis lors est celle de leur stagnation et désintégration. La population les entoure de haine et de mépris, parfois plus forts encore que leurs sentiments à l'égard des Allemands. En fait, les fascistes sont traités comme des lépreux : le peuple évite tout contact avec eux, boycotte leurs magasins s'ils sont dans le commerce, fait circuler des listes noires avec leurs noms, et leurs parents et amis rompent avec eux.

Les journaux des groupes fascistes se plaignent de façon aussi ridicule que puérile de ces persécutions. De nombreuses manifestations de la population contre eux sont rapportées par des canaux clandestins. Partant pour le front russe, un détachement de fascistes belges a paradé à Bruxelles il y a quelques semaines. Ils marchaient entre deux rangs de soldats allemands derrière lesquels la population huait et insultait les fascistes pâles et silencieux. En Belgique aussi un groupe de fascistes flamands a été attaqué dans une banlieue ouvrière ; on leur a jeté bouteilles, chaises, objets de verre et il a fallu en hospitaliser plusieurs. De tels incidents ne sont pas rares, non seulement en Belgique mais aussi en Hollande et en Norvège.

De façon générale, les nazis ont peu de confiance dans ces groupes, surtout du fait de leur division et de leurs conflits internes très violents. Les Allemands préfèrent les utiliser pour de petites tâches de police comme la fouille des voitures à la recherche de ravitaillement.

Avec la guerre contre l'URSS, les nazis ont fait de gros efforts pour envoyer sur le front russe des contingents norvégiens, danois, hollandais, belges et français recrutés parmi les fascistes de ces pays. Ce n'a pas été un grand succès : quelques milliers d'hommes au total, malgré une paie très élevée. Dès leur arrivée sur le front russe, il y a eu des difficultés entre le commandement allemand et eux.

En général, pour les tâches administratives, les Allemands préfèrent employer de vieux fonctionnaires qui acceptent de remplir leurs fonctions « techniques » pour le maintien de l'ordre. Ainsi ils utilisent des secrétaires de ministres, des juges, des policiers, des maires, etc. qui forment une grosse partie de l'appareil d'État des « démocraties ». Sans leur collaboration, les Allemands se heurteraient à d'énormes difficultés dans les pays occupés et c'est plus dans ce milieu que dans les groupes fascistes qu'ils trouvent leur appui principal.

Les troupes d'occupation

La principale préoccupation de l'État-Major général allemand est d'éviter un contact trop étroit entre les soldats allemands et les populations locales. Naturellement les officiers sont logés chez l'habitant. Mais les simples soldats vivent collectivement dans des casernes, des camps, etc.

Les personnes qui ont été en contact avec l'armée allemande rapportent le manque d'enthousiasme des soldats allemands, après la dissipation de l'excitation due aux victoires de mai-juin 1940. Les soldats manifestent généralement un vif désir de retourner à la vie civile, de revoir leurs femmes et leurs enfants. Ils manifestent une grande peur des bombardements britanniques sur ceux qui leur sont chers. Depuis le début de la guerre avec l'URSS, les troupes d'occupation ont été fortement réduites en nombre et leur composition a profondément changé. Les Allemands utilisent maintenant les soldats les plus âgés et même des blessés.

On a rapporté des actes d'insubordination mais il est très difficile de vérifier l'authenticité de tels rapports. Les incidents sont généralement du type suivant : un soldat allemand qui rentre de permission décrit à ses camarades les conditions de l'arrière. Les officiers interviennent pour arrêter la discussion, les soldats protestent et expriment leur lassitude de la guerre. On en fusille un ou deux. Récemment est arrivée une information très détaillée sur une mutinerie en France où une centaine de soldats ont été fusillés ainsi que quatre officiers de la garnison de Paris. Mais il faut accueillir avec beaucoup de prudence de tels rapports.

Ceux qui ont vu en France ou en Belgique des soldats allemands de retour du front de Russie rapportent qu'ils sont revenus totalement terrorisés par la sauvagerie et le caractère sanglant des combats. Ils décrivent ce front comme un enfer.

La situation économique

Nous n'indiquerons ici que les aspects les plus évidents de la situation. Les Allemands sont guidés par une règle unique : tirer le plus possible des pays occupés pour continuer la guerre. Ce facteur détermine la vie économique des pays envahis et lui donne un caractère extrêmement inégal. Les industries qui peuvent répondre aux besoins de la machine de guerre allemande travaillent au maximum. Celles qui doivent subvenir aux besoins de la population locale sont en complète décadence. Cette division correspond en gros à celle entre l'industrie lourde et l'industrie des biens de consommation. Ce fait est particulièrement apparent en France et en Belgique où les dirigeants de l'industrie lourde sont partisans de la collaboration. En France au moins, deux ministres de Pétain sont des représentants du grand capital : Pucheu, ancien PDG des grandes usines de métallurgie Japy et Le hideux[20], gendre du grand industriel de l'auto Renault.

À l'arrivée des Allemands, le taux d'échange entre le mark et les différentes monnaies nationales a provoqué une sorte d'inflation : les soldats allemands se sentaient riches avec les marks et achetaient tout ce qu'ils pouvaient envoyer en Allemagne, chaussures, parfums, etc. Pendant un certain temps une sorte de prospérité a animé certaines professions. Mais elle a rapidement pris fin. Quand leurs stocks ont été épuisés, il n'a pas été possible de les renouveler et l'ère des profits a pris fin.

En dépit de la désorganisation de l'économie, le chômage, bien qu'il existe, demeure limité. L'Allemagne garde encore de nombreux prisonniers de guerre, les adultes les plus solides : il y a encore 1400 000 prisonniers de guerre français récents dans les camps allemands. De nombreux ouvriers sont allés travailler en Allemagne, plus de deux millions. Parmi eux se trouvent 250 000 ouvriers belges, soit un cinquième des travailleurs belges en période ordinaire ; 150 000 ouvriers hollandais, etc. Le recrutement de ces travailleurs revêt toutes les formes, de la pure violence au « libre » contrat. En

[20] François Lehideux ne connut pas le même sort que Pucheu.

Pologne, les Allemands ont recours à la chasse à l'homme pour trouver des ouvriers qu'on envoie en Allemagne où ils vivent dans des casernes. En Europe occidentale, les chômeurs sont menacés de perdre leur allocation s'ils refusent de signer des contrats de travail pour l'Allemagne. Si un ouvrier est réellement hautement qualifié, il peut obtenir un niveau de vie semblable à celui de l'ouvrier allemand. Mais pour la grande masse, le niveau est nettement inférieur et peut tomber à celui du travail forcé. Une raison supplémentaire de la faiblesse apparente du chômage est la fuite des ouvriers vers les campagnes. Un chômeur ne peut pas vivre en ville au bout de quelques mois. Il part alors pour un village où il a des parents ou des amis. Pétain favorise cette décomposition de la société et l'appelle « le retour à la terre ».

Dans la condition primitive de l'Europe actuelle, la vie à la campagne est relativement plus facile que dans les villes. La famille du paysan peut toujours cacher quelque nourriture au contrôle administratif. Il peut utiliser le bois quand le charbon manque. Il peut toujours vendre une partie de ses produits au marché noir. Bien entendu cette situation a aussi son aspect négatif. Avec l'argent qu'il gagne, il ne peut acheter des cordes ou des clous en ville. Les réquisitions sont fréquentes. Les Allemands prennent son cheval et lui donnent en échange des marks fraîchement imprimés qu'il conserve parce qu'il ne peut rien acheter avec. Dans certains cas, le paysan résiste aux réquisitions et la fusillade commence. On rapporte des faits semblables en Belgique et en Hollande. Finalement les profits du marché noir vont essentiellement aux gros paysans qui peuvent traiter directement avec les profiteurs. Le petit paysan n'y gagne guère.

Le marché noir qui règne sur l'Europe est maintenant une institution reconnue. Les autorités allemandes connaissent bien entendu tous les détails de son fonctionnement mais le tolèrent et même l'utilisent beaucoup. Dans la plupart des pays, les rations alimentaires légales sont insuffisantes et, pour la masse de la population, ne représentent guère que le quart ou le tiers de la nourriture dont elles ont besoin. Chacun doit donc avoir recours au marché illégal, le marché noir. C'est une entreprise très centralisée aux mains de grands profiteurs. Une nouvelle caste de nouveaux riches monte. Contrebande du beurre, stockage de l'huile comestible pour la revendre, fabrication de faux tickets rapportent beaucoup d'argent. Citons ici une lettre de Paris qui date de juillet 1941 :

« Du grossiste au détaillant il y a toute une série de vendeurs clandestins. Jour après jour les journaux parlent de la lutte contre leurs activités, la montée en flèche des prix. Mais rien à faire, collusion et favoritisme continuent. "Le règne de l'or est fini", assurent les nazis. Mais l'argent coule à flots. Quelques-uns ont beaucoup de bon temps. Jamais auparavant il n'y avait eu à Paris autant de night clubs, de bars, de bars clandestins, de tavernes et autres lieux où l'on dépense pour s'amuser. Beaucoup, qui avaient été mis en liquidation, sont rouverts et décorés de façon plus luxueuse que jamais. Et il en apparaît sans cesse dans toute la ville. Le menu maximum de 50 francs n'est pas obligatoire et les tickets de rationnement sont inconnus. Des orchestres, tsiganes ou russes, des chanteurs et des acteurs internationaux contribuent à l'excitation dans une atmosphère qui ne rappelle pas aux Français leur malheur national ou aux nazis leur esprit spartiate, tant exalté par Hitler. Bien après minuit, quand le reste de Paris est endormi, le nouveau Paris, fait d'Allemands et de ceux des Français des deux sexes qui fréquentent les Allemands commence à vivre et à "prendre du bon temps". En quittant les night clubs, les noceurs voient les premières queues se former devant les boutiques, où la vente des pommes de terre a commencé depuis plusieurs heures ».

Dans la plupart des grandes villes comme Bruxelles, Amsterdam, Anvers et Oslo, les Allemands ont insisté pour l'ouverture de nouveaux cabarets et night clubs. Partout la prostitution a considérablement augmenté. La petite minorité de la population nationale qui a de l'argent peut trouver partout en Europe tout ce qu'elle veut et des plats délicieux.

Pour la grande masse de la population, la situation est tout à fait différente : en France, qui n'est pas le pire de ces pays, on ne cesse jamais d'avoir faim. Les queues pour le public rationné commencent au petit matin et durent jusqu'à 23 heures. Beaucoup de femmes s'évanouissent. Quelquefois on baisse les rideaux avant la fin parce que les stocks ont été épuisés. La recherche de nourriture est une tension permanente et prend une grande partie du temps de chacun.

Les prix au marché noir sont en moyenne quatre, cinq ou six fois plus élevés que ceux des produits rationnés. En France une oie se vend 1200 francs. Le salaire hebdomadaire d'un ouvrier bien payé est de 300 francs et l'allocation d'un chômeur de 12 francs. Cela signifie qu'un ouvrier bien payé aura besoin de son salaire du mois pour acheter une oie, et le chômeur devra y consacrer toute son allocation pour cent jours. Les œufs sont vendus 9 francs pièce. Cela signifie qu'un ouvrier peut en acheter environ cinq avec sa paie du jour. Le sucre est à 50 francs et le beurre à 1120 francs le kilo. Un paquet de 20 cigarettes, si médiocres qu'un Américain ne voudrait pas les fumer, peut être acheté aux vendeurs de rue pour 120 francs. Et n'oublions pas que la France est l'endroit le plus privilégié dans tout le territoire occupé. On a beaucoup parlé d'émeutes de la faim, généralement commencées par des femmes dans les grandes villes de Belgique comme Anvers et Liège. Partout la tuberculose fait de fantastiques progrès. Récemment, des autorités médicales suisses ont pu examiner des prisonniers de guerre français. Ils ont rapporté que les quatre cinquièmes de ces hommes, la fraction la plus forte de la population, étaient tuberculeux.

Dans le sud de la France, une partie relativement privilégiée, le taux de mortalité infantile a triplé depuis l'avant-guerre. Le nombre de naissances prématurées a doublé. Plus de la moitié des mères sont incapables de nourrir elles-mêmes leurs bébés. 40 % des enfants en moyenne ne peuvent fréquenter l'école à cause de la maladie, de la faiblesse ou du manque de vêtements.

Les courants récents

Les nouvelles qui permettent de se faire une idée générale prennent un certain temps pour atteindre New York. Mais toutes les indications venues d'Europe dans les dernières semaines, c'est-à-dire depuis le 15 décembre, montrent une aggravation de la situation. Les raisons en sont claires : continuation de la guerre, victoires russes et aussi l'hiver, toujours plus dur pour les masses que l'été. Le journal des fascistes norvégiens écrivait à la mi-janvier qu'il y avait en Norvège une véritable « guerre civile ». Presque partout, les exécutions pour sabotage sont en forte augmentation. En janvier on a parlé d'émeutes de la faim dans plusieurs villes de France. Selon des rumeurs, les Allemands envisageraient de trouver de nouvelles méthodes pour administrer les pays occupés. On peut être certains que les nouvelles méthodes n'auront pas plus de succès que les précédentes pour créer l'« Ordre Nouveau ».

6. Le procès de Riom : la vérité sur la « démocratie » française [21]

Marc Loris 8 avril 1942

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale.
La France sous Hitler et Pétain. (cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)
CLT, numéro 65, mars 1999

La vie politique de la zone non-occupée en France est une vie de prostration. « Asseyez-vous et taisez-vous » semble être la maxime officielle. La presse suit servilement les directives d'une censure qui surveille tout, y compris la taille des caractères pour les titres. Elle fronce les sourcils devant toute polémique et seul le silence répond à la campagne enragée que la presse de Paris d'inspiration nazie déchaîne contre « la bande de Vichy ». Il est normal que l'octogénaire Pétain incarne ce paternalisme sénile.
Le procès de Riom a de façon inattendue brisé ce cadre de la mi-février à la mi-avril. Les sessions de la Cour ressemblaient plus à une tribune parlementaire qu'à un tribunal de justice. On a parlé de toutes les questions du passé récent et du présent. Mieux, ce procès affecte en ce moment les rapports franco-allemands.

L'histoire du procès est très longue. Depuis la débâcle militaire, c'est-à-dire depuis bientôt deux ans, sa préparation s'est poursuivie. Tout un jeu de lois nouvelles et un tribunal de justice spécial ont été créés par Pétain par des « Actes constitutionnels ». Pétain a créé aussi un Conseil de la Justice politique qui, en octobre 1941, sans session publique, a rendu ce qui équivalait à un verdict contre les accusés de Riom, les déclarant coupables et les condamnant à « la détention dans une enceinte fortifiée ». Beaucoup ont vraiment cru que c'était là le procès et que l'affaire était close. Mais il apparut bien vite que ce n'était qu'une préparation au procès.

Les raisons pour ce procès sont simples. La revanche de la bourgeoisie pour sa grande peur de juin 36, la tentative de compromettre définitivement les idées « démocratiques » de ceux qu'on accuse de la défaite militaire. Cette haine aveugle de la révolution a conduit l'accusation à l'imbécilité pure. Ainsi l'acte d'accusation accuse Daladier[22] d'avoir « accordé des facilités à l'invasion étrangère en temps de paix, particulièrement avec l'entrée sur le territoire français de dangereux Espagnols et de leurs dirigeants ». Comment cette « invasion en temps de paix de dangereux Espagnols » pouvait-elle amener la très réelle invasion des troupes allemandes, c'est un mystère que le procureur aurait quelque peine à expliquer.

Une raison également importante pour le procès est de donner une apparence bien nécessaire d'autorité au gouvernement Pétain. Immédiatement après la débâcle, l'équipe Pétain-Laval-Weygand balaya tout l'appareil démocrate et républicain et prit le pouvoir entre ses propres mains avec un total mépris de la constitutionnalité. Le procès doit servir de justification et être une sorte de consécration post factum de ce coup d'État, en établissant juridiquement l'incapacité des prédécesseurs de Pétain.

[21] *The Riom Trial: The Truth about French Democracy, Fourth International*, février, pp. 108-110. [2] Edouard Daladier (1884-1970), politicien radical, ministre de la Défense en 193637, président du conseil en 1940, instaura en France au début de la guerre un régime policier.

[22] Maxime Weygand (1867-1965), chef d'état-major de Foch, ultra-réactionnaire, commandant en chef en 1940.

Le silence de Gamelin[23]

Le silence de Gamelin, Commandant en chef des Armées françaises, a immédiatement révélé le caractère purement politique du procès : c'était celui de la démocratie, pas celui de l'Armée. A la toute première session, Gamelin, qui devrait connaître quelque chose des causes de la défaite, déclara qu'il garderait le silence pendant tous les débats. Sa raison : il ne pouvait permettre que l'Armée soit jugée. Et pendant les débats, jusqu'à présent, Gamelin a gardé le silence, sauf une ou deux déclarations épisodiques sur des questions secondaires. Le Commandant en chef a obstinément refusé de participer à une discussion sur les causes de la défaite militaire.

Mais le complot s'épaissit quand nous apprenons que le décret créant la Cour spéciale a été légèrement modifié peu avant le procès, afin de permettre à la Cour d'empêcher la discussion des opérations militaires. En d'autres termes, le gouvernement de Vichy a directement autorisé Gamelin, s'il ne lui en a pas donné l'ordre, à garder bouche close.

Les vérités dites par Léon Blum

La défense de Léon Blum[24] est aussi simple qu'explicite : « M. Blum revendique le crédit d'avoir sauvé la France de la guerre civile dont il dit qu'à l'époque elle était une menace plus imminente que la guerre avec l'Allemagne ». Ce qui est vrai est vrai. Blum ne fait rien d'autre maintenant que répéter les accusations lancées par les trotskystes dès 1936. On dit aussi que Blum aurait dit que, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, la situation n'était « pas prérévolutionnaire » mais « pratiquement révolutionnaire ». Cette phrase semble prise mot pour mot dans les documents de 1936 de la IVème Internationale sur la France. Les déclarations de Blum confirment aussi l'évaluation que les trotskystes donnaient de lui à ceux qui voyaient en lui un homme de bonne volonté comprenant mal les besoins de la révolution, et s'efforçaient de l'éclairer et de le convaincre[25] : Blum était un perfide agent de l'ennemi, parfaitement conscient de son rôle, et doit être dénoncé comme tel. C'est Blum lui-même qui a justement réglé cette controverse. À Riom, Blum a dénoncé l'hypocrisie de la bourgeoisie française. Il a rappelé qu'en juin 36 « il avait été considéré par les patrons français et la bourgeoisie en général comme un sauveur » et a nié que quiconque n'ait jamais fait appel à lui pour réprimer les grèves sur le tas. En juin 36, la bourgeoisie française, au même titre que Blum, jugeait que la situation n'était pas « prérévolutionnaire mais pratiquement révolutionnaire ». Les patrons s'empressèrent de signer les conventions collectives, en fait sans même une invitation du gouvernement, l'invitation des ouvriers étant suffisante. Les lois sociales furent adoptées à la hâte par les députés et les sénateurs les approuvèrent avec une célérité inhabituelle. La moindre résistance de leur part aurait provoqué une explosion. Mais au lieu de cela, le mouvement fut vaincu par la politique conciliatrice de Blum. Sans conciliation, on allait à une lutte armée ouverte. La bourgeoisie avait raison de considérer Blum comme un sauveur. Et Blum a raison quand il dénonce aujourd'hui l'hypocrisie de cette bourgeoisie qui prétend aujourd'hui le condamner.

Il y a cependant quelqu'un dont Blum oublie de dénoncer l'hypocrisie : c'est Blum. Blum a-t-il dit en 1936 aux ouvriers que la situation était « pratiquement révolutionnaire » mais que lui, Blum, entreprenait le travail d'empêcher la révolution et de devenir le sauveur de la bourgeoisie ? Non, ces vérités sont dites maintenant seulement et seulement aux juges bourgeois. Pour se défendre devant les juges de Riom, Blum a été obligé de révéler en pleine lumière le sale rôle qu'il a joué. Nous espérons que les ouvriers se souviendront des confessions d'un traître.

---

[23] Maurice Gamelin (1872-1958), commandant en chef, avait été remplacé par Weygand en 1940.

[24] Léon Blum (1872-1950), socialiste, chef du gouvernement de Front populaire.

[25] L'auteur vise ici les amis de Marceau Pivert et Pivert lui-même qui travailla même en 1936 auprès du président du conseil, avec la charge de l'information.

La préparation militaire de la France

C'est incontestablement Daladier qui a transformé le procès et, d'accusé, s'est fait accusateur du Haut

Commandement. Pourtant, bien plus que les efforts personnels de Daladier, pareille transformation était due à la responsabilité énorme des chefs militaires pour la défaite de 1940. Cette responsabilité est si directe qu'il suffit d'un coup d'œil sur cette période pour en être frappé.

Pétain cependant ne négligea pas de prendre des précautions. La première avait été son accord avec Gamelin pour que ce dernier garde le silence. Une autre fut, semble-t-il, le choix des témoins. Pendant six semaines, la Cour en a vu défiler pas mal. C'étaient tous des militaires, colonels ou généraux. Il serait difficile d'expliquer pourquoi on les avait choisis eux — pourquoi eux et pas d'autres. Car bien que certains soient importants, ils n'étaient pas des figures éminentes de l'Armée française. C'est clair. Pétain souhaitait laisser les vrais chefs de l'Armée en-dehors du procès. C'est ce qui explique que ne soit pas venu à la barre Weygand, longtemps chef de l'armée et commandant-en-chef au moment de la débâcle.

Les témoins vinrent à la barre pour raconter leurs petites expériences personnelles dans leur secteur. Il semble que Pétain ait choisi ceux qui pouvaient rejeter la responsabilité de leurs difficultés particulières sur un bouc émissaire. Cependant, après quelques questions, le tableau se fait très clair : l'accusation était absolument incapable de démontrer que le manque de préparation était dû à l'insuffisance des crédits, à la mauvaise volonté du gouvernement, au temps perdu en grèves.

Le fait évident et immédiat, c'est l'incapacité du Haut-Commandement et pas seulement de Gamelin, mais de ses professeurs Weygand et Pétain. Le second, en particulier, président de la Commission de Défense nationale de 1934 à 1939, a fait en ces années des déclarations précises et bien connues, contre une excessive motorisation de l'armée, une trop grande utilisation de l'aviation, contre l'usage des tanks comme principale force offensive, contre la fortification de la brèche de Sedan. Quelques déclarations prises au hasard montrent l'état de l'armée française.

« Le général Requin dit que les manœuvres des tanks avaient été longuement étudiées mais qu'elles étaient théoriques, sans matériel sur le terrain. Le général Hering déclara qu'il avait toujours été en faveur de la formation d'unités motorisées et, à un moment de son témoignage, s'exclama : "Je n'ai réussi qu'à convaincre un seul disciple, c'est le général von Brauchitsch"[26] ». Le 24 mars, plusieurs généraux professent leur totale ignorance des préparatifs allemands et leurs progrès dans la science militaire. Le général Huret déclare (...) qu'il ignorait que les Allemands utilisaient des bateaux de caoutchouc. « Leur usage nous a énormément surpris », dit-il à la Cour. Si l'usage de ces bateaux était une surprise, que dire alors de l'emploi combiné des chars et des avions ?

Après l'expérience de la Pologne, le Haut-Commandement a commencé à s'éveiller un peu. Daladier déclare : « Des divisions blindées ne furent constituées qu'en 1940, mais on aurait pu en organiser avec le matériel déjà fabriqué bien avant la guerre ». L'obstacle était la singulière timidité du Haut Commandement à aborder la question des tanks. Les communications entre les différentes parties de l'armée étaient assurées par des pigeons ou des messagers comme en 1870. Le Haut Commandement français n'avait pas encore fait la connaissance de l'utilisation de la radio. Ce n'est certainement pas la faute de la semaine de 40 heures.

Une image aux rayons X de l'État bourgeois

Indépendamment de la volonté des organisateurs, un nouvel accusé apparut au procès : le capitalisme français. Nous apprenons tout d'un coup (en 1942) le rôle que la grande bourgeoisie a eu en

---

[26] Walther von Brauchitsch (1881-1948), commandant de l'armée allemande, il dirigea la campagne de France.

empêchant la production. Il ne manque pas de témoignages là-dessus. Le général Bernard assure : *« Le cartel des transporteurs fit tout ce qu'il put pour détruire la diffusion des commandes aux manufacturiers dans l'ensemble du pays ».* Voilà quelque chose que nos lecteurs américains comprennent bien ! Un des accusés, Pierre Jacomet, ancien secrétaire général du ministère de la Guerre « avance comme raison pour le retard dans les contrats d'urgence le fait que les fabricants d'armes, comme Renault, jouissaient d'un véritable monopole et réclamaient des prix très élevés ». Un autre accusé, l'ancien ministre de l'Air Guy La Chambre, avoue que, bien que ministre, il « dépendait complètement des usines d'aviation qu'on ne pouvait pas toujours obliger à tenir leurs promesses ». Daladier lui-même expliqua ce qu'il entendait par nationalisation de l'industrie :

« M. Daladier déclara que la mesure avait été limitée à dix des principales usines, qui avaient travaillé avec des méthodes antiques (...) La nationalisation les avait équipées de machines modernes et leur avait permis de tripler leur production (...). Il dit que le gouvernement avait généreusement payé des compensations aux munitionnaires dont les biens avaient été expropriés ».

On peut croire Daladier qui dit que les capitalistes n'ont pas perdu au change !

Qu'est-il arrivé pourtant ? « M. Daladier dit que l'usine Schneider a construit un mur à travers ses locaux pour empêcher le passage de la partie nationalisée aux ateliers privés. Il a accusé M. Brandt (autre fabriquant de munitions) d'avoir enlevé d'une des usines les rapports officiels de sorte qu'il a fallu recourir à la police pour les récupérer ». Bien entendu, la police a repris les documents mais s'est bien gardée de toucher à M. Brandt. Imaginez ce qui serait arrivé si un ouvrier avait fait comme M. Brandt. Combien lumineux sont ces rapports. Il y a là une image vraie du patron français, pas seulement dans sa soif égoïste du profit mais aussi dans sa mesquinerie et sa ladrerie. Schneider, un des plus grands capitalistes français, construit un mur au milieu de son usine ; Brandt, un autre grand patron, a volé des documents. On ne pourrait inventer de traits plus caustiques pour caractériser une classe qui se survit. Et que penser des Daladier et des Blum, pour ne pas parler de Thorez, qui ont empêché les ouvriers de balayer cette pourriture ?

Le gouvernement était impuissant non seulement devant les trusts, mais aussi devant le Haut Commandement. Daladier a longuement expliqué comment en réalité son poste de Ministre de la Guerre ne lui donnait pas le moindre pouvoir sur les chefs militaires, mais qu'au contraire son action se limitait à être le cachet qu'on appose sur les décisions. L'ancien ministre de l'Air Guy La Chambre explique que « les ministres n'ont pas eu le plein contrôle du fonctionnement de leurs propres départements ». D'un côté, il a dû se soumettre au Haut Commandement, et, de l'autre, « il dépendait des industriels fabricants d'avions ».

Pour compléter ce tableau de l'État bourgeois, il faut aussi parler de l'attitude du gouvernement à l'égard des fascistes dans l'armée. Le général Gerodias est apparu comme témoin devant la Cour de Riom. Il a témoigné qu'un document lui était parvenu, concernant la guerre civile espagnole, qui décrivait des mutineries contre les officiers. « Ce document m'a paru intéressant, dit le général Gérodias, et je l'ai mis en circulation parmi les officiers de l'Armée française pour leur information ». En réalité ce document émanait de la propagande fasciste et le général a activement diffusé cette propagande dans l'armée. Qu'est-il arrivé à ce général fasciste ? Lisons attentivement : « J'ai été relevé de mon commandement sur l'ordre du général Gamelin. Six mois plus tard, il me donnait un autre commandement de même importance ». Imaginez un simple soldat faisant circuler un tract révolutionnaire parmi les soldats « pour leur information ». Cinq ans de prison auraient été la peine ordinaire. Pour un général et de la propagande fasciste, c'est six mois de vacances. On apprend plus tard que ce général Gérodias a servi dans l'état-major de Pétain.

« Un autre témoin, le général Montagne, a dit qu'il avait été relevé de son commandement puis était revenu en grâce et avait reçu peu après un autre commandement » (...). Le général Montagne dit : « La

véritable raison, c'est que j'avais osé dire que, si les choses continuaient, nous pourrions bien abandonner ». Imaginez un simple soldat allant vers son général en lui disant : « Nous pourrions bien abandonner ». On peut douter qu'il serait revenu en grâce en quelques jours !

Le paradoxe du débat qui se déroule devant la Cour de Riom, c'est que les accusés ne peuvent se défendre qu'en révélant certaines vérités sur le passé. Ce faisant, ils condamnent véritablement ce régime de capitalisme décadent et ceux qui le défendaient : eux-mêmes.

L'attitude de l'Allemagne

L'attitude de Berlin à l'égard du procès de Riom reflète la dynamique des relations franco-allemandes depuis la défaite. Au début, le procès était loin de déplaire aux autorités allemandes. Le lendemain même de l'armistice de juin 1940, on disait que les Allemands insistaient sur la « culpabilité pour la guerre ». C'est Daladier qui a fait remarquer que le procès n'aurait pas eu lieu s'il n'y avait pas eu cette insistance. À plusieurs reprises pendant la très longue préparation du procès, la presse de Paris, inspirée par les nazis, a entamé une campagne contre le gouvernement de Vichy, l'accusant de vouloir étouffer le procès.

Maintenant la situation est complètement renversée. Les nazis et leurs laquais dénoncent le procès comme une farce et un scandale et exigent qu'il soit suspendu le plus vite possible. L'attaque allemande a commencé début mars, deux semaines après l'ouverture du procès, avec une longue et violente dépêche du correspondant diplomatique de l'agence officielle allemande DNB. Le problème y était clairement posé : « Il est clair que, pour alléger l'atmosphère, une controverse dans laquelle il s'agit de savoir si c'est tel ou tel politicien ou général qui est responsable de la défaite, ne sert à rien. Ce qui compte, c'est d'avoir une réponse à la question : "Pourquoi la France a-t-elle déclaré la guerre à l'Allemagne, connaissant parfaitement le désir de paix du Führer ? " Cette réponse pourrait bien devenir une nécessité absolue ».

L'opposition allemande au procès de Riom s'est exprimée le plus clairement dans un discours de Hitler en personne. Le 15 mars, dans un discours pour la Journée du Souvenir, le Führer a déclaré :

« À présent, une procédure se déroule en France, qui est caractérisée par le fait que ceux qui sont responsables de cette guerre ne sont même pas mentionnés d'un mot ». La dernière phrase n'est pas très claire dans sa logique, mais ce qui est clair, c'est qu'Hitler veut que les Français reconnaissent leur « culpabilité pour la guerre ».

La question de la responsabilité de la guerre a toujours été pour Hitler d'un intérêt brûlant. Dans Mein Kampf, son principal grief contre le Traité de Versailles était qu'il proclamait la responsabilité allemande pour la Première Guerre mondiale. Maintenant, le clown sanglant, au milieu du carnage et du naufrage, clame son amour de la paix : « Je n'ai pas voulu cela », essayant de se convaincre lui-même. Outre cet intérêt personnel flagrant pour Hitler, la question de la responsabilité pour la guerre a un intérêt politique énorme. Si la culpabilité de la France dans le déclenchement de la guerre était reconnue officiellement, ce serait pour les nazis un atout dans tous les pays occupés et — cela devient important — en Allemagne même. Finalement l'aveu de « culpabilité pour la guerre » permettrait à Hitler d'arracher à la France de nombreuses concessions politiques et économiques. Mais c'est aussi pour cela que la bourgeoisie française ne peut pas faire un tel aveu. La pression de Vichy est grande. Après le discours d'Hitler, le représentant de Vichy auprès des autorités de Paris, Fernand de Brinon[27], est venu le 19 mars rencontrer Pétain spécialement au sujet du procès. Et l'on peut imaginer que cette question était au centre des récents entretiens mystérieux entre Laval et Pétain. Néanmoins, il est

[27] Fernand de Brinon (1865-1945), journaliste devenu représentant de Vichy auprès des occupants.

actuellement impossible pour Hitler d'obtenir que la bourgeoisie française se dise « coupable de la guerre ».

Les leçons du procès

Il semble cependant impossible que le procès continue comme il a commencé. C'est pour Pétain une défaite trop scandaleuse.

Il est plus important de dresser le bilan de ce que le procès nous a déjà révélé. Blum et Daladier, par leurs déclarations, Gamelin par son silence, nous ont montré la structure réelle de l'État bourgeois, l'impuissance des politiciens élus devant les cartels et l'État-major général. Blum a entièrement confirmé l'analyse du Front populaire donnée par les trotskystes, contre toutes les autres tendances du mouvement ouvrier.

Pour le présent, le procès a montré l'extrême faiblesse du gouvernement de Vichy, la fraude sur laquelle il repose. Il reste à voir quelles en seront les répercussions en France. Qu'est-ce que les Français savent exactement de ce qui se déroule dans la petite ville provinciale de Riom ? Pétain s'en est bien occupé. Des instructions quotidiennes ont été données par le Bureau de la Censure aux journaux français, indiquant même les « commentaires » qui doivent accompagner les comptes rendus du procès. Il est certain que, par leur presse quotidienne, les Français en savent moins que les Américains.

Néanmoins, avec le manque de cohésion interne de l'appareil policier de Vichy, les débats sont probablement largement connus à l'extérieur ; les discours vont sans doute être reproduits dans de nombreux journaux illégaux. Le procès de Riom, en révélant le vide et la fraude du gouvernement Pétain, peut, dans les conditions actuelles, contribuer à régénérer la vie politique en France.[28]

7. L'Afrique du Nord : une leçon de démocratie

Marc Loris, *Décembre 1942*

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale. La France sous Hitler et Pétain.
(cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)
CLT, numéro 65, mars 1999

Se basant sur un examen du système économique et la structure sociale des grandes nations modernes, les marxistes désignent la guerre actuelle comme une guerre impérialiste. La civilisation capitaliste a dépassé son apogée et les deux grandes guerres mondiales représentent des tentatives désespérées de l'impérialisme pour émerger d'une situation sans issue. La tâche de ceux qui veulent œuvrer à un développement supérieur de l'humanité n'est pas de collaborer à cette entreprise sans espoir mais d'ouvrir une issue en posant les fondements d'un ordre social nouveau.

Cette vérité fondamentale est obscurcie pour un temps par des considérations superficielles comme « la défense nationale », « la lutte pour la démocratie », « la lutte contre la ploutocratie », etc. Cela correspond dans les masses à des sentiments plutôt vagues, dont la propagande gouvernementale s'empare, qu'elle pervertit et utilise pour dissimuler les objectifs réels de la guerre.

[28] Interrompu le 15 avril, le procès ne fut pas repris.

L'explication socialiste ne doit cependant pas demeurer ensevelie dans les têtes de quelques révolutionnaires. En dépit de tous les développements de la guerre, chaque développement important de la guerre, qu'il se situe sur le plan militaire ou celui de la politique intérieure ou extérieure, confirme l'analyse socialiste. Le plus récent de ces développements est l'invasion de l'Afrique du Nord. C'est important parce que c'est la première grande offensive entreprise par le plus puissant des belligérants. Précisément du fait de cette importance, cet événement ne peut pas ne pas nous aider à voir le caractère réel de cette guerre.

Interrompant les informations au public américain le 7 novembre, Roosevelt a annoncé que les forces américaines avaient débarqué en Afrique « afin de prévenir une invasion de l'Afrique par l'Allemagne et l'Italie ». Ni Roosevelt ni aucune autre source n'a donné de détails sur les préparatifs d'invasion qu'on aurait pu observer. Apparemment, même le conservateur New York Times s'est senti obligé de donner à cette histoire le titre de « Les Etats-Unis font face à la menace » en mettant entre guillemets le mot de « menace ».

Roosevelt devait répéter la formule d'Hitler, qui envahit de même la Norvège pour « prévenir une invasion par l'Angleterre ». Mais qu'est-ce donc qui justifie les retentissantes accusations contre le « mensonge » des nazis ? Examinons d'un peu plus près les préparatifs de l'opération militaire en Afrique du Nord. L'attitude conciliatrice du gouvernement américain à l'égard de la clique de Vichy a été longtemps l'objet de critique des libéraux qui étaient étonnés de « l'énigme du Département d'État ». Le lendemain de l'invasion de l'Afrique du Nord, le secrétaire d'État Hull s'est empressé de donner la clé du mystère. Il a indiqué les divers objectifs de la politique américaine à l'égard de Vichy, et surtout de maintenir des relations diplomatiques. Le premier objectif était :

« Possibilité pour le gouvernement américain d'obtenir de semaine en semaine des informations hautement importantes virtuellement de l'intérieur du territoire contrôlé par l'Allemagne et d'Afrique du Nord, concernant les activités subversives de l'Axe et autres phases importantes de la situation internationale ».

Et le dernier objectif était :

« Enfin, le plus important, de paver la voie et préparer le terrain de la façon la plus efficace possible à la planification et à l'envoi d'une expédition militaire dans la Méditerranée occidentale, et d'aider les mouvements qui soutiennent les opérations britanniques plus à l'Est ».

Ainsi le secrétaire d'État Hull se vantait-il allègrement de ce que les représentants diplomatiques américains dans le territoire de Vichy faisaient un travail de Cinquième Colonne. Il était également révélé à Londres que les groupes d'espions du Maroc avaient pendant longtemps été « en contact avec les Britanniques à Gibraltar par l'intermédiaire des fonctionnaires américains en Afrique ».

Bien entendu, nous ne songeons pas à nous indigner de tout cela. Les moyens utilisés par Washington sont imposés par la sévère lutte qu'il mène contre Berlin : l'objectif de la lutte n'est rien moins que la domination du monde. Mais c'est précisément pourquoi ces moyens sont exactement les mêmes que ceux d'Hitler. Cette idée très simple et très claire nous oblige à dire : toutes les considérations « morales » au moyen desquelles l'un ou l'autre camp essaie de dissimuler ses objectifs ne sont que des mensonges. La similitude des méthodes découle bien évidemment de la similitude des objectifs impérialistes.

Tout de suite après l'invasion de l'Afrique du Nord, un porte-parole du Département d'État déclarait :

« Les envois américains de ravitaillement aux indigènes d'Afrique du Nord nous ont donné la possibilité de placer dans cette zone, outre nos consuls et fonctionnaires déjà en poste, une vingtaine d'Américains qui connaissaient parfaitement le français et ont été formés pour développer les bons sentiments à l'égard des Etats-Unis ».

Pendant plus de trois ans, la presse et la radio américaines ont usé des pages et des kilowatts d'indignation à propos des méthodes d'infiltration nazies. Leur indignation morale doit maintenant chercher d'autres cibles. Si les Allemands savaient comment utiliser le « tourisme », les Américains ne l'étaient pas moins à pratiquer la « philanthropie ». Un peu plus de cynisme d'un côté, un peu plus d'hypocrisie de l'autre : telle est la seule différence entre les « méthodes fascistes » et les « méthodes démocratiques ».

Quelques jours avant le débarquement en Afrique du Nord, le New York Times rappelait encore le caractère « infâme » de la mission Kurusu qui avait couvert les plans du Japon pour son attaque dans le Pacifique. Désormais le Times et ses confrères devront observer plus de réserve dans leur indignation morale, à moins qu'ils ne suggèrent une intéressante comparaison avec les actes récents du service diplomatique américain en Afrique du Nord.

Fascistes démocrates ou démocrates fascistes ?

Quand le secrétaire d'État Cordell Hull a révélé le secret de la politique américaine avec Vichy, il a souligné qu'il était maintenant évident que Washington n'avait aucun penchant pour la clique de Vichy et a manifesté un certain dédain à l'égard d'Américains moins intelligents qui n'ont pas été capables de le comprendre depuis le début. Le journaliste présent a noté qu'« il était clair que le Secrétaire prenait un vif plaisir à répliquer aux nombreux critiques de la politique de l'administration dans ce domaine au cours des deux dernières années ».

Le Département d'État a également révélé que :

« Les relations avec Vichy n'ont pas été maintenues à cause de quelque sympathie pour les dirigeants de Vichy et les Etats-Unis n'ont cessé de manifester leur mépris pour les Français qui jouaient le jeu allemand ».

Mais le « vif plaisir » de M. Hull, à répondre aux critiques de l'Administration, devait être de courte durée, car, tandis que M. Hull parlait à Washington, les représentants des Etats-Unis à Alger ne montraient guère leur « mépris » à quelques-uns des Français qui avaient joué le jeu allemand, à savoir l'amiral Darlan et sa clique. Au « scandale de Vichy » succédait le « scandale Darlan », d'une infiniment plus grande dimension. Darlan, comme le lecteur s'en souvient, était le chef de la Marine nommé par Daladier. Lors de la débâcle de 1940, ce « démocrate » ne pensa qu'à un accord avec Hitler, se rallia à Pétain, devint ultérieurement « chef du gouvernement » à Vichy et « héritier » de Pétain. Pour trouver plus aisément un langage commun avec Hitler, il soumit la France à un règne de terreur.

Maintenant, cet ancien démocrate devenu fasciste est devenu un démocrate ex-fasciste et s'emploie, comme nous l'a assuré le 18 novembre le major Akers, un des chefs militaires américains en Afrique du Nord, à « libérer » la France. Bien qu'obligés d'omettre d'instructifs épisodes, nous allons essayer de suivre la métamorphose de Darlan, de geôlier en libérateur. C'est une histoire vraiment fantastique pour ceux qui conservent des illusions sur la démocratie bourgeoise. Mais les faits sont les faits.

Pendant les trois premiers jours, les informations étaient confuses et rares. Le lundi 9 novembre, le lendemain du débarquement, tandis que les combats continuaient à Oran et au Maroc, on rapportait qu'un armistice avait été signé à Alger et « approuvé » par Darlan qui se trouvait en Algérie lors de l'arrivée des troupes américaines.

Le mardi 10 novembre, des sources américaines assurèrent que « l'amiral Darlan, chef des forces armées de Vichy, est maintenant aux mains des Alliés à Alger, hébergé par un général américain qui le traite conformément à sa position ». En réalité, le même jour, Berlin avait déjà annoncé que « Darlan a donné son allégeance à la cause des Nations unies ». L'annonce officielle par le commandement américain en Afrique ne vint pas avant quatre jours. Le 11 novembre, la radio de Vichy sous contrôle

allemand fit connaître le texte d'un appel lancé par « le prisonnier » Darlan, disant : « J'assume l'autorité sur l'Afrique du Nord au nom du maréchal... Les organismes politiques et administratifs demeurent ». Le côté américain ne confirma pas cette information qui se révéla finalement authentique.

Le vendredi 13 novembre, Darlan radiodiffusa une nouvelle proclamation annonçant qu'il exerçait le commandement en Afrique du Nord et se terminant ainsi :

« Tous les gouverneurs et résidents doivent rester à leurs postes et continuer leur administration en se conformant aux lois existantes, comme par le passé… Vive le Maréchal ! »

Cette nouvelle provenait de nouveau de Vichy, sans aucun commentaire américain. En fait, interrogé sur Darlan le 10 novembre, le général Eisenhower, commandant américain en Afrique du Nord, « laissa entendre que les développements politiques n'avaient aucune place aujourd'hui dans les importants développements militaires ».

Berlin et Vichy, comme on voit, étaient très bien informés de chacune des initiatives de Darlan et le secret conservé par le commandement américain n'œuvrait que pour priver d'informations le peuple américain. Nous admettons que la nouvelle concernant Darlan était assez difficile à lancer. Le 14 novembre arriva finalement l'annonce officielle par le commandement américain que « Darlan et Eisenhower agiraient en coopération pour la défense de l'Afrique du Nord ». Ce n'est pas pour rien que le New York Times, qui décidément sait utiliser les guillemets, appelait Eisenhower le commandant en chef de l'« armée de libération ». Entretemps, Darlan assumait de plus en plus de fonctions gouvernementales. Il avait changé de maître mais pas de méthodes : un de ses collaborateurs annonça qu'il était disposé à « mettre fin à toutes les manifestations ».

Le 16 novembre, on apprenait que Darlan avait « créé un corps législatif pour l'assister ». Hourra pour la démocratie ! On indiquait que Gaston Bergery, ambassadeur de Vichy en Turquie, se ralliait à Darlan, ainsi que Flandin et Pucheu Flandin était un politicien réactionnaire qui avait été pendant peu de temps le ministre des affaires étrangères de Pétain. Pucheu, en tant que ministre de l'intérieur de Darlan, avait arrêté et emprisonné des milliers de Français opposés au nazisme et avait aidé les Allemands à dresser les listes de ceux qui devaient faire face aux pelotons d'exécution nazis.

À ce moment, le scandale atteignit des proportions vraiment dangereuses pour le camp anglo-américain. Le mythe démocratique, si nécessaire aux impérialistes, était sérieusement discrédité. Roosevelt devait intervenir et, le 17 novembre, il fit une déclaration qui ne changeait rien, mais consola ceux qui avaient envie de l'être. Le cœur de cette déclaration était que les Etats-Unis faisaient « un arrangement temporaire » avec Darlan, mais la déclaration laissait prudemment planer le doute sur ce que signifiait « temporaire » : ou bien seulement pour la brève durée des combats réels en Afrique du nord ou jusqu'à la conclusion finale et la paix mondiale. En tout cas, le régime Darlan était celui de l'Afrique du Nord pour une période indéfinie.

Partout, les libéraux, effrayés de l'abîme ouvert par le scandale Darlan sautaient sur la déclaration de Roosevelt, ne pensant qu'à une chose : fermer les yeux, car la réalité apporte des surprises trop désagréables.

Le commentaire final sur la déclaration de Roosevelt vint dans une dépêche d'Afrique du nord en date du 18 novembre annonçant que « partout où c'était possible, l'administration locale serait confiée aux mêmes personnes qui en étaient chargées avant la campagne ». Comme la tête de l'administration d'Afrique centrale est aussi la même qu'auparavant, à savoir Darlan, chacun peut voir le grand changement produit par le passage du fasciste au camp démocratique.

Notons encore comment les chefs militaires américains expliquent leur accord avec Darlan. Le 15 novembre, le général Clark, adjoint d'Eisenhower, exprimait son « plaisir » de traiter avec Darlan, et

« démentait tout projet d'ingérence dans les affaires françaises ». Eisenhower lui-même avait préalablement déclaré, pour expliquer ses arrangements avec Darlan que « le développement politique n'est pas de mise à présent ». Garder Darlan en fonction était donc expliqué par « une abstention de la politique » et surtout de l'ingérence dans les affaires françaises. Quelle hypocrisie !

Une bourgeoisie sans perspective

L'invasion de l'Afrique du Nord et la politique américaine ont provoqué une nouvelle division de la bourgeoisie française. Elle était déjà divisée en deux factions : les collabos — eux-mêmes divisés entre Paris et Vichy — et les gaullistes. Une troisième vient d'apparaître : les darlanistes. La question des perspectives de la bourgeoisie française a été posée une fois de plus. Pour essayer de l'analyser, il nous faut revenir en arrière.

Il est impossible de comprendre quelque chose à l'histoire de France de ces dernières années sans partir du fait fondamental qu'en juin 1936, ce pays a été sur le seuil de la révolution prolétarienne. L'offensive révolutionnaire a été trahie par les dirigeants traîtres des ouvriers, les Jouhaux, Blum, Thorez, grâce à cet instrument de perfidie, le Front populaire. Mais si la bourgeoisie française est sortie momentanément sauvée de cette épreuve, elle est restée infirme, sans perspective d'avenir, comme un bateau qui a échappé à la tempête mais qui a perdu son gouvernail

C'est ainsi qu'elle est entrée dans une guerre où elle n'avait rien à gagner et tout à perdre. La débâcle militaire n'a fait qu'aggraver sa confusion. Terrorisée par la rapide victoire d'Hitler, il lui fallait abandonner sa traditionnelle attitude d'opposition à l'Allemagne. Le gouvernement de Vichy s'est engagé dans la « collaboration ». Dans l'ensemble, la bourgeoisie l'a suivi, mais sans enthousiasme. D'un côté, une minorité souhaitait une collaboration plus active avec l'Allemagne. De l'autre, une minorité moins bruyante, qui a grandi assez vite, avait les yeux fixés sur l'Angleterre et l'Amérique. La majorité ne pensait qu'à survivre d'un jour à l'autre, se compromettant le moins possible et s'efforçant de sauver ce qui pouvait l'être. Économiquement, la majorité de la bourgeoisie s'est mise à travailler pour l'Allemagne ; mais la pauvreté économique et les incertitudes quant à la victoire finale de l'Allemagne ont empêché les pétainistes d'ouvrir dans cette direction une perspective à long terme, de créer une politique consistante, capable d'unir toute la classe et de lui ouvrir un avenir.

Dans une telle situation de crise et de désintégration, avec toutes les valeurs traditionnelles détruites, alors que la classe n'a aucune perspective générale unificatrice mais dérive, des considérations momentanées l'emportent. Chacun interprète l'intérêt national à sa façon et tout changement de la situation militaire provoque des sauts d'un camp dans l'autre — des « trahisons ». Après la disparition de la dynastie impériale en 1911, les généraux chinois ont été célébrés dans le monde entier pour la façon dont ils ont su changer de camp. Aussi allons-nous prendre les généraux ou plutôt les amiraux français pour illustrer ce phénomène.

La « crise de conscience » de Darlan semble n'avoir pas duré plus de douze heures. Samedi 8 novembre, au matin, il envoie des soldats et marins français se faire tuer par les Américains et dans la soirée, il fait « un arrangement » avec les Américains comme il avait auparavant « collaboré » avec les Allemands. Pro-allemand et profasciste au petit déjeuner, il est allé au lit dans la soirée pro-américain et démocrate.

Trois ou quatre factions se disputent maintenant le droit de parler au nom de « l'intérêt national ». Mais c'est un jeu dangereux car il révèle aux masses françaises, dans leurs couches les plus profondes, la désintégration de la conscience politique de la bourgeoisie française, son incapacité à jouer un rôle dirigeant, et prépare ainsi la conscience des masses à un renversement total de la société capitaliste.

Selon les normes des « démocrates » bourgeois, le régime d'Afrique du Nord aurait dû être un gouvernement gaulliste. Il y a quelque temps un politicien amateur écrivait sur *« la clique monarchiste*

française libre de de Gaulle, qui sent si mauvais que Washington redoute de la reconnaître pleinement de crainte d'aliéner la sympathie française à la cause alliée ».

Tout le monde est maintenant témoin du souci de décence de Washington et de son respect pour les sentiments du peuple français ! En fait, à l'étape actuelle de la conscience des masses françaises, le régime de Gaulle répondrait beaucoup plus aux besoins de la démocratie bourgeoise qu'un régime Darlan. Mais l'installation d'un gouvernement de Gaulle ne pourrait se faire en Afrique du Nord que par une lutte politique contre les dirigeants de Vichy, couplée avec une action militaire. Cela aurait pu constituer une invite à l'insubordination des troupes françaises contre leurs chefs profascistes. Même si cette révolte avait eu lieu au nom du patriotisme et de la démocratie, cela aurait créé un précédent dangereux. De plus, le patriotisme militant du mouvement de Gaulle risquerait à un moment ou un autre d'entrer en conflit avec les intérêts américains, alors que la servilité cynique de Darlan a déjà fait la preuve de sa docilité dans l'expérience avec les nazis. La conclusion générale est que la démocratie, même bourgeoise, est la dernière chose qui compte dans les « arrangements » impérialistes.

Last but not least, nous ne devons pas oublier que tout cela s'est produit non pas en France mais en Afrique du Nord, un pays colonial où les Français sont une petite minorité au milieu d'une population de 15 millions d'Arabes férocement exploités par l'impérialisme français. L'idée la plus avancée dans l'esprit de Roosevelt est d'apporter aux peuples d'Afrique du Nord, « les quatre libertés ». Une dépêche d'Oran, du 15 novembre nous apprend que « les troupes françaises qui coopèrent avec les Américains ont fait un raid contre un village près d'Oran pour reprendre des armes dont les Arabes s'étaient emparés dans la confusion et sur les récents champs de bataille ». On peut aisément comprendre que le commandement américain n'avait rien de plus urgent que d'arriver à s'entendre avec les grands proconsuls impérialistes qu'il trouvait là en fonction : Noguès, Esteva, Chatel. Mieux, il est possible qu'après que Darlan ait donné ce qu'il peut donner, les Américains le laissent tomber. Les libéraux écriront qu'enfin la démocratie a triomphé. Il est à peine utile d'ajouter que, si Darlan s'en va, toute l'administration impérialiste française restera en fonction, l'accord avec Darlan ne faisant que couronner cette opération.

Tout se met en place

La collaboration des Américains avec Darlan doit avoir de profondes répercussions non seulement en France, mais dans toute l'Europe. Pendant des années, des millions d'hommes ont connu des souffrances intolérables sous le talon de fer des nazis. Nombre d'entre eux ont imaginé que leur libération se ferait par les troupes anglo-américaines. Le premier acte du commandant de ces troupes après le premier débarquement a été de collaborer avec un laquais des bourreaux nazis, qui a découvert que quelques heures suffisaient pour passer d'un camp dans l'autre. Le peuple, qui souffre encore et qui lutte sous ses propres Darlan, apprendra vite et bien — on peut en être sûrs — la leçon politique à tirer de cet événement ignoble.

Un syndicaliste français, qui venait de s'évader de France et est arrivé à Londres, a dit le 19 novembre qu'« en quelques jours le président Roosevelt a perdu 75 % de son prestige dans les masses françaises » du fait de son accord avec Darlan et que « le peuple français est consterné et indigné ». On peut le croire.

L'impérialisme anglo-saxon est dans un sens pris à son propre piège. Pour dissimuler ses buts de guerre, il se présente en champion de la liberté contre les nazis. Les crimes hitlériens ont donné un semblant de réalité à cette affirmation aux yeux des masses. Mais tôt ou tard, puisque la guerre n'est pas menée pour la libération mais pour la domination, le mythe démocratique doit craquer et les masses voir la réalité impérialiste. Le « libérateur » vient offrir aux peuples le geôlier d'hier.

Le caractère réel de cette guerre va ainsi être révélé petit à petit aux larges masses. Les espoirs se changent en consternation et indignation. Les promesses des deux camps se révèlent des mensonges. Tout va se mettre en place. Quant à nous, nous laissons aux autres la tâche de s'étonner ou de se scandaliser. Notre seule arme contre des adversaires puissamment armés, c'est la vérité. Notre force, c'est que nous nous appuyons sur la réalité sociale. Et ainsi nous pourrons nous féliciter quand les choses apparaîtront dans leur vraie lumière.

L'indignation contre les « démocraties » se tournera inévitablement contre les mouvements qui ont scellé leur destinée politique à l'impérialisme anglo-américain. Cela inclut tous les groupes démocrates pro-alliés, staliniens compris. Dans tous les pays d'Europe, la collaboration avec Darlan, qu'elle soit longue ou courte, est un coup contre ces tendances et facilite grandement le travail des révolutionnaires conséquents, qui n'ont jamais enseigné aux masses à se tourner pour leur salut vers un camp impérialiste ou l'autre. Les avertissements des révolutionnaires sont confirmés, leur autorité ne peut que grandir dans les masses.

En dépit de tous les incidents initiaux, les deux camps prennent des positions de plus en plus symétriques sur la scène historique. Darlan, utilisé à son tour par Hitler et Roosevelt, symbolise cette symétrie. L'« Ordre nouveau » d'Hitler a déjà révélé son vide. Des deux côtés de la scène, les masques tombent. Cela veut dire que nous approchons du dernier acte, celui où entrera en scène un nouveau personnage, le prolétariat révolutionnaire.

8. Darlan et les libéraux[29]

Marc Loris, décembre 1942

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale.
La France sous Hitler et Pétain. (cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)
CLT, numéro 65, mars 1999

L'accord de Washington avec l'amiral Darlan en Afrique du Nord[30] a porté un rude coup au mythe de la démocratie qui dissimulait les objectifs réels de cette guerre. Maintenant Darlan le geôlier œuvre avec Eisenhower[31] et Roosevelt à « libérer » la France. Chacun peut voir combien ils ont les mains sales, ceux qui apportent la liberté aux peuples d'Europe. Tous les idéaux démocratiques se sont soudain prostitués à un degré qui semblait impossible à beaucoup il y a seulement quelques semaines.

Et c'est ainsi que l'affaire Darlan a provoqué une grande anxiété dans la caste des grands prêtres qui sont les gardiens professionnels du mythe démocratique : les libéraux américains. Jusqu'à récemment, c'était pour eux le bon temps. Les Nations Unies étaient sur la défensive. Les crimes et conquêtes d'Hitler leur permettaient de concocter la légende de la guerre « antifasciste ». Qui aurait osé parler de lutte impérialiste devant la croisade de l'« humanité contre la barbarie fasciste » ? Non, c'était clairement une « guerre du peuple ». Et même une « guerre civile internationale », une « révolution ».

---

[29] *« Darlan and the Liberals », Fourth International*, janvier 1943, pp. 4-6.

[30] Les Alliés avaient débarqué en Afrique du Nord le 8 septembre 1942. Le 13, les Etats-Unis avaient reconnu l'autorité de Darlan, qui lui-même se posait en héritier autorisé de Pétain.

[31] Dwight D. Eisenhower (1890-1969) était le commandant en chef et il semble que Roosevelt, qui avait eu des réticences, n'ait pas été capable d'argumenter contre lui sur le terrain de l'efficacité militaire où il se plaçait : selon le commandant en chef, seul Darlan pouvait assurer la soumission sans vrais combats de l'Afrique du Nord.

Il y a moins d'un an, en février dernier, George Soule[32], un des rédacteurs de New Republic nous assurait : « La Deuxième Guerre mondiale est déjà une révolution ».

Curieuse révolution dont le premier acte offensif a été de porter au pouvoir Darlan-le-Geôlier ! L'ignoble accord d'Alger a déchiré et fait un grand trou dans le voile sacré de la démocratie avec lequel les grands prêtres du libéralisme essayaient d'habiller les peu agréables réalités de l'impérialisme. Ils ont été surpris. Le 16 novembre, New Republic commentait le débarquement qui venait juste de se faire sous le titre « Nous commençons » :

« La clique Pétain-Laval-Darlan fera de son mieux pour jouer le jeu de ses maîtres nazis (…) Ce qui est essentiel aujourd'hui, c'est (…) de prouver au peuple français dans son ensemble que le monde pour lequel nous nous battons comporte leur libération ».

Malheureusement pour ce conseil non sollicité, Eisenhower et Roosevelt avaient une autre idée de ce qui était « essentiel ».

La semaine suivante, réclamant encore une bonne attitude démocratique en Afrique du Nord, la New Republic avertissait : « Nous sommes en train de dessiner l'image de l'avenir sur le tableau noir de l'histoire ». Bien. Washington est en train de dessiner l'image de l'avenir selon ses vœux, mais cette image diffère sensiblement du rêve bleu de démocratie peint par New Republic. Le tableau de l'avenir peint par Washington comprend aussi des silhouettes comme celles de Darlan, Otto de Habsbourg, Franco, Mannerheim[33] et quelque « bon » général ou prince italien.

Devant une telle différence entre le mythe qu'ils ont construit avec zèle et la réalité telle qu'elle est révélée dans la personne de Darlan, les libéraux se sont mis à la recherche d'une explication. Hélas, l'arsenal du libéralisme est plutôt vide quand il s'agit d'expliquer les mécanismes de l'impérialisme. La seule bribe d'explication qu'ils ont pu trouver est qu'il s'agit d'une « erreur ».

Dès le 14 novembre, Nation déclare *: « L'exclusion de la France combattante de l'expédition d'Afrique du Nord était une erreur ».* La semaine suivante, Freda Kirchwey[34] qualifie toute l'affaire d'« erreur politique coûteuse » et ne découvre pas moins de trois « erreurs » successives. Le 14 décembre, un édito dans New Republic nous donne l'explication finale de l'accord avec Darlan, en révélant qu'il *« arrive parfois à Roosevelt de commettre des erreurs ».* Sans doute. Un jour, il se trompe de chaussettes, le lendemain il ne met pas le bon au pouvoir à Alger.

Pourtant l'explication est encore trop creuse pour la Nation. Aussi, pour expliquer l'erreur, l'oracle du libéralisme révèle que « les partisans de l'apaisement n'ont jamais été en majorité au Département d'État de 1935 à présent, ils ont pu arracher une série de concessions et de combines qui ont peu à peu affaibli les forces de la résistance démocratique ». Qui sont ces mystérieux partisans de l'apaisement ? Pourquoi ont-ils été capables d'ankyloser leur volonté ? Que font les grands démocrates de notre gouvernement ? Pourquoi — mais pourquoi poser des questions quand la Nation n'a pas de réponse ?

Essayant d'approfondir leur explication superficielle, les libéraux vont avoir à séparer le militaire du politique : « Ce qui sans doute est apparu comme un expédient militaire raisonnable se révèle une erreur politique coûteuse », déclare Freda Kirchwey dans Nation du 21 novembre. La même distinction est faite et refaite par les libéraux dans leur critique du compromis Darlan. Pourtant la répéter ne la

[32] George H. Soule Jr (1887-1970) était rédacteur en chef de The New Republic depuis 1924.

[33] Otto de Habsbourg (né en 1912), descendant des empereurs austro-hongrois, qui avait offert ses services aux Alliés, le caudillo Francisco Franco (1892-1975), l'homme de la guerre civile et Carl von Mannerheim, (1857-1951) le bourreau des ouvriers finnois en 1918 étaient tous ménagés par Washington.

[34] Freda Kirchwey (1873-1976), dirigeait The Nation et avait penché pour la thèse stalinienne des Procès de Moscou.

rend pas plus intelligente. Si la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, la politique faite pendant une guerre répond au caractère de la lutte militaire, la classe qui mène le combat, ses buts de guerre, etc. L'accord de Washington avec Darlan n'est pas une « erreur », c'est-à-dire un accident, mais correspond au caractère impérialiste de la guerre actuelle.

Puisqu'on ne fait pas la guerre pour la démocratie, il est facile à Washington de prendre Darlan[35] en qualité de premier Quisling et il n'y a pas d'erreur là-dedans.

Dans une polémique contre New Republic sur l'accord avec Darlan, le PM, dans un langage un peu cru mais très clair, a démontré le vide de la théorie de l'« erreur politique ». Dans un langage un peu cru mais très clair, il a démontré le vide de la théorie de l'« erreur politique ».

Il écrivait le 3 décembre :

« Hitler et Hirohito[36] sont les grands ennemis de la nation. Nous devons les détruire d'abord. Et en les combattant nous n'avons pas le droit d'être tâtillons avec la politique des autres Nations Unies (ils ne doivent pas l'être non plus avec la nôtre). Nous ne pouvons pas tourner le dos aux Polonais parce que leur gouvernement est tyrannique, brutal, virtuellement aussi antisémite que les Allemands et a participé au dépècement de la Tchécoslovaquie. Nous ne pouvons pas refuser de marcher avec les soldats néerlandais à cause de la manière dont leur nation exploite les Indes orientales et les Indonésiens. Nous soupons à la même table que Staline, bien que nous désapprouvions le communisme et ses agressions dans la Baltique, nous nous serrons les coudes avec Churchill quoique nous détestions son attitude à l'égard de l'Inde ».

L'accord Darlan est une partie authentique de la guerre telle qu'elle est et pas du tout une « erreur ».

Un avenir sombre — pour les libéraux

Avec une distinction aussi artificielle et creuse entre la bonne mesure militaire et l'« erreur » politique, les libéraux ne peuvent rassurer personne, même pas eux-mêmes, quant à la force du mythe démocratique.

Chacune des lignes qu'ils ont tracées au cours des dernières semaines trahit leur inquiétude.

Michael Straight, dans la New Republic du 30 novembre, interroge : « Dans quel esprit le souvenir de 1919 ne souffle-t-il pas comme un vent sec qui souffle le malaise de la peur ? ». Le 14 décembre, il se plaint une fois de plus : « Notre ligne est durement attaquée ». Le 28 novembre, Freda Kirchwey découvre que l'époque actuelle ne manque pas de « mauvais présages pour l'avenir de la démocratie ». Et tous ensemble ils se lamentent : *« quel genre de paix aurions-nous ? »*

Le 30 novembre, dans New Republic, sous le titre « L'avertissement », Michael Straight rappelle l'expérience de la dernière guerre. Une expérience bien instructive en vérité et qui vaut d'être rappelée !

Il nous parle des promesses de Woodrow Wilson[37] d'éliminer « les causes même » de la guerre, de la façon dont (oui, la même) a salué la nationalisation des chemins de fer en 1917 comme le début d'un ordre social nouveau. Il cite des libéraux anglais et américains, surtout Sidney Webb[38], qui assuraient

---

[35] Rappelons que Vidkun Quisling était le nazi norvégien placé à la tête du pays par l'occupant allemand. Le mot de « Quisling » était devenu un nom commun pour tous les gouvernants fantoches des occupants.

[36] Hirohito (1901-1989) était l'empereur du Japon.

[37] Woodrow Wilson (1856-1924), président démocrate des EU, assure l'entrée des EU en guerre et présente les 14 points pour une « paix démocratique ».

[38] Sydney Webb (1859-1947), théoricien réformiste, « fabien ».

aux masses que le vieux monde ne reviendrait jamais, que la paix apporterait à tous abondance et sécurité.

On pourrait penser à les lire qu'on lit les promesses de leurs successeurs d'aujourd'hui. La seule différence est que cette vision démocratique de l'avenir était plus audacieuse, plus fraîche, plus claire en 1917-18 qu'aujourd'hui. C'est facile à comprendre. L'époque de l'entre-deux guerres nous a apporté des réalités plutôt dures et les libéraux d'aujourd'hui ont la tâche ingrate de faire réchauffer un poisson depuis longtemps refroidi. Après avoir fait la tâche utile de rappeler ce morceau d'histoire, Michael Straight n'a rien de plus à dire. Comme un animal effrayé, il voit le danger mais ne peut pas agir, il se tait. Pas un seul libéral pour proposer un meilleur remède.

Freda Kirchwey nous dit dans Nation du 28 novembre que, pour éviter l'« erreur Darlan », il aurait dû y avoir un « Conseil politique interalliés ». Si un tel conseil avait existé maintenant, on n'aurait pas fait l'« erreur Darlan ». Qui aurait nommé ce conseil ? Apparemment les hommes d'État qui ont fait l'accord avec Darlan, et les moindres hommes d'État qui ont subi passivement leur volonté. Tout le monde peut voir la valeur du remède.

La même Freda Kirchwey essaie de remettre Roosevelt dans le droit chemin de la démocratie. « M. Roosevelt est dans la nécessité de récupérer ce qu'il a perdu. Il doit prendre les risques d'une contre-offensive contre les réactionnaires qui l'ont obligé à reculer » Mais que faire si M. Roosevelt n'a rien à faire d'être tellement « forcé à reculer » par les réactionnaires ?

Non, il doit y avoir une solution plus radicale. C'est la New Republic qui nous la propose. Le 30 novembre, un édito a lancé ce cri de guerre : « Libéraux, soyez forts ! ». Deux semaines plus tard : « Libéraux, unissez-vous et agissez ». Hélas, qui ne sait aujourd'hui qu'un libéral fort, c'est une contradiction in adjecto, quelque chose comme un cercle carré ? La New Republic dit aux libéraux d'agir, mais elle se garde bien de leur dire ce que pourrait être cette action.

Le contenu réel de la querelle

L'embarras des libéraux est facile à comprendre si on se souvient de leur position sur la guerre. Ils étaient pour la guerre mais ils voulaient une guerre « propre », suivie d'une « bonne » paix. Mais si la guerre n'est pas si « propre » et que la future paix même, aujourd'hui ne paraît pas si « bonne », il leur faut, qu'ils le veuillent ou non, avaler tout ce qui va avec elle, parce qu'ils ne peuvent pas arrêter de la soutenir.

L'impuissance des libéraux découle de leur acceptation de la guerre et ils se retrouvent dans l'impasse chaque fois qu'ils essaient de critiquer une action anti-démocratique. C'est particulièrement clair dans l'affaire Darlan.

Dans Nation du 21 novembre, Freda Kirchwey écrit : « Il y avait des raisons d'utiliser Darlan. Aucun officiel français n'en sait autant sur les installations militaires et navales en Afrique de Bizerte à Tunis et ce sont des services qui valent cher ». Dans le même sens, un édito de New Republic affirme le 30 novembre : « Accepter temporairement l'amiral Darlan était sans doute sage ». Cette dernière phrase résonne comme la déclaration de Roosevelt selon laquelle l'accord avec Darlan « est temporaire ». Mais alors quelle est la divergence entre les libéraux et le gouvernement ? Et de quoi ont-ils peur ?
Leurs écrits au cours des dernières semaines répondent avec précision à cette question. Michael Straight écrit dans PM du 3 décembre :

« Notre gouvernement libéral est de nouveau en danger de tant sacrifier de son esprit essentiel qu'il perd la base de ses plus chauds partisans : les ouvriers, les farmers progressistes, les Nègres et autres groupes ».

Et il continue :

« Si le mouvement libéral perd son cœur du fait d'un trop grand découragement, alors la base, bien qu'elle préfère le Président, ne lui accordera pas le soutien enthousiaste qui seul peut sauver le New Deal ».

On peut douter de ce qui reste du New Deal, mais le raisonnement de Michael Straight est clair : si Roosevelt conclut encore beaucoup d'accords Darlan, « la base » cherchera d'autres moyens. Mais puisque cet accord était sans doute « un geste sage », que pouvons « nous » faire, sinon demander au Président de respecter un petit peu plus à l'avenir les formes démocratiques, pour ne pas trop « décourager la base » ?

Le 30 novembre, New Republic révèle la vraie raison de son malaise en écrivant :

« On nous dit maintenant que nous pouvons vaincre sans avoir recours à toutes les sensibleries sur "la guerre du peuple". Comme la véritable raison d'être des libéraux, ce sont les sensibleries, on peut facilement comprendre leur anxiété. Dans la distribution des rôles de guerre, on leur a donné le département du camouflage et ils se sont vaillamment appliqués à peindre des canevas intitulé "guerre pour la démocratie", "guerre du peuple", etc. Mais si une armée se camoufle pendant les préparatifs, elle doit inévitablement apparaître sans camouflage quand elle attaque. Ainsi, dans la première offensive de grande envergure de la part des Etats-Unis, il fallait rejeter une partie du camouflage démocratique pour installer Darlan. Les spécialistes du camouflage sont troublés ; se pourrait-il qu'on n'ait plus besoin de nous qui avons travaillé si dur ? »

L'un de ces spécialistes du camouflage a même donné un avertissement à ses patrons. Voyons, c'est très utile, le camouflage, et il est dangereux de l'abandonner entièrement si tôt. Son nom est Alvarez del Vayo[39], ancien dirigeant républicain espagnol, qui écrit dans Nation du 5 décembre :

« Cette guerre n'est pas encore terminée. Les troupes alliées ne sont pas encore en train d'approcher des frontières allemandes. Le moment n'est pas encore arrivé où les techniciens de la diplomatie et les professionnels de la politique peuvent hausser cyniquement les épaules comme unique réponse à la déception populaire. Il y a devant nous de graves crises dans lesquelles on aura besoin du peuple aussi bien que de tout le matériel que peuvent produire les Nations Unies. Quant au peuple, il n'existe aucun Darlan, même hôte occasionnel des démocraties, qui puisse garder vivant son enthousiasme et lui rendre la confiance ».

Telle est la position des libéraux dans leur hideuse servilité : attention au matériel humain qu'on appelle le peuple, MM. les hommes d'État, et ne nous rendez pas plus difficile notre tâche qui est de le conserver prêt à servir pour vous servir. Le moment n'est pas encore venu où vous pouvez le décevoir trop.

Washington est en train de nous démontrer — non, bien sûr par les discours du Vice-Président Henry Wallace[40], mais par des faits patents, simples et évidents — que cette guerre est une guerre impérialiste. Pas seulement la guerre, mais la paix qui la suivra sera une paix impérialiste — si Washington se fraie sa route.

Les libéraux ont essayé de présenter cette guerre comme « une guerre pour la liberté et la démocratie », et même comme une « guerre civile internationale » contre le nazisme. En fait, selon eux, elle continue et développe la lutte contre le fascisme, qui a commencé avec la Guerre civile espagnole. Nous, marxistes, nous répondons très simplement à ce sophisme. La guerre d'Espagne était essentiellement la guerre de plusieurs classes dans le cadre d'une nation, tandis que les belligérants

---

[39] Julio Alvarez del Vayo (1892-1971), journaliste espagnol, d'abord socialiste, puis secrètement communiste.

[40] Henry Wallace (1888-1965), secrétaire à l'agriculture, puis vice-président de Roosevelt, fut le leader « progressiste » ami de l'URSS pendant la Guerre froide.

dans la guerre actuelle appartiennent à la bourgeoisie impérialiste. Ils ne luttent pas pour la liberté dans le monde. Avec le développement de la guerre, cette simple vérité apparaît de plus en plus clairement. Les sensibleries libérales ne peuvent plus le cacher désormais. C'est la raison de leur désespoir. C'est la raison de notre espoir.

Roosevelt, fut le leader « progressiste » ami de l'URSS pendant la Guerre froide.

9. Tâches révolutionnaires sous la botte nazie[41]

Marc Loris, Novembre 1942

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale.
La France sous Hitler et Pétain. (cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)
CLT, numéro 65, mars 1999

L'oppression nazie est passée sur l'Europe comme un rouleau compresseur. Sur tout le continent il ne reste maintenant entre le pouvoir nazi et la population aucune organisation légale dans laquelle les masses puissent trouver asile et se regrouper. Après la destruction des partis politiques et des syndicats, le travail de destruction a été étendu même aux organisations les plus neutres et les plus insignifiantes, car les nazis avaient peur — et à juste titre — que même la plus petite d'entre elles ne devienne un point-cristallisation de résistance. Les nazis ont introduit leurs agents jusque dans les groupes les plus petits, proposant d'adhérer à « l'Ordre Nouveau » ; même les collecteurs de timbres des organisations furent gleichgeschaltet. (Mis au pas)

Ce qui subsiste des organisations ouvrières devait passer à l'illégalité et à des méthodes nouvelles Les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises traditionnelles ont fait place à des groupes clandestins d'un caractère nouveau, qui ne sont pas issus directement des vieux partis. De petits groupes, et quelques-uns d'entre eux seulement, peuvent maintenir des contacts — et encore très irrégulièrement — à l'échelle nationale. D'innombrables petits journaux surgissent et disparaissent Des liaisons sont établies puis rompues. Dans l'ensemble, on peut observer avec les mois qui passent un certain progrès vers la centralisation, mais très lent, et souvent interrompu du fait des sévères conditions de l'illégalité. Même celui des mouvements politiques qui était le mieux adapté au travail clandestin, le stalinisme, souffre beaucoup. En dépit d'un appareil puissant et de ressources abondantes, les relations entre le centre et les organisations régionales sont souvent rompues, une situation qui ne peut pas ne pas créer des conditions favorables pour la discussion et l'action unie entre les membres du Parti communiste et les trotskystes.

De toutes les organisations ouvrières cependant, les partis staliniens restent les plus puissantes et les plus actives — et de loin. La propagande stalinienne a bien entendu un caractère tout à fait chauvin et prend bien garde de ne pas parler de socialisme. En dehors des staliniens, les deux centres les plus notables de résistance du mouvement ouvrier sont les groupes socialistes de gauche en Pologne (certains proches du trotskysme et hostiles au gouvernement en exil) et les restes du mouvement syndical norvégien que les nazis n'ont pas réussi à éradiquer totalement.

[41] *« Revolutionary Tasks under the Iron Heel »*, *Fourth International*, nov. 1942, pp. 333-338.

De la Deuxième Internationale, il reste très peu. Dernièrement on a pu noter une certaine reprise d'activité de groupes socialistes officiels en Belgique et dans le Nord de la France mais elle a encore un caractère très fragmentaire.

Les mouvements petits-bourgeois

De larges secteurs de la petite bourgeoisie sont déséquilibrés sur le plan économique et social. L'occupation allemande a provoqué dans l'ensemble une énorme paupérisation et même, dans une certaine mesure, une prolétarisation de la petite bourgeoisie. Cette crise sociale trouve son expression politique dans la formation d'innombrables groupes et mouvements qui tous reflètent les couleurs de l'arc-en-ciel de la petite bourgeoisie.

À l'extrémité réactionnaire du spectre se trouvent les traditionnels groupes chauvins comme l'organisation gaulliste en France. Il faut distinguer avec soin les sympathies très répandues mais plutôt vagues des masses pour le camp « démocratique » y compris de Gaulle et l'organisation gaulliste elle-même. Ce dernier est formé avant tout d'anciens militaires et de fonctionnaires. Ils n'ont aucun penchant pour l'activité dans les masses auxquelles, là-dessus, ils sont incapables de parler. La plupart d'entre eux sont presque autant terrifiés par un mouvement de masse que par l'occupation allemande. Leur principale activité dans le domaine militaire est l'espionnage au compte de l'Angleterre et, dans le domaine politique, l'attente d'un débarquement anglo-américain.

À l'autre extrémité de cet arc-en-ciel, on peut trouver des organisations qui cherchent honnêtement une issue à la situation faite aux couches inférieures de la petite bourgeoisie. Les éléments les plus aptes à devenir les porte-parole de ces avocats sont la jeunesse et les intellectuels. Aussi trouve-t-on souvent parmi leurs dirigeants des étudiants, des enseignants, des écrivains. Violemment repoussées par le fascisme, ces couches sociales se tournent vers le socialisme à la recherche d'une solution à leurs propres malheurs. Elles concèdent volontiers que le système bourgeois touche à sa fin et acceptent un programme de fédération des peuples, mais n'ont pas encore surmonté leur méfiance à l'égard des ouvriers. Leurs chefs cherchent encore un chemin entre les rosiers plutôt que la « dictature du prolétariat » et accusent le marxisme d'« étroitesse ». Entre ces deux types extrêmes de groupements, on peut naturellement trouver toutes les formes intermédiaires.

Dans les terribles conditions de l'illégalité, il y a inévitablement parmi les différents groupes clandestins des accords pratiques fréquents : pour imprimer les journaux, transporter la littérature et les gens etc. — même trouver du papier est un sérieux problème. Sans ce genre de contacts, il serait simplement impossible d'exister et, inutile de le dire, cela n'implique aucune concession programmatique.

Même maintenant, dans les pays occupés, surtout en Occident, les occasions de manifester ne sont pas rares : manifestations de femmes contre le manque de ravitaillement, manifestations contre les restaurants qui nourrissent les riches sans cartes d'alimentation, manifestations contre les « collabos », manifestations lors des fêtes nationales (Prise de la Bastille, etc.).

Ces manifestations sont organisées par des groupes illégaux de tout type et la question de notre participation se pose. Il est difficile de donner une réponse globale. Le point important pour déterminer si on doit ou non participer n'est pas tellement la nature de l'occasion ou les initiateurs de la manifestation, mais la situation politique et les possibilités du moment donné. Si des manifestations se renouvellent régulièrement, mobilisant de plus en plus de manifestants, c'est le devoir du parti révolutionnaire d'appeler les ouvriers à y participer, même quand elles sont organisées par des groupes nationaux petits bourgeois. Bien entendu, le parti doit y apparaître avec ses propres mots d'ordre. Après l'écrasement de toutes les organisations, la disparition de toute vie politique organisée, tout aussi modestes et confus que soient ses objectifs, est extrêmement progressiste et la tâche du parti révolutionnaire est d'aider, si c'est possible, à l'élargir.

De toute évidence, tout en utilisant tout pas en avant possible, nous ne pouvons limiter notre liberté de critiquer les programmes utopiques et réactionnaires. Maintenant comme toujours, les marxistes continuent leur travail d'explication et de clarification. Ils dénoncent tout particulièrement la fausseté et l'hypocrisie de tous les groupes chauvins qui ne cherchent que la revanche et qui, tout en revendiquant la liberté de leur propre pays, n'hésitent pas et n'hésiteront pas à participer à l'oppression d'autres nations. Aussi il faut caractériser tous les mouvements qui prennent leur inspiration à Londres et à Washington (gouvernements en exil, général de Gaulle, etc.) non comme des mouvements nationaux mais comme des mouvements impérialistes par leurs objectifs comme par leurs méthodes (alliance avec les Anglo-Américains, exploitation des colonies belges, d'une partie des colonies françaises et hollandaises, etc.) Ces groupes essaient d'enchaîner la révolte populaire nationale à l'un des camps impérialistes. Dans de nouvelles circonstances, ils remplissent leur rôle traditionnel de partis bourgeois qui ont leur base dans la petite bourgeoisie. C'était un parti de ce genre que le défunt parti radical-socialiste de France qui reposait sur les aspirations démocratiques du paysan français pour mieux les enchaîner au grand capital. Maintenant le mouvement gaulliste exploite à des fins impérialistes le sentiment national exalté. Son programme et ceux des groupes semblables ne peuvent apporter à l'Europe que des catastrophes.

Quant aux divers groupements petits bourgeois qui se tournent vers le socialisme, il nous faut avoir une attitude bien plus pédagogique et bien plus patiente avec eux. Ces groupes, qui se rebellent contre l'oppression actuelle, vont jusqu'à blâmer le système des trusts impérialistes et des monopoles, mais, comme nous l'avons dit, ils conservent quelque appréhension par rapport au programme ouvrier. Leur programme général, pour en parler vaguement, est la démocratie formelle la plus consistante. Dans les discussions avec ces groupes, la tâche principale est de leur montrer la réalité derrière les formes de démocratie pure et de leur montrer patiemment qu'il faut choisir et qu'il n'y a pas de « troisième voie ».

Dans la situation actuelle, les revendications démocratiques sont chargées d'une potentialité révolutionnaire énorme ; car, à l'époque de la désintégration du régime capitaliste, seule la révolution prolétarienne peut donner réalité aux principes démocratiques. Les partis marxistes doivent donc être les champions les plus résolus de ces revendications tout en sachant bien que leur réalisation conduit la société au seuil du socialisme. Mais c'est aussi la raison pour laquelle les revendications démocratiques deviennent mensongères quand on les sépare du programme socialiste car, en-dehors de lui, elles ne peuvent se matérialiser. Non seulement la démocratie bourgeoise n'est qu'une démocratie formelle cachant la réelle inégalité entre capitalistes et prolétaires, mais, à notre époque même, cette démocratie formelle ne peut exister qu'à de brefs intervalles, sous une forme anémiée et céder rapidement la place au bonapartisme ou à la dictature fasciste ou au socialisme.

Parler de liberté maintenant et se taire sur le seul moyen que nous avons de l'atteindre, la révolution prolétarienne, c'est répéter une phrase creuse, tromper les masses. Action en commun avec la démocratie petite-bourgeoise, souvent inévitable et plus encore désirable, ne peut jamais s'interdire de critiquer leurs programmes devant les masses et d'essayer de gagner le meilleur de leurs organisations. Le programme de presque tous les groupes clandestins, y compris les staliniens, comporte une revendication pour une Assemblée nationale unique élue au suffrage universel. Pour certains, c'est leur unique programme pour le lendemain de la chute de l'empire hitlérien. Dans la section française de la IVème Internationale, particulièrement en zone occupée, il s'est déroulé une discussion sur le mot d'ordre d'Assemblée nationale.

Les arguments en faveur de son adoption sont en général réduits à ceci : si nous sommes prêts à combattre pour les libertés démocratiques, comment pourrions-nous ne pas inscrire dans notre programme la revendication qui les couronne toutes, celles d'Assemblée nationale ? Ce raisonnement n'est pas juste. Nous combattons avec les masses, même pour les plus minimes libertés

démocratiques, parce que ce combat ouvre la voie à la révolution prolétarienne ; en même temps, nous expliquons que la révolution est la seule assurance contre le retour de l'oppression, de la dictature, du fascisme.

L'Assemblée nationale n'est nullement un moyen de couronner les revendications démocratiques. La substance de ces revendications ne peut exister qu'avec le développement des comités ouvriers et paysans. Si on la sépare de la question du pouvoir — bourgeois ou prolétarien —, le mot d'ordre d'Assemblée nationale aujourd'hui en Europe ne signifie qu'une forme vide, une coquille sans contenu révolutionnaire. Dans les conditions actuelles d'illégalité, ce mot d'ordre ne correspond à aucune expérience réelle des masses, alors que chaque groupe dissimule son programme politique différent derrière cette formule. Le mot d'ordre prend donc un caractère rituel et devient un simple élément du charlatanisme politique.

N'allons-nous pas passer par une étape « démocratique » après l'effondrement du pouvoir nazi ? C'est très vraisemblable. Mais il est aussi très vraisemblable que, pendant cette période, nous aurons déjà assisté à la formation de comités ouvriers, de soviets embryonnaires, transformant « l'étape démocratique » en une dualité de pouvoirs plus ou moins longue. Il est possible qu'alors le mot d'ordre d'assemblée constituante soit chargé d'un certain contenu révolutionnaire.

Le mouvement du général de Gaulle a officiellement déclaré, il y a quelques mois, qu'après la chute du nazisme le pouvoir passerait aux mains d'une assemblée unique élue par tous les Français de la façon la plus démocratique, mais, dans des articles et des conversations, les représentants gaullistes expliquent déjà qu'entre l'effondrement du régime nazi et la convocation de l'Assemblée nationale, il s'écoulera un interrègne nécessaire pour sauver le pays du chaos et pour rétablir l'ordre et que, pendant ce temps, la démocratie sera très limitée. On peut aisément imaginer ce que cela veut dire. Il est possible qu'alors le cri en faveur de la convocation immédiate de l'assemblée, corresponde à l'expérience réelle des masses et qu'il ait du coup un caractère agressif à l'égard du gouvernement provisoire. Cependant, c'est la musique de demain.

Terrorisme et sabotage

La critique des programmes petit-bourgeois et stalinien devrait être suivie évidemment d'une critique de leurs méthodes. L'oppression nazie a déjà soulevé en Europe de multiples formes de résistance : manifestations passives de tout genre, attentats sur la vie d'officiers allemands, élimination de « collabos », explosions, déraillement de trains, incendies, ralentissement de la production dans les usines, sabotage des machines, grèves, manifestations de rue, émeutes de la faim, guérilla — cette dernière devenant presque permanente dans les Balkans. La variété même de ces activités révèle la diversité des couches sociales entrainées dans ce mouvement. Les difficultés du moment présent, la participation de couches petites-bourgeoises et la politique délibérée du stalinisme ont soulevé une vague d'aventurisme.

Le terrorisme individuel est devenu commun sur tout le continent. Les staliniens en particulier ont combiné un opportunisme vulgairement chauvin dans leur programme avec un aventurisme stupide et criminel dans l'action. Le parti révolutionnaire ne peut que répéter les arguments classiques du marxisme contre le terrorisme individuel ; ils conservent toute leur validité aujourd'hui encore. Dans les discussions avec les ouvriers influencés par les staliniens, il nous faut avant tout insister sur le rapport étroit entre terrorisme et bureaucratisme. Le héros terroriste et le bureaucrate veulent l'un et l'autre agir pour les masses, à part d'elles. Le terrorisme et le bureaucratisme reflètent du mépris pour les masses incompétentes, qu'il faut tirer de leurs difficultés par des individus.

Nous le répétons : rien ne peut être gagné par des attentats individuels ; ils ne font que sacrifier inutilement des dévouements précieux et retarder l'action des masses. Bien entendu notre critique

n’est inspirée par aucune indignation morale. Il nous faut constamment souligner que nous sommes du côté des terroristes dans leur lutte contre les oppresseurs mais qu’en ce qui concerne le terrorisme, nous préférons des méthodes plus efficaces.

Certaines formes de sabotage qui résultent de l’action d’individus ou de petits groupes isolés ne peuvent qu’à peine se distinguer du terrorisme et ne sont souvent rien que des explosions de rage et de désespoir sans aucune efficacité réelle. Mais depuis l’invasion de la Tchécoslovaquie en 1939, les ouvriers tchèques ont entrepris de saboter la production à l’intérieur des usines. Cet exemple est maintenant suivi dans toute l’Europe

Le sabotage était un moyen de lutte dans la jeunesse du mouvement ouvrier, à une époque où le capitalisme devait imposer la discipline de l’usine moderne aux artisans ou aux masses paysannes. C’est alors qu’apparurent le mouvement « ca’canny » écossais, l’anarcho-syndicalisme en France, les IWW en Amérique. Ces mouvements ne représentaient qu’une brève tendance de passage dans la lutte de classes. Les travailleurs ont trouvé dans la grève une arme à la fois plus efficace et moins coûteuse.

L’oppression nazie a rendu les grèves extrêmement difficiles dans l’Europe d’aujourd’hui. Les travailleurs ont donc été obligés de recourir au sabotage, qui a avec la grève le même rapport que la guérilla avec la guerre régulière. Il n’est pas douteux que sur tout le continent les ouvriers ont souvent entrepris de ralentir la production et de porter atteinte à sa qualité sans attendre les invitations d’organisations illégales, démontrant ainsi que cette méthode n’a aujourd’hui rien d’artificiel et que son caractère « anormal » répond seulement à des conditions « anormales ».

Le parti révolutionnaire doit bien entendu travailler à étendre le sabotage dans les usines des pays occupés. Il s’agit avant tout d’y intéresser le gros des ouvriers de l’usine et de ne pas considérer qu’il s’agit d’un travail technique réservé à quelques « experts » isolés. C’est également important d’un point de vue pratique autant que politique. La répression est rendue infiniment plus difficile et la nature collective de la lutte aide à surmonter l’atomisation de la classe ouvrière qui a été provoquée par l’écrasement de ses organisations. Les premiers mois de l’occupation allemande ont été en général caractérisés par la disparition de la conscience collective, chacun pensant à son propre salut, par ses propres moyens. Cet état d’esprit a déjà été au moins partiellement surmonté, précisément par le mouvement de résistance nationale. Les révolutionnaires doivent toujours essayer de restituer aux ouvriers la conscience de leur puissance collective.

Les formes collectives que peut prendre le sabotage à l’intérieur des usines sont : le ralentissement de la production, la baisse de la qualité, l’usure rapide des machines. Partout où ils le peuvent, les révolutionnaires doivent provoquer la formation d’un comité à l’intérieur de l’usine — illégal, bien sûr — qui organise et supervise le travail de sabotage et la protection contre les mouchards. C’est ce sabotage collectif qui regroupe les ouvriers autour d’un but commun et contre lequel la répression est difficile, qui représente le plus grand danger pour Hitler. Le sabotage, quand il est conçu comme une aide directe à l’Union soviétique, n’exclut pas des actes isolés contre des points névralgiques de l’économie et de l’appareil militaire (centrales électriques, tunnels et ponts de chemins de fer, etc.). Mais tout ce qui peut être fait dans ce domaine demeure relativement limité. C’est seulement en revêtant un caractère de masse que le sabotage peut réellement menacer la machine de guerre allemande et il ne peut acquérir ce caractère que dans le centre de la force collective des ouvriers, sur leur lieu de travail.

« Mais, pourrait dire un stalinien, les intérêts de la défense de l’URSS ne justifient-ils pas le terrorisme individuel ? N’êtes-vous pas vous-mêmes pour la défense de l’URSS ? Les masses européennes sont engagées dans une guerre contre les nazis à l’arrière du front et, à la guerre, tout est bon ! Bien entendu les marxistes ont raison de s’opposer au terrorisme considéré comme un moyen d’“exciter”

les masses à la lutte, mais, maintenant, tuer des officiers allemands au revolver ou à la bombe est un simple acte de guerre ». Ce raisonnement, qui reflète la politique actuelle des staliniens dans les pays occupés, trahit une ignorance de l'art militaire aussi bien que de la politique révolutionnaire. C'est précisément dans une lutte sérieuse que toutes les méthodes ne sont pas bonnes. La tâche du chef militaire ou du militant révolutionnaire consiste à choisir les moyens qui mènent à la fin et à laisser de côté ceux qui sont stériles, voire nuisibles.

Le terrorisme, par sa nature même, garde toujours un caractère individuel. « Le terrorisme de masse », ce serait... la révolution. L'ensemble du terrorisme aujourd'hui est, tout compte fait, à peine une piqûre d'épingle pour Hitler mais de l'autre côté, dans le grand livre des comptes, le passif est énorme. Le sang des meilleurs de la classe ouvrière est versé sans compter. La disproportion entre les sacrifices et les résultats obtenus ne peut engendrer que passivité et désarroi. Il n'est pas facile de juger de loin, mais il semble que le mouvement de résistance ait subi un grave recul en Tchécoslovaquie après l'assassinat d'Heydrich[42].

Nous avons toujours maintenu que la défense de l'URSS est indissolublement liée à la lutte de classes du prolétariat international. Ce principe a des conséquences directes pour la défense de l'État ouvrier. Staline a sacrifié les intérêts révolutionnaires du prolétariat international pour des alliances avec les bourgeoisies impérialistes. Après les défaites successives du prolétariat européen provoquées par le stalinisme, la catastrophe était inévitable. Aujourd'hui Staline essaie de sauter par-dessus les conséquences de sa fatale politique en précipitant les ouvriers de l'Europe occupée dans l'aventure du terrorisme. Ainsi, non seulement il bloque l'avenir révolutionnaire mais il rend un mauvais service aux intérêts militaires de l'URSS.

Le sabotage de la production dans les usines peut produire des résultats infiniment plus importants que l'assassinat de quelques centaines ou même de quelques milliers d'officiers allemands ou de collabos. Éveillant l'initiative collective des ouvriers au lieu de la paralyser, le sabotage de la production peut atteindre des dimensions inaccessibles au terrorisme. En même temps, il accélère le regroupement de la classe ouvrière, reconstitue sa conscience collective et le prépare à entrer dans son avenir révolutionnaire. Les tout derniers mois ont révélé qu'Hitler lutte désespérément pour maintenir sa production d'armements. Le sabotage dans les usines constitue pour lui un danger mortel. Mais l'une des conditions les plus importantes pour sa diffusion est de tourner le dos au terrorisme individuel et à toutes les formes d'aventurisme. Même dans l'Europe d'aujourd'hui les exigences militaires immédiates et l'avenir révolutionnaire du prolétariat européen coïncident tout à fait. Il faut noter en outre que le terrorisme individuel constitue un obstacle à la fraternisation avec les soldats allemands. Il resserre les liens entre les soldats et les officiers au lieu de les briser. Les autorités militaires allemandes prennent les plus grandes précautions pour empêcher le contact entre les troupes et les habitants. Toute tentative de répandre de la propagande parmi les soldats allemands est punie avec une extrême sévérité, car elle constitue pour les généraux nazis un danger mortel. C'est aussi le chef du SD Reinhard Heydrich (1904-1942), qui fut tué. La répression fut féroce : massacre de tous les habitants du village de Lidice, 860 exécutions à Prague, 365 à Brno, exécution des communistes détenus, destruction de la direction clandestine et de la direction de rechange du PCT, etc.

Pourquoi les révolutionnaires ne peuvent jamais abandonner la tâche de fraternisation.

Les guérillas

En Europe centrale et orientale, les conditions géographiques et sociales ont permis l'apparition de guérillas. Elles sont apparues surtout dans les régions où la population est dispersée, où les voies

[42] Le 27 mai 1942, Jan Bubis, un jeune Tchèque parachuté de Londres avec un compatriote, réussit à jeter une bombe sous l'auto du *« Protecteur de Bohême-Moravie ».*

ferrées sont rares, où les communications sont difficiles. Ce sont principalement des mouvements paysans. Mais pas entièrement. Chaque fois qu'ils le peuvent, des groupes ouvriers rejoignent ces bandes. On a déjà relevé qu'en Tchécoslovaquie, des unités de guérillas ont été formées directement par les ouvriers. On rapporte que « les zones fortement boisées fournissent un refuge sûr à des centaines de saboteurs des mines et des usines métallurgiques et sidérurgiques de Kladno, aux organisateurs de la résistance passive et aux leaders des grévistes. Après un heurt récent entre la police nazie et des mineurs tchèques trouvés en possession de dynamite, les Allemands ont entrepris de chasser les réfugiés de ce territoire, mais les fugitifs, pleinement soutenus par la population, ont réussi à échapper aux gens de la Gestapo ». Dans diverses régions de la Pologne, les paysans ont formé des groupes de guérillas, qui bénéficient maintenant de l'aide des partisans soviétiques qui ont réussi à s'infiltrer dans les lignes nazies. Des groupes semblables agissent également en Ruthénie.

Mais c'est dans les Balkans que le mouvement a pris les plus importantes proportions et particulièrement dans la Yougoslavie d'hier. La Yougoslavie était un produit de Versailles, financièrement soutenue par la France en tant que bastion de son hégémonie en Europe. Le fait que le gouvernement de Belgrade régnait sur cinq nationalités différentes fut l'une des raisons de la rapidité de la victoire allemande. Le pays fut occupé par les Allemands et les Italiens. L'État yougoslave fut détruit. Sous le poids d'une répression sans précédent, les paysans ont commencé à se rassembler dans les montagnes pour résister. La guerre impérialiste a été suivie d'une lutte nationale, mi-révolte, mi-guerre contre les oppresseurs allemands et italiens aussi bien que contre les gouvernements mis sur pied à Belgrade et Zagreb. Cette lutte continue à travers bien des vicissitudes. Des groupes se dispersent mais pour se regrouper plus tard.

Les villages qui se révoltent trop tôt sont écrasés. Officiellement, on rapporte que plusieurs centaines de villages ont été rasés par les Allemands et les Italiens.

En outre, le mouvement est profondément divisé. On a peu d'informations et plutôt douteuses, néanmoins il est clair que des groupes différents opèrent séparément. Ils sont séparés par des différences nationales : Serbes, Slovènes, Bosniaques, Monténégrins, etc. Ils le sont aussi politiquement et socialement. Les Tchetniks, une organisation serbe sous le contrôle direct de Mihailovic[43], semblent être les plus réactionnaires. Ils s'opposent à tout changement social et ne pensent qu'à restaurer l'ancien régime. D'autres groupes ont mis sur pied des régimes « soviétiques » ou « communistes ». Quelle réalité derrière ces mots ? C'est bien difficile à dire. Il semble qu'ils soient composés de paysans ; des mineurs les ont rejoints et en constituent une proportion importante. En tout cas, les différences sont suffisamment grandes pour avoir provoqué des conflits armés et Mihkhailovic a entrepris de réprimer ces « communistes ».

Ainsi, dès que le poids de la répression s'allège quelque peu, la lutte nationale pose immédiatement la question sociale. L'exemple de la Yougoslavie montre, bien qu'à une échelle limitée, le caractère très instable du mouvement de résistance nationale en Europe aujourd'hui et comment il conduit directement à la lutte de classes. Bien entendu nous sommes entièrement du côté des groupes de paysans pauvres et d'ouvriers dans leurs conflits avec les groupes réactionnaires. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut abandonner le terrain de l'indépendance nationale. La critique de Mikhailovic et autres groupes conservateurs doit être faite sur la base de la libération du pays : la répression de Mikhailovic est un sabotage de la résistance ; pour soulever les paysans, il faut leur ouvrir une perspective sociale, etc. Cependant, des accords militaires temporaires entre les groupes révolutionnaires et Mikhailovic sont encore tout à fait possibles dans l'avenir.

---

[43] Les Tchetniks obéissaient au colonel Draja Mihaïlovic (1893-1946), ancien colonel de l'Armée royale qui se déclara chef de l'Armée de libération et dont le roi en exil fit son ministre de la Guerre. Il était généralement considéré à l'époque comme l'unique chef partisan, aidé notamment par les Soviétiques.

Le mouvement de résistance ne peut-il fusionner complètement avec la guerre impérialiste ? C'est possible et ce ne serait pas nouveau. Bien des guerres nationalistes se sont terminées en guerres impérialistes. Si le camp Anglo-

Américain ouvrait un second front dans les Balkans, le caractère national de la lutte disparaîtrait immédiatement. Mais c'est une possibilité de demain, pas la réalité d'aujourd'hui. A l'heure actuelle, la lutte dans les Balkans est un maillon dans l'ensemble du mouvement de résistance des peuples d'Europe au nazisme et revêt ainsi une grande importance. Les guérillas, par essence un mouvement surtout paysan, créent le très grand danger pour les États où des rapports semi-féodaux prévalent encore dans les campagnes (la Hongrie surtout, mais aussi la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie). La révolution dans l'Europe du centre et du Nord-est où le problème paysan n'a jamais été résolu, même à la manière bourgeoise, va engendrer de grandes révoltes paysannes et l'actuel mouvement de résistance est leur préparation directe.

Il y a quatre mois, le gouvernement hongrois a officiellement annoncé l'arrestation d'une centaine d'officiers de l'armée hongroise accusés d'avoir aidé les guérillas de Yougoslavie, de Pologne et d'URSS en leur faisant passer des armes et des informations. On peut mesurer l'importance de cet incident si on se souvient que la Hongrie est l'un des pays où le règne des seigneurs terriens sur les paysans est le plus brutal. La résistance en Yougoslavie a été un appel à la lutte dans les pays voisins. Les guérillas sont apparues en Grèce, Macédoine, Roumanie et Bulgarie. Même en Croatie, à laquelle Hitler a accordé formellement son indépendance, les paysans commencent à former des groupes pour la guérilla contre les Italiens. Il serait imprudent d'exagérer la conscience politique actuelle de ces mouvements ou de fonder des espoirs excessifs sur eux tant qu'ils n'ont pas trouvé une direction dans le prolétariat des villes. Mais nier leur importance pour la révolution et rester indifférent à leur égard serait une aveugle passivité.

De la résistance nationale à la révolution prolétarienne

Quel rôle exactement la revendication de libération nationale jouera-t-elle dans la préparation et le développement de la révolution européenne ? Seul l'historien futur pourra répondre avec précision à cette question et c'est à lui qu'il reviendra de mesurer définitivement la place occupée par la révolte nationale dans le grand torrent de haine, de colère, de désespoir et d'espoir qui entraîne les peuples d'Europe occupée vers la révolution. À nous il revient de donner une réponse pour l'action. Cette réponse est la suivante : le mot d'ordre de libération nationale a joué jusqu'à présent et continuera à jouer pendant quelque temps un rôle important dans le regroupement des masses, la fin de leur atomisation et leur rentrée dans la lutte politique. C'est plus que suffisant pour qu'il apparaisse sur notre drapeau.

Par quelles formes concrètes de lutte ce mouvement de résistance passera-t-il dans les différents pays européens ? Comment se connectera-t-il à la révolution prolétarienne ? La réponse à ces questions dépend du rapport des forces en conflit en particulier du déroulement de la guerre impérialiste. Si l'Allemagne conservait solidement le continent européen pendant plusieurs années, il serait difficile pour ce mouvement de s'élever au-dessus de son niveau politique actuel, encore primitif et qui menacerait de prendre un caractère national de plus en plus étroit. Mais la perspective d'une longue domination allemande sur l'Europe doit désormais apparaître de plus en plus illusoire même à Hitler lui-même.

La résistance des ouvriers et des kolkhoziens soviétiques montre de plus en plus clairement les limites de la machine militaire allemande. L'affaiblissement progressif de l'impérialisme allemand entraînera avec lui non seulement une multiplication quantitative des actions révolutionnaires à travers le continent, mais donnera à la lutte un caractère nouveau. Les attentats terroristes seront supplantés par l'action des masses

Au cours des dernières semaines, les premiers signes sont apparus d'une transformation. Athènes a vu une grève des travailleurs des transports qui a duré plusieurs jours. Les ouvriers des usines Renault à Paris, le cœur du prolétariat parisien, ont menacé à plusieurs reprises de se mettre en grève. Les mineurs belges du Borinage ont récemment lancé plusieurs mouvements de grève, rapporte-t-on, obtenu des autorités allemandes des libérations d'otages en menaçant d'une grève générale des mineurs. Surtout le grand mouvement des travailleurs français en zone non-occupée a soulevé de larges masses.

Ce sont les premiers signes de profonds changements dans la situation. Ses principales causes sont l'affaiblissement de l'oppresseur allemand et la renaissance d'une conscience collective des masses. Le renouveau de l'activité des masses fera reculer la vague de terrorisme individuel en donnant chaque jour plus de réalité à la perspective de la révolution. Des mutineries auraient éclaté dans les troupes allemandes de Norvège et dans l'armée italienne. Il est difficile de mesurer la part de vérité dans cette information. Elle est cependant au moins plausible et, si elle est prématurée, c'est l'avenir qui lui confèrera la vérité. Les mutineries conduiront directement à la fraternisation des soldats allemands avec les peuples opprimés. La lutte contre l'oppression commune unira les masses autour du programme des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

La revendication de libération nationale et la participation au mouvement actuel de résistance n'impliquent nullement que nous devrions attendre de nouvelles révolutions bourgeoises ou quelque révolution de type spécial qui ne serait ni bourgeoise ni prolétarienne mais « nationale », « populaire » ou « démocratique ». Toute grande révolution est « nationale » au sens où elle entraîne avec elle la grande majorité de la population et le caractère « démocratique » et « populaire » de toute révolution digne de ce nom est visible au premier coup d'œil. Mais on ne peut transformer cette description sociologique essentiellement superficielle, en un programme politique sans abandonner le terrain du marxisme. Toutes deux, la révolution française de 1789 et la révolution russe de 1917 étaient nationales, populaires et démocratiques, mais la première consolida le règne de la propriété privée et l'autre y a mis fin. C'est pourquoi, l'une était bourgeoise et l'autre prolétarienne. Quant à la révolution européenne qui vient, son caractère prolétarien sera apparent dès ses premiers pas.

Mais ne va-t'on pas traverser une période de transition après la chute de l'empire hitlérien ? À ceux qui posent la question, nous devons répondre par une autre : une transition de quoi à quoi ? Une transition de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne ? ou une transition entre la dictature nazie et la dictature du prolétariat ? Ce sont deux choses très différentes. Naturellement la révolution prolétarienne traversera bien des vicissitudes et des pauses et même des retraites temporaires. Mais la première chose à comprendre, c'est qu'elle sera une révolution prolétarienne luttant avec la contre-révolution bourgeoise.

Une étape « démocratique », c'est-à-dire un renouveau de parlementarisme bourgeois est-elle possible après l'effondrement du nazisme ? Ce n'est pas exclu. Mais un tel régime ne serait pas alors le fruit d'une révolution bourgeoise et d'une « révolution démocratique sans classe » ; ce serait un produit temporaire et instable d'une révolution prolétarienne inachevée et ayant encore à régler ses comptes avec la contre-révolution bourgeoise. Celui qui ne comprend pas cette dialectique n'a rien à offrir aux masses européennes.

La situation actuelle des pays occupés est encore profondément réactionnaire. La tâche des socialistes révolutionnaires est encore le travail de propagande, le rassemblement, la formation des cadres. C'est notre devoir de montrer partout et toujours la nécessité de l'action organisée des masses.

À toutes les formes d'aventurisme qui fleurissent aujourd'hui, nous devons opposer l'organisation de la violence révolutionnaire. Face à toute action soigneusement organisée, à grande ou petite échelle, les nazis seront déconcertés. Ils n'ont contre la révolution « aucune arme secrète ». Ils n'ont vaincu en

Allemagne qu'à cause de l'incapacité des dirigeants ouvriers et n'ont jamais su affronter de réelles actions des masses. Quand celles-ci se multiplieront, les nazis ne sauront répondre que par ce mélange de violence et d'imbécilité qui caractérise tous les régimes condamnés par l'histoire.

10. France : baromètre tempête[44]

Marc Loris, Octobre 1941

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale.
La France sous Hitler et Pétain. (cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)
CLT, numéro 65, mars 1999

De toute évidence, la vie politique française est entrée dans une nouvelle phase. Le gouvernement Pétain a abandonné l'espoir de rassembler le pays autour de lui par son paternalisme bienveillant ; il essaie maintenant d'une main tremblante de faire claquer son fouet. Le caractère bonapartiste de ce gouvernement a été notablement accentué dans la dernière période. Dans son discours du 12 août, Pétain a reconnu que tout le pays était contre lui et qu'avec les baïonnettes allemandes, le seul soutien du régime était la police. Son régime repose sur une base si mince qu'il est secoué par les plus minimes changements.

En prenant le pouvoir, Pétain a prétendu qu'il mettrait fin à la traditionnelle instabilité du régime parlementaire français. En fait, jamais l'appareil gouvernemental n'a eu à subir tant de cahots qu'aujourd'hui. Toute l'administration, y compris la police, est régulièrement épurée. « Qui n'est pas avec moi est contre moi », a proclamé Pétain. Pour consolider la structure croulante de son régime, Pétain exige un serment de fidélité de ses collaborateurs. Il essaie maintenant de se créer une base de masse avec la Légion française[45]. Il a déjà essayé de réaliser cette même tâche il y a quelques mois avec l'Assemblée nationale. L'organisation de cette entreprise est maintenant arrêtée. La nouvelle tentative aura certainement le même succès.

Plus Pétain est isolé du pays par la méfiance et la haine, plus il est obligé de se lier lui-même par de nouvelles chaînes au char du conquérant. Il a promis à Hitler « une collaboration loyale » et l'essentiel de sa collaboration consiste à écraser son propre peuple par une répression toujours plus sévère.

Le rôle de la terreur individuelle

C'est dans cette atmosphère qu'a retenti le coup de revolver tiré contre Laval[46]. Cet attentat ne relève évidemment pas du hasard et les motifs de l'assassin ont rarement été plus clairs. C'est toute la petite bourgeoisie française, écrasée par la misère, étranglée par la répression, offensée dans son patriotisme, qui a appuyé sur la gâchette pour affirmer sa rancœur. Cet attentat contre Laval nous

---

[44] *« France : First Signs of the Storm », Fourth International*, octobre1941, pp. 179182.

[45] La Légion française des combattants, vite devenue la Légion française des combattants et des Volontaires de la Révolution nationale était en quelque sorte le *« parti »* (unique) du Maréchal. Son service d'ordre (SOL) devint la Milice de sinistre mémoire.

[46] Pierre Laval (1883-1945) fut aux commandes avec Pétain de juillet à décembre 1940, puis à partir de décembre 1942. Le 26 août 1941, il s'était rendu à la caserne de Versailles pour assister la cérémonie du départ pour le front russe du premier contingent de volontaires français dans la LVF (Légion des Volontaires français contre le bolchevisme). Un des jeunes engagés, anti collabo, du nom de Paul Collette, agissant seul, tira sur lui cinq balles de révolver à bout portant.

permet de mesurer la tension grandissante des antagonismes qui s'accumulent en France — et dans toute l'Europe.

Dans le duel entre les oppresseurs et les terroristes, nous sommes évidemment du côté de ceux qui n'hésitent pas à sacrifier leur vie pour la liberté mais cela ne signifie pas que nous approuvions leurs méthodes. Il s'en faut. La terreur individuelle est l'arme spécifique de la petite-bourgeoisie quand elle est acculée. Ce n'est pas nouveau. On en a déjà eu une longue expérience dans nombre de pays. Les marxistes ont eu souvent l'occasion de critiquer la tactique de la « terreur individuelle » — bien entendu pas au nom de la moralité mais du point de vue de l'efficacité révolutionnaire. Il ne s'agit pas de « vengeance » mais de trouver la meilleure méthode de lutte. Pour un Laval assassiné, il se présentera des dizaines d'autres collaborateurs zélés. Pour un seul officier allemand assassiné, il viendra une centaine d'autres, plus hautains encore et brutaux. Quant à l'effet des attentats individuels sur les masses, s'il en a, on peut dire que c'est de les jeter dans la passivité. Si le salut peut venir de quelques héros qui vengent nos misères et nous libèrent de l'oppresseur au moyen d'un revolver, à quoi sert de s'organiser et de préparer la lutte ? Si on peut compter sur un « sauveur », pourquoi perdre du temps à former un parti révolutionnaire ?

Stériles en eux-mêmes, les attentats individuels sont néanmoins des signes manifestes de la profonde crise qui mûrit en France et dans toute l'Europe. L'« Ordre nouveau » d'Hitler ne peut apporter au peuple que misère et oppression. Dans leur argot, les soldats allemands utilisent le mot « organiser » avec le sens de piller. S'ils ont volé un poulet ou un rouleau de beurre, ils disent qu'ils se sont « organisés ». Ils ont très bien saisi ce que signifient toutes les grandes phrases d'Hitler sur l'« organisation » de l'Europe : la concentration de toutes les ressources dans les mains de l'impérialisme allemand pour la poursuite de son travail de conquête. Les peuples opprimés et dépouillés grondent dans leur révolte.

L'effet de la lutte soviétique

À cette cause générale de la crise s'ajoute maintenant la guerre contre l'URSS. C'est là qu'il faut voir la source de la vague de sabotage qui a tout d'un coup balayé la France. Dans quelle mesure les actes de sabotage sont-ils le produit d'une action organisée concertée ? C'est difficile à dire. Il apparaît que les staliniens ont conservé une capacité d'organisation tout à fait considérable, mais en même temps, l'ampleur du mouvement de sabotage et la variété de ses formes montrent qu'il a manifestement dépassé les noyaux illégaux d'un parti organisé. Dans cette vague de sabotage qui cherche à paralyser la machine militaire allemande, nous soutenons sans réserve l'initiative des masses qui sert les intérêts de la défense de l'URSS aussi bien que de leur propre libération. Les staliniens participent-ils aux attentats individuels avec leurs cadres responsables ? C'est difficile à dire, mais il semble qu'ils n'y soient pas étrangers. La presse américaine a annoncé que, dans un tract, les staliniens menaçaient d'exterminer dix Allemands pour chacun d'entre eux qui serait condamné et exécuté. L'attentat contre Marcel Gitton[47], un vieux dirigeant stalinien, passé au fascisme au début de la guerre entre la France et l'Allemagne, renforce l'hypothèse de la participation des staliniens à la lutte terroriste. Il n'est évidemment pas exclu que Gitton ait été assassiné à la suite de conflits internes dans le camp fasciste mais, dans la situation actuelle, l'autre possibilité, celle d'une action des staliniens, est infiniment plus probable[48]. Il n'y a là rien d'étonnant. Les staliniens ne sont retenus par aucun principe marxiste ; depuis très longtemps, ces choses-là ne comptent pas pour eux. Par ailleurs bureaucratisme et terrorisme individuel vont de pair. L'un et l'autre ont leur origine dans le manque de confiance en des

[47] Marcel Giroux, dit Gitton (1903-1941), ouvrier du bâtiment, député et secrétaire à l'organisation avait fait défection en novembre 1939 et désavoué *"le Pacte".*

[48] Effectivement, Gitton avait été descendu par le groupe Valmy, sous la direction du PC.

masses supposées « incapables », que l'individu doit sortir de leurs difficultés. Nous le répétons : rien ne peut être réalisé par des attentats individuels. Ces derniers sacrifient inutilement le précieux dévouement des masses et paralyse leur action.[49]

La tempête approche

L'impérialisme allemand a encore, bien entendu, de grandes réserves de force et il serait illusoire de compter sur la proximité de sa chute. Mais, dans les dernières semaines, la situation s'est manifestement aggravée. Il semble qu'Hitler ne puisse terminer son aventure à l'Est avant l'hiver. Cela signifie d'énormes dépenses de forces dans les prochains mois, une perte de prestige en Allemagne même. Les généraux allemands vont mettre les pays à sac avec plus de fureur encore. Mais si les premières ripostes — attentats ou sabotages — sont réprimées dans le sang et écrasées pour un temps, elles redoubleront bientôt de force et sous des formes plus efficaces. La résistance de l'adversaire aura été atteinte. Après bien des assauts, l'explosion est inévitable.
C'est une terrible tempête qui se dirige vers l'Europe. Ce que nous sentons maintenant, ce sont les premières rafales de vent. Toutes les nations sont secouées jusqu'à leurs fondations. Les classes dirigeantes sont discréditées. Bien sûr, les tourbillons nationalistes ne manquent pas dans les masses petites-bourgeoises qui ont perdu leur équilibre, mais le pouvoir ira à ceux qui savent clairement ce qu'ils veulent. Et nous le savons : la fin de tout le système capitaliste, le pouvoir aux ouvriers, la révolution socialiste.

Notre arme à nous, c'est un parti révolutionnaire courageux. Tous nos efforts, nos soins constants doivent être consacrés à la préparation de cette arme. Il faut concentrer toute notre volonté sur son rôle pour préparer les organisations qui pourront demain mener la lutte jusqu'au bout.

[49] Au même moment en Europe, l'appareil stalinien lançait une grande offensive pour convaincre ses militants de multiplier les attentats individuels contre les militaires occupants. Il devait assez bien réussir en France à surmonter les résistances, mais se heurta en Belgique à celle du Bulgare Angelov, chef de la MOI, qui se refusait à prendre le risque de tuer un communiste allemand.

11. Mésaventures politiques de la bourgeoisie française[50]

Marc Loris, Décembre 1943

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale.
La France sous Hitler et Pétain.
(cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)
CLT, numéro 65, mars 1999

La défaite militaire de la France a été suivie d'un développement politique notablement différent de celui des autres pays envahis par l'impérialisme allemand. Alors que les gouvernements hollandais et norvégiens transportaient simplement leur mobilier de La Haye et Oslo à Londres, le gouvernement français s'effondra, son essai de se rendre en Afrique du Nord pour continuer la guerre échoua et il céda la place à un nouveau régime.

Le gouvernement de Vichy

Dans les autres pays occupés par les Allemands, les places occupées par les gouvernements émigrés à Londres furent prises soit par des satrapes hitlériens ou des aventuriers politiques du pays — les Quisling et Mussert. Autour de ces derniers se rassemblèrent tous ceux qui espéraient tirer profit de la victoire allemande. Cependant les Quisling n'ont jamais pu prétendre à représenter plus qu'une minorité des classes possédantes et devinrent de simples Gauleiter.

En France, en juillet 1940, les députés et les sénateurs, gardiens sacrés de la IIIe République, remirent le pouvoir aux mains de Pétain-Weygand-Laval, à Vichy. La nouvelle bande était un instrument politique, non d'une minorité mais de la grande majorité des classes possédantes de France. Ayant perdu tout espoir d'une victoire anglaise et ne pensant à rien de plus qu'à sauver ce qu'elle pouvait par la « collaboration », la bourgeoisie abandonna la lutte contre l'impérialisme allemand. L'instrument de cette politique fut le gouvernement de Vichy. Les aventuriers fascistes comme Doriot et autres ne reçurent pas le pouvoir, à la différence de Quisling, mais furent réduits à un rôle subalterne : dans les mains des chefs allemands, ils devinrent un moyen de pression auxiliaire sur Vichy.

La cause de ce développement spécial en France doit avant tout être cherchée dans son histoire politique pendant les années d'avant-guerre. Février 1934 avait marqué la rupture de la stabilité politique en France, la polarisation du pays entre deux camps opposés et annoncé la fin du régime démocratique. L'offensive révolutionnaire de 1936 fut incapable d'obtenir une conclusion victorieuse, du fait de l'échec de la direction ouvrière (Blum, Jouhaux, Thorez). Après la défaite du tournant à gauche, le centre de gravité politique commença à se déplacer peu à peu vers la droite. Daladier, la veille encore héros du Front populaire, gouvernait de plus en plus par décrets-lois. On avait évité la crise révolutionnaire, mais aucun problème fondamental n'était résolu. Chaque classe de la société était dressée contre les autres.

Expliquée en grande partie par ces développements politiques, la débâcle militaire ébranla la bourgeoisie française qui était encore toute tremblante de la crise révolutionnaire et ne se préoccupait que de consolider une fois de plus son emprise sur le pays. Il apparaît dès lors clairement que, du point de vue de l'impérialisme français, la décision juste aurait été de continuer la guerre contre l'Allemagne en juillet 1940 d'Alger ou de Londres, avec toutes les ressources de ses colonies et sa Flotte intacte.

[50] *« Political Misadventures of the French Bourgeoisie », Fourth International*, janvier 1943, pp. 83-88.

Cependant l'erreur des gens de Vichy ne fut pas seulement une erreur technique d'appréciation des forces militaires en présence, mais fut déterminée par une nécessité politique bien plus profonde.

Pour pouvoir continuer la lutte, la bourgeoisie française aurait eu besoin de confiance en soi et d'une cohésion politique bien au-delà de ses forces. À peine sortie de la crise révolutionnaire, politiquement divisée, sans perspectives du lendemain, elle vit dans une entente avec Hitler la décision la plus sûre pour le moment. Ainsi naquit le régime de Vichy, qu'on ne peut attribuer ni à une erreur de calcul ni à une « trahison » comme beaucoup voudraient nous le faire croire. Vichy elle-même comprit ce déterminisme mieux que tous les bavards de gauche, staliniens compris, qui criaient à la trahison. Un appel gouvernemental de juillet 1940 expliquait l'évolution politique du gouvernement Daladier de la démocratie parlementaire au semi-bonapartisme.

« Tout signalait de façon criante l'impuissance du régime qui ne pouvait se maintenir qu'en se reniant à travers ses décrets-lois. Ainsi faisait-il son chemin, à chaque pas, vers une révolution politique que la guerre et la défaite n'ont fait que hâter ».

Après la défaite de l'offensive révolutionnaire, l'impuissance des démocrates menait inéluctablement au bonapartisme. La défaite militaire accéléra le processus et donna, bien entendu, quelques traits spécifiques au nouveau régime.

Le gaullisme

Alors que tout semblait perdu sur le champ de bataille, un jeune général, Charles de Gaulle, jusque-là totalement inconnu en dehors des milieux militaires, diffusa de Londres un appel à continuer la guerre. Il n'eut aucun écho dans les milieux dirigeants, à droite comme à gauche et, au début, semble-t-il, ne fit que peu d'impression sur les larges couches de la population. Autour de lui se rassemblèrent quelques militaires de carrière, généralement officiers du rang, et des administrateurs coloniaux, généralement des colonies les plus pauvres et les plus éloignées de la métropole. La médiocre réception qu'eut de Gaulle au début suffit à elle seule à réfuter la thèse selon laquelle Vichy était le résultat du complot de quelques traîtres et non le produit de courants politiques profonds.

Le mouvement gaulliste prétendit au départ être indifférent à la politique, son but unique étant de continuer la guerre du côté anglais. De Gaulle, dit-on, avait des sympathies royalistes, mais ce fait ne joua aucun rôle dans le développement de ce mouvement, d'autant plus à partir du moment où les dirigeants royalistes français se rallièrent à la politique de collaboration avec l'Allemagne. Les chefs gaullistes étaient avant tout des militaires, avec le mépris de « la politique » habituel chez les gens de leur caste. C'était là l'unique coloration politique à l'origine du mouvement gaulliste.

Mais bientôt survint un changement. Vichy n'était pas seulement un mouvement de collaboration avec l'Allemagne, mais aussi un gouvernement de réaction politique. Les libertés démocratiques furent supprimées. Comme il arrive souvent dans un conflit, la position prise par un des adversaires détermine souvent celle que doit prendre l'autre. Vichy combina le collaborationnisme pro-allemand et la politique dictatoriale. Le mouvement gaulliste, champion de la lutte patriotique antiallemande eut bientôt à s'opposer à Vichy sur le terrain de la politique intérieure également.

Cette évolution fut grandement accélérée par le mouvement de résistance en France proprement dite, auquel le poids de l'oppression nazie donna naissance, après des mois de découragement et d'apathie. Ce mouvement, du fait de la difficulté des circonstances et aussi d'une politique délibérée des staliniens, resta à un niveau politique plutôt bas, car le fait que l'oppression avait sa source dans une puissance étrangère rendait facile pour les staliniens et les groupes petits-bourgeois de l'orienter dans les canaux du nationalisme. Néanmoins le soutien à ce mouvement provint essentiellement des masses ouvrières et plus de celles des villes. On peut dire que le gros des forces qui soutinrent la résistance est le même qui a soutenu le Front populaire avec en plus certains cercles de jeunes

bourgeois et de cadres moyens de l'Armée. À strictement parler, l'organisation gaulliste est plutôt limitée, mais sa popularité s'étend bien au-delà de ses frontières. Voici par exemple l'histoire d'une manifestation à Lorient le 24 octobre 1942 lors du départ forcé de travailleurs en Allemagne :

« Le train arriva à l'heure. Les ouvriers se mirent en cortège et marchèrent vers la gare escortée par une foule immense. D'importantes forces françaises et allemandes gardaient les abords de la gare. À l'extérieur, une foule en colère et remuante se pressait de façon si dense que la police elle-même estima son nombre à 15 000. Il y eut des coups de poing sur le quai de la gare où doriotistes et collabo locaux s'étaient rassemblés. Les ouvriers chantaient La Marseillaise et L'Internationale, et la foule au-dehors se joignait à ce chœur. Ils criaient "Vive de Gaulle", "A bas Pétain" et "Laval au poteau" ».

Il n'y a aucun doute que cette foule, avec quelques-uns de plus, était celle des manifestations de 1934-36. Cette combinaison des aspects national et social du mouvement de résistance, qui est l'un des côtés négatifs mais aussi positifs pour le développement révolutionnaire à venir, est renforcée par la collaboration économique de la bourgeoisie avec l'Allemagne. On peut en mesurer l'étendue par un tableau publié dans la presse allemande à la fin de 1942. Les commandes des impérialistes allemands aux industriels français atteignaient à cette date plus de 10 milliards de marks soit 200 milliards de francs.

En dernier lieu, mais très important, il ne faut pas oublier la traditionnelle division de la vie politique française entre Droite et Gauche. Les origines en remontent à la grande révolution française qui fut en réalité menée à la victoire par les couches d'artisans les plus pauvres, malgré les hésitations de la craintive bourgeoisie riche. Naturellement l'apparition d'un prolétariat industriel et de partis ouvriers a réduit l'importance de cette division. Elle continue néanmoins comme tradition dans la vie politique française et joue son rôle dans certaines limites. En s'opposant à Vichy, de Gaulle est devenu en un certain sens, indépendamment de sa propre volonté, une figure de la « Gauche ». Dans les territoires qu'il contrôle, il maintient en vigueur les lois de la République et accorde à la Syrie et au Liban une indépendance formelle que Blum lui-même a été incapable de réaliser.

L'accord de Washington avec Darlan

Quand les troupes américaines ont débarqué en Afrique du Nord, Washington a placé au pouvoir l'un des représentants de Vichy les plus compromis, l'héritier de Pétain, l'amiral Darlan. Nous avions déjà eu l'occasion de discuter les raisons de cet acte dans cette revue. Il a révélé le creux de toutes les phrases démocratiques avec lesquelles les Anglo-Américains tentent de se couvrir et il a porté un rude coup à ceux dont la fonction consiste à déguiser la guerre actuelle en lutte pour la liberté.

Le lendemain du débarquement en Afrique du Nord, le secrétaire Hull s'est empressé de répondre aux nombreuses critiques de la politique américaine de conciliation avec Vichy. Il a expliqué que cette politique n'était pas inspirée « par une sympathie quelconque à l'égard des dirigeants de Vichy », mais seulement comme un moyen d'obtenir des informations et de préparer l'occupation de l'Afrique du Nord. Pour répondre à ces critiques, il a présenté la politique américaine comme plus machiavélique qu'elle n'est en réalité. En fait, le service diplomatique américain ne s'est pas plus abstenu que tout autre de se procurer toute l'information nécessaire. Néanmoins, si Roosevelt a envoyé à Vichy l'amiral Leahy[51], ce n'était pas pour espionner mais pour des raisons profondément politiques : il savait que Pétain représentait la bourgeoisie française beaucoup plus que de Gaulle. L'accord avec Darlan s'est fait selon la même ligne. Darlan assurait la continuité du pouvoir politique de la bourgeoisie mieux que le « rebelle » de Gaulle, qui avait rompu la discipline de l'armée. La collaboration des gaullistes avec les staliniens en France ne pouvait qu'ajouter aux appréhensions de Washington.

---

[51] William D. Leahy (1875-1959), amiral, ambassadeur en France en 1941, où il avait de bons rapports avec Pétain, puis à l'état-major de Roosevelt.

Toutes les informations d'Europe depuis novembre indiquent que les répercussions de l'accord avec Darlan ont été profondes sur tout le continent et que les illusions sur les Nations unies, et avant tout les Etats-Unis, sont bien atteintes. Une des indications les plus récentes en est une déclaration faite à Londres le 1er février par René Massigli[52], un ancien haut fonctionnaire de la IIIe République, qui vient juste de s'évader de France pour rejoindre de Gaulle :

« Le peuple français a d'abord considéré l'arrivée au pouvoir de l'amiral comme une farce, puis a manifesté son anxiété quand son influence grandissait et a assisté à sa "disparition" maintenant avec un immense soulagement ».

Cette disparition était son assassinat, que Roosevelt s'était hâté de condamner comme un « meurtre au premier degré ». On peut facilement imaginer que le peuple français avait une autre opinion sur la fin d'un de ses bourreaux.

Les circonstances de l'assassinat sont maintenant suffisamment claires, à travers le peu d'information que le censeur a laissé filtrer, et également à travers ce qu'il a dissimulé. Dans le désordre des premières heures qui ont suivi l'assassinat, Washington, comme on pouvait s'y attendre a élaboré une théorie qu'il s'agissait d'un acte commis par les nazis, mais cela s'est révélé si insoutenable qu'elle a dû abandonner

On peut reconstituer le drame avec les informations dont on dispose maintenant. Dans la préparation de leur débarquement en Afrique du Nord, les Américains étaient aidés par quelques Français d'Afrique du Nord. Ils appartenaient en général à la petite bourgeoisie patriote et démocrate : officiers subalternes, étudiants, etc. Il semble qu'il y avait avec eux un groupe qui s'est emparé de l'amiral Darlan à Alger le 8 novembre et l'a livré aux Américains qui venaient juste de débarquer. Les Américains n'ont pas perdu de temps pour le restaurer dans ses pouvoirs anciens, en l'investissant de la mission sacrée de « libérer » la France. On peut imaginer la colère de ces jeunes gens qui avaient risqué leur vie en croyant qu'ils renversaient Darlan. Le petit bourgeois en colère est prêt à prendre un revolver. Darlan[53] a été tué par un de ces jeunes, qui, sans perspective révolutionnaire, n'a vu d'autre solution à l'accord Darlan que l'attentat individuel pour sortir de l'impasse.

Perspectives

La place de Darlan a été prise par Giraud, un général qui se tenait jusqu'alors à l'écart de la politique mais qui est connu pour ses sentiments de droite[54].

Les avis de Darlan ont été suivis même après sa mort. Ainsi Peyrouton[55], ancien ministre de l'Intérieur de Vichy qui a introduit en France le système policier, vient d'être désigné pour être le nouveau gouverneur de l'Algérie.

Comme nous l'a appris le New York Times du 31 janvier, tôt « en décembre, Darlan avait proposé que Peyrouton soit nommé » et, à Casablanca, Roosevelt approuva le choix de l'amiral défunt. Il est facile

---

52 René Massigli, diplomate français rappelé d'Ankara par Vichy, se rallia finalement à de Gaulle qu'il rejoignit en 1943.

53 Fernand Bonnier de la Chapelle (1922-1943), jeune des Chantiers de Jeunesse, influencé par les milieux monarchistes d'Alger et l'aumônier Cordier, assassina l'amiral Darlan le 24 décembre 1943 à Alger, fut condamné le 25 et exécuté le 26.

54 En réalité, Henri Giraud (1879-1949), général français, prisonnier de guerre évadé, était devenu l'instrument de la tentative de Roosevelt d'écarter de Gaulle. Après son évasion, il était resté quelque temps en France, puis fut transféré en Algérie par les soins des services américains.

55 Marcel Peyrouton (1888- 1983), politicien français, ministre de l'Intérieur de Pétain, puis ambassadeur en Argentine, rappelé à la demande de Darlan qui en fait le gouverneur général de l'Algérie, a été l'homme de Giraud et des Américains.

d'imaginer les conséquences de cette politique. Les dépêches d'Afrique du Nord nous ont informés de l'apathie politique qui règne dans la population. Un câble daté du 27 janvier disait :

« En ce qui concerne les masses européennes, la lune de miel est terminée avec les Américains. Ceux qui gardent une foi persistante en l'Amérique comme champion des opprimés, disent que les Etats-Unis doivent redresser la situation "avant qu'il soit trop tard". La méfiance naît surtout de ces "nouveaux collaborateurs", les officiels de Vichy avec les officiers américains, alors qu'ils étaient il y a peu pro-Vichy et pro-Allemands. »

Le principal argument de Washington pour justifier sa politique était qu'en Algérie la population était à 90 % pour Pétain. C'est sans aucun doute vrai pour le milieu où M. Murphy[56] et le général Eisenhower se déplacent. La réponse à cette prétention impudente est simple : nous proposons de convoquer immédiatement une élection générale. « Si vous avez raison, vous n'avez rien à perdre ».

Bien entendu cela exigerait une fermeté politique bien au-delà des forces du mouvement gaulliste. Sa solidarité fondamentale avec Washington et Londres sur la question de la guerre l'empêche absolument d'avoir assez de courage et d'initiative pour entreprendre une telle campagne.

Il est intéressant d'examiner les arguments de de Gaulle dans sa controverse avec Washington. Ils nous permettront de mieux comprendre le caractère de ce mouvement. Dans un appel à la radio du 8 décembre, de Gaulle disait en parlant de Darlan et de ses compères :

« La nation ne permettra pas que ces hommes, ayant perdu une guerre étrangère et se sentant condamnés, se sauvent en créant les conditions d'où sortirait la guerre civile ».

Ainsi, selon le général, l'accord avec Darlan est dangereux parce qu'il révèle les antagonismes de classe. Depuis, plusieurs porte-parole du mouvement gaulliste ont souligné que la politique de Washington en Afrique du Nord accroît le danger du communisme en France, contre lequel le mouvement gaulliste est une bien meilleure garantie que Darlan ou Giraud.

Ces déclarations nous montrent que de Gaulle, hier ignorant en politique, a très rapidement su s'approprier tous les vieux arguments des conciliateurs démocrates qui se présentent toujours comme une meilleure protection que les réactionnaires contre la révolution. Il nous faut reconnaître que, pour le moment, il y a une bonne dose de vérité dans les déclarations de de Gaulle et ses amis. Si de Gaulle avait rejoint Darlan ou même Giraud, le mouvement de résistance en France métropolitaine aurait commencé un grand transfert à gauche. En refusant la conciliation, de Gaulle conserve une popularité qui peut se révéler bien plus utile pour l'ordre bourgeois dans l'avenir.

Des estimations politiques concrètes sont d'autant plus difficiles que la France est aujourd'hui muselée. Les Français ne constituent en Afrique du Nord qu'une minorité infime avec une vaste population arabe. Les gaullistes sont quelques milliers d'émigrés. Dans ces circonstances, le rôle des individus peut être particulièrement important. Ainsi la division des deux mouvements reflète incontestablement, dans une certaine mesure, la rivalité entre deux généraux : de Gaulle a pris une décision importante quand la situation était plus grave que maintenant et il a bien l'intention de ne pas en laisser les fruits à des pénitents de la onzième heure. Il serait cependant léger de n'y voir qu'une affaire personnelle.

De Gaulle ne veut pas se couper du mouvement de résistance en France métropolitaine, et, d'une certaine manière, il s'appuie sur lui. Un de ses objectifs, ce faisant, est d'empêcher ce mouvement d'aller plus à gauche. Giraud et derrière lui Washington craignent ce mouvement et préfèrent n'avoir pas de contact avec lui. Il est intéressant de noter que Giraud n'a pas encore adressé un seul appel au

---

[56] Robert D. Murphy (1894-1978), diplomate américain, chargé d'affaires à Vichy puis représentant spécial en AFN, il y prépare le débarquement.

peuple de France. Probablement ne sait-il pas s'il doit s'adresser à la bande de Vichy ou à ceux qu'elle persécute ! L'invasion américaine de l'Afrique du Nord marque la fin du régime né à Vichy en 1940. Il pouvait maintenir une existence précaire avec l'Allemagne seulement parce qu'il contrôlait les colonies, hors d'atteinte d'Hitler. Naturellement il manœuvrait dans des limites étroites. Mais le débarquement américain les a réduites à presque rien. Laval n'est plus guère qu'un employé de l'administration allemande.

Les développements militaires conduisent à un rythme plus ou moins rapide à la défaite allemande. Une fois de plus la bourgeoisie française va se tourner vers l'Amérique. Giraud représente, bien plus que de Gaulle, l'axe autour duquel se fera le regroupement politique de la bourgeoisie française. Même sans tenir compte de la déclaration de Roosevelt que le peuple français décidera lui-même de son avenir, Washington ne pouvait manquer de faire donner à Giraud et aux proconsuls qui l'entourent des garanties pour l'avenir. C'est une trouble époque qui arrive et il est sage de conclure d'avance des arrangements !

Si de Gaulle est maintenant mis de côté, cela ne signifie pas que son rôle politique soit terminé. Après l'effondrement de l'empire hitlérien, l'impérialisme anglo-américain trouvera des masses françaises enragées par la pauvreté et l'oppression, et pas du tout disposées à se mettre au travail pour de nouveaux maîtres. Si ça ne marche pas avec Giraud, alors l'impérialisme devra essayer de Gaulle ? Mais la question est de savoir si une ouverture même la plus à gauche peut sauver cet ordre pourri.

12. Le conflit entre de Gaulle et Giraud[57]

Marc Loris, Juillet 1943

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale.
La France sous Hitler et Pétain. (cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)
CLT, numéro 65, mars 1999

Il faut suivre de très près les événements d'Alger. Nous assistons là à un regroupement politique de la bourgeoisie française. Les difficultés qui apparaissent dans ce processus nous enseignent beaucoup sur l'avenir de l'Europe. Écrasée militairement en juin 1940, la bourgeoisie française, sous la direction du gouvernement Pétain, s'est engagée dans la voie de la « collaboration ». Mais avec les difficultés militaires allemandes, cette voie l'a conduite dans une impasse et le gouvernement de Vichy n'a aucune perspective d'avenir à offrir. La bourgeoisie française atomisée doit se regrouper autour d'un nouveau centre politique.

Un pas important dans cette renaissance politique de la bourgeoisie française a été la formation à Alger, le 8 juin, après de longues négociations entre Giraud et de Gaulle du Comité français de Libération nationale (CFLN). Il est vrai que ce nouveau régime n'est pas apparu dans la France proprement dite, mais dans les conditions très particulières du milieu colonial. L'histoire de sa formation donne néanmoins, dans une certaine mesure, des indications importantes pour prévoir ce qui va arriver dans les pays d'Europe après l'effondrement de la domination nazie. Bien que déformé par les conditions coloniales, ce tableau, si nous savons le déchiffrer, sera d'une grande utilité pour la détermination de nos perspectives politiques.

[57] *« The Giraud-de Gaulle Dispute », Fourth International*, juillet 1943, pp. 199-202. Sur Giraud, cf. 105.

En décembre, Giraud a succédé à Darlan assassiné, à qui Washington avait confié le travail de « libérer » la France. Darlan avait tout fait pour rester fidèle à la légalité de Vichy. Sous son régime, toute l'administration installée par Vichy est restée en place. Il n'y a eu aucun changement quand Giraud l'a remplacé.

La faiblesse de Giraud

Le programme de Giraud n'avait ostensiblement qu'un caractère militaire : collaborer avec les Alliés pour la défaite de l'Allemagne. Son unique mot d'ordre politique était négatif : « fin des luttes de clans ». Les raisons en étaient évidentes. Outre Washington, le principal soutien de Giraud était et reste encore les cadres supérieurs et moyens de l'armée française en Afrique du Nord. Ces cadres ont soutenu activement ou toléré passivement le gouvernement de Vichy. Ils n'avaient rien à offrir au peuple de France pour l'avenir, sauf un gouvernement aussi réactionnaire que celui de Darlan. Ils ne pouvaient guère faire de bruit autour de ce programme. En outre, leur plus grand désir était que tout un chacun oublie le passé récent de la « collaboration » dans lequel ils ont tous été plus ou moins impliqués. D'où le soin avec lequel ils ont évité la plus anodine discussion politique. Giraud a exprimé sa tardive modestie dans le mot d'ordre : « Un seul but : la victoire ».

Jusqu'où a subsisté l'influence de Vichy dans l'administration Giraud, on peut en juger par ces quelques lignes enfouies sans commentaire dans les pages du New York Times du 7 juin rapportant de Casablanca que la Banque du Maroc avait essayé d'envoyer en France occupée presque 7 millions et demi de dollars d'or en février dernier, cela quatre mois avant le débarquement américain. Et n'oublions pas que la Banque du Maroc est une institution officielle aux mains de l'administration française.

L'accord de Washington avec Darlan lui a valu de perdre beaucoup de la sympathie qui existait pour les Alliés : la population nord-africaine est tombée dans l'apathie, la méfiance et le cynisme. À la recherche du soutien populaire, Giraud a été obligé de sacrifier quelques-uns des administrateurs les plus compromis et de faire quelques discours sur « la démocratie » et « la République ». Cela n'a pas changé grand-chose comme on l'a vu dans le cas des Juifs d'Algérie que Giraud a privé de leurs droits de citoyens français. Cependant ces gestes ont donné à Washington une sorte de réponse à ceux qui critiquaient la politique américaine vis-à-vis de Darlan. Giraud était en fait présenté comme un grand démocrate.

Cependant Giraud, nouveau venu en politique, ne pouvait pas faire cela bien. Son masque « démocratique » ne put dissimuler qu'il aspirait à jouer les Bonaparte. Dans un discours à Constantine le 15 avril, il déclara :

« À cette époque (quand l'Allemagne sera vaincue), 40 millions de Français diront ce qu'ils veulent, mais je ne veux pas revivre les folies qui nous ont conduits à la catastrophe de 1940 ».

Les « folies », c'est le soulèvement révolutionnaire des travailleurs français. La construction même de cette phrase sent son bonapartisme : « mais je ne veux pas... ».

Le régime Giraud en Afrique du Nord restait très précaire. Ses partisans solides étaient compromis par leur passé ; leur seul programme était de se tenir tranquilles. Le timide renouveau de la vie politique amena la croissance d'un mouvement gaulliste. L'information qui nous vient d'Afrique du Nord, en-dehors des comptes rendus officiels, reste encore peu abondante. Néanmoins le cas de la Tunisie nous permet de juger assez bien de l'état des choses. Quand les troupes alliées ont pénétré dans les villes tunisiennes, les dépêches de presse étaient unanimes à dire que le sentiment populaire était beaucoup plus favorable à de Gaulle alors que le prestige de Giraud était nul. Quand de Gaulle arriva à Alger le 30 mai, tous les emblèmes gaullistes étaient déployés en abondance par la foule, alors même que

Giraud les avait par décret interdits quelques jours auparavant. « Même les soldats et les policiers arboraient l'emblème de la France combattante », rapporte l'American Press.

Le gaullisme représente des aspirations très diverses et vagues. Commençant comme une opposition purement nationale-militaire à Vichy, il s'est développé, spécialement à travers ses liens avec le mouvement clandestin, vers un programme démocrate de gauche. Car Washington et Londres ont insisté aussi longtemps que possible sur un contrôle exclusif de l'Algérie par Giraud. Mais, pour éviter un clivage politique qui ne cessait de s'aggraver, Giraud et, derrière lui, Washington et Londres, ont estimé qu'il convenait d'inclure de Gaulle dans le gouvernement d'Afrique du Nord.

Les questions en discussion

Les discussions entre les deux généraux ont commencé avec la question de la nature réelle du nouveau pouvoir. Giraud avait nommé son régime « Haut Commandement civil et militaire », révélant ainsi son caractère essentiellement militaire. De Gaulle exigea la création d'un pouvoir politique indépendant du commandement militaire. Dans la situation de la bourgeoisie française, le poids spécifique d'un tel pouvoir politique ne pouvait être que faible. Mais, même ainsi, cela ennuyait beaucoup Giraud. Il rejeta toute idée d'un pouvoir politique distinct du commandement militaire et s'empressa d'annoncer que de Gaulle voulait imposer au peuple de France un gouvernement tout fait. Washington et la presse américaine firent écho à cette accusation. Que les objectifs de de Gaulle dans la France de demain soient très éloignés de la démocratie véritable, c'est très vraisemblable. Mais il était comique de voir que la démocratie devenait soudain le souci principal de l'apprenti-Bonaparte Giraud.

Les discussions entre Giraud et de Gaulle, de mars à la fin mai, furent centrées autour de la question de savoir si le nouveau régime serait simplement un « haut commandement » ou bien un organisme politique. Au programme de de Gaulle de restauration de la légalité républicaine, Giraud ne pouvait opposer qu'un programme négatif, garder le silence sur un passé trop compromettant pour la majorité de ses partisans. C'est pourquoi il se trouva dans une situation très difficile dans ces discussions et dut entreprendre de lutter sur des points où il était pourtant battu d'avance.

Un petit épisode illumine ainsi toutes les négociations. Fin avril, Giraud proposa à de Gaulle une rencontre dans un lieu isolé, loin d'Alger, de toute évidence par crainte de manifestations populaires. De Gaulle insista sur Alger et, à la mi-mai, dans une réponse insultante à Giraud, assura que de Gaulle était tout à fait capable d'assurer l'ordre dans la capitale de Giraud. Fin mai, sous les ovations des masses, de Gaulle fit son entrée dans Alger.

Le résultat des négociations fut une grave défaite pour Giraud. Un pouvoir politique central fut constitué le 3 juin concordant pour l'essentiel avec le plan originel de de Gaulle. La situation des partisans les plus compromis de Giraud devenait intenable. Peyrouton, ancien ministre de Pétain, persécuteur en France de l'opposition, amené par les Alliés de son ambassade en Argentine, sur le conseil de Darlan, pour gouverner l'Algérie, dût démissionner. Bergeret, ancien ministre de Vichy[58], adjoint très proche de Giraud, fut renvoyé. Noguès, gouverneur du Maroc, fidèle de Pétain, que Washington insistait pour garder car « administrateur capable », dût finalement démissionner fin juin.

Giraud restait dans un isolement tel que les Britanniques, cherchant des figures pour rehausser le prestige de sa fraction, sortirent de France le vieux et décrépit réactionnaire, le général Georges[59]. Les autres adjoints de Giraud dans le nouveau Comité étaient des représentants directs du monde des

---

[58] Raoul (ou Jean-Pierre ?) Bergeret, général d'aviation, réputé d'Action française, créature de Darlan, qui en fit un secrétaire d'État, puis ministre de l'Air à Vichy, ministre de l'Intérieur à Alger.

[59] Le général Joseph Georges (1875-1951) fut un proche collaborateur de Pétain, de Gamelin, puis de Giraud.

affaires : le magnat des chemins de fer René Mayer, et les financiers Couve de Murville et Jean Monnet.[60]

La victoire de de Gaulle, bien qu'importante, révéla bientôt ses limites quand la question se posa du contrôle sur l'armée. De Gaulle avait insisté avec succès pour la formation d'un pouvoir politique, mais il se posa alors la question de la subordination du pouvoir militaire au pouvoir politique.

Il n'est pas douteux que Giraud n'avait pas abandonné Peyrouton et Noguès d'un cœur léger, mais c'était après tout une concession inévitable. La question du contrôle de l'armée était d'une tout autre envergure. Là, il s'agissait de la source même du pouvoir de Giraud. Aussi y eut-il une crise dès que de Gaulle posa la question.

Des rumeurs d'un coup de force gaulliste coururent Alger. Une dépêche dans le New York Times du 3 juin nous informe que :

« La lutte fractionnelle au cours des 24 heures qui ont précédé la réunion d'aujourd'hui du comité, a été suffisamment vigoureuse pour que le général Giraud fasse doubler la garde autour de sa station de radio. Tard dans la nuit dernière, un tank français roula avec fracas sur le terrain de sa résidence ».

Le 4 juin, l'OWI (Office of War Information) publia une déclaration au nom de son chef Elmer Davies, dénonçant les « médiocres manœuvres politiciennes » des gaullistes et allant jusqu'à dire qu'ils ne valaient pas mieux que les gens de Vichy, les Noguès, Peyrouton, etc. Cette déclaration officielle ne fut indubitablement qu'un petit signe public d'actions plus substantielles des représentants de Washington à Alger. Pendant des semaines, la crise se poursuivit au Comité avec des menaces de démission de de Gaulle. Il n'avait pas assez de forces militaires pour tenter un coup d'État et se serait en outre immédiatement heurté à l'opposition des Anglo-Saxons. Par ailleurs, Giraud ne pouvait pas rompre avec le mouvement gaulliste sans discréditer sérieusement son régime et sans porter un grand coup au prestige des Alliés dans le mouvement clandestin en France. Ainsi le nouveau régime mène-t-il et mènera-t-il sans doute pour quelque temps une existence chaotique de compromis instables.

Le premier de ces compromis a été la division du commandement des armées françaises décidée par le Comité national du 22 juin. Giraud a gardé le commandement des troupes dans la zone stratégiquement importante de l'Afrique du Nord et de la région de Dakar. Les forces bien moins nombreuses et très dispersées dans les autres colonies sont sous le contrôle de de Gaulle. On ne cache pas que Washington ne permettrait pas d'interférence avec le commandement par Giraud des forces françaises en Afrique du Nord. Et à Dakar.

Les Alliés et le problème français

On a souvent dit que le conflit entre de Gaulle et Giraud reflétait la friction anglo-américaine. Il n'y a qu'un petit grain de vérité dans cette interprétation. Avant le débarquement en Afrique du Nord, Londres, à la différence de Washington, était entrée directement en conflit militaire avec Vichy (Mers-el-Kébir, Madagascar, Syrie) et avait été ainsi amenée à soutenir directement de Gaulle. Mais après l'occupation de l'Afrique du Nord par les Anglo-Américains, et une fois Darlan éliminé, il apparut qu'il y avait un accord étroit entre Washington et Londres pour utiliser Giraud. Ainsi, à la conférence de Casablanca entre Roosevelt et Churchill à la fin de janvier, il devint clair qu'ils avaient décidé de mettre de Gaulle au placard pour une période indéfinie et que le soutien de Londres et de Washington allait

[60] René Mayer (1875-1972) avait été un des promoteurs de la SNCF en 1937. Sous la IVe République, député radical, il fut ministre des Finances, de la Justice, et président du conseil en 1953. Maurice Couve de Murville (né en 1906), inspecteur des finances et directeur des échanges économiques au ministère des affaires étrangères à Vichy, fit une belle carrière politique comme... gaulliste. Jean Monnet (1888-1979), fabricant de cognac et père de l'Europe, avait travaillé à Washington au Victory Program de Roosevelt.

entièrement à Giraud. Peyrouton[61] fut amené en Algérie, alors que Roosevelt et Churchill y étaient encore.

Ainsi la défaite de Giraud, quand il dût finalement recevoir de Gaulle à Alger et accepter la formation d'un organisme politique commun, fut aussi une défaite pour la diplomatie anglo-américaine. Un signe particulièrement clair en est le ridicule rancunier que l'administration et la presse américaines ont essayé de jeter tout au long sur les négociations. Le ton fut donné par un officiel anonyme à Washington qui fut cité dans la presse comme ayant caractérisé toute l'affaire comme « une farce ».

Il y a dans cette situation une leçon importante. Les Etats-Unis, maintenant, dominent militairement l'Afrique du Nord plus qu'ils ne peuvent espérer dominer un jour l'Europe. Néanmoins leur incapacité à stabiliser cette domination a été rendue évidente par les événements d'Alger. La faiblesse de Giraud devant de Gaulle, c'est celle de Washington, et les événements d'Alger, à une échelle réduite, nous aident à prévoir à quel degré d'instabilité serait une pax americana mondiale, même soutenue par des centaines d'avions.

Dans le numéro de Fourth International de décembre 1942, j'écrivais : « Le patriotisme militant du mouvement de Gaulle risquera d'entrer en conflit à un moment ou un autre avec les intérêts américains ». Ce n'était à l'époque qu'une hypothèse, que les derniers événements ont vérifiée.

Les forces anglo-américaines en Afrique du Nord, même si c'est « amicalement », sont des forces d'occupation. Elles disposent, entre autres, du droit de réquisition, du libre usage des ports et des voies de communication. Elles logent leurs soldats chez l'habitant par des « billets », et nous pouvons imaginer facilement qu'il en découle bien des incidents quotidiens. Pendant la première période des combats en Tunisie, les troupes françaises ont été précipitamment envoyées contre les Allemands sans équipement militaire moderne. Sur un peu moins de 65 000 hommes, 10 000 ont été tués et 30 000 environ sont prisonniers ou blessés — tels sont les chiffres officiels de Giraud. De tels faits peuvent nourrir la « colère » contre des « amis ». Finalement, derrière tous ces incidents il y a la question fondamentale de l'avenir de la France, de sa puissance en Europe, de sa place dans les négociations de paix et du destin de son empire colonial.

En contraste avec la docile servilité de Giraud, de Gaulle a fait son capital de cette situation et en tire maintenant des intérêts sous la forme d'une influence grandissante. Dès le 1er juin, le lendemain de l'arrivée de de Gaulle à Alger, le correspondant du New York Times câblait :

« Le point souligné par le général de Gaulle, c'est la réaffirmation de la souveraineté de la France dans tout son empire, une procédure qui aurait pour résultats bien des difficultés pour les Alliés ».

Le 4 juin, le correspondant de Washington du même journal décrivait l'« indulgence » condescendante avec laquelle le milieu officiel de la capitale américaine considérait les événements d'Alger et ajoutait :

« On a noté que le général de Gaulle, selon les dépêches d'Alger, semble désirer affirmer la totale souveraineté française en prenant le contrôle des ports et des communications des mains des Alliés et on indique que cette suggestion ne serait pas prise au sérieux, car elle irait bien au-delà des limites de l'indulgence mentionnée, comme le général de Gaulle le sait bien ».

Le 21 juin, le correspondant du New York Times indiquait avec quelque détail les raisons de l'inquiétude de Washington :

« Dans l'intervalle, des rapports de multiples sources disent que, selon de récents voyageurs à Alger, le chef de la France combattante a acquis une influence importante en Afrique du Nord, spécialement

[61] Marcel Peyrouton avait été envoyé comme ambassadeur à Buenos-Aires par Vichy. Darlan obtint des Alliés sa venue à Alger où il arriva en janvier 1943.

dans la jeunesse, dont l'intense nationalisme montre plus d'une trace de xénophobie. Un Français disait que bien des officiers au-dessous du grade de commandant, étaient gaullistes :

"Le général de Gaulle [a gagné] l'ardent soutien de nombreux jeunes. Il fait appel à leur nationalisme, d'autant plus sensible du fait de la défaite et de l'humiliation de la France, dit-on ici. Il leur dit que le général Giraud et ses collaborateurs sont des fantoches des Alliés, que la France est traitée plus mal que le Luxembourg alors que son armée combat avec les Alliés, qu'il n'y a pas de drapeau français parmi ceux des Nations Unies, qu'aucun gouvernement français n'est représenté dans leurs conseils, qu'il n'y a même pas en Afrique du Nord une souveraineté française totale. Ils impliquent ainsi que la France est humiliée par les Alliés comme par les Allemands" ».

Le lendemain, 22 juin, le même correspondant revenait sur le même sujet, extrêmement important non seulement pour la France mais pour toute la politique d'après-guerre des Etats-Unis :

« Il y a six mois, la controverse politique sur la France était dans une large mesure anglo-américaine puisque Londres et Washington soutenaient en effet deux candidats français différents à la direction. On tend aujourd'hui vers un autre alignement : anglo-américains d'un côté et un nationalisme français résurgent de l'autre. Personne ne représente ce nationalisme aussi bien que le général de Gaulle. Il a pris une position très indépendante à l'égard des Britanniques bien qu'ils l'aient largement financé et aidé à équiper ses forces combattantes. Récemment il est apparu dans le rôle du champion des droits français contre aussi bien les Anglais que les Américains. Ce nationalisme ressuscité, selon tous les témoignages d'ici, a pénétré aussi les rangs des partisans du général Giraud, dont quelques-uns ont été très impressionnés par le général de Gaulle après l'avoir rencontré à Alger et l'avoir entendu parler.

Ce nationalisme inspire particulièrement la jeunesse [...] Il constitue une réaction à l'espoir renouvelé de libération de la France et au ressentiment contre les libérateurs pour être apparus comme s'ingérant dans les affaires françaises. Les Alliés doivent tenir compte de ce sentiment en Afrique du Nord et en France, selon l'opinion de certains observateurs connaissant bien la France ».

À la lumière de ces faits, on peut poser la question de savoir dans lequel de ces deux camps on peut trouver la partie de la bourgeoisie française qui a abandonné la perspective de « collaboration » avec Hitler. Ne serait-ce pas avec de Gaulle qui représente le plus intransigeant nationalisme bourgeois ? Apparemment non, si on en juge par le caractère des trois principaux assistants de Giraud : René Mayer, Couve de Murville et Jean Monnet, tous trois représentants du Grand Capital. Cela indique que la grande bourgeoisie tend encore à se regrouper politiquement autour de Giraud, c'est-à-dire à s'appuyer totalement sur Londres et Washington. Économiquement affaiblie par la défaite militaire de juin 1940 et politiquement discréditée par sa période de « collaboration » avec Hitler, la bourgeoisie française, en tout cas ses porte-parole à Alger, ressent encore son extrême faiblesse. Sa collaboration présente a les mêmes raisons que celle, passée, avec Hitler. Ils n'ont pas confiance dans la restauration par leurs propres moyens de leur domination sur les masses françaises.

Le soutien le plus sûr pour Giraud, ce sont les chefs de cette armée discréditée par son incompétence militaire de vieille école, et compromise par sa période de Vichy. Ils n'ont qu'hostilité pour de Gaulle, qui, lorsqu'il était un jeune colonel, avait osé opposer à leurs idées séniles sa théorie moderne de la guerre mécanisée, qui rompit la discipline de l'armée pour rejoindre Londres et attaquer Vichy. Ces cadres sont les plus sûrs soutiens de Giraud.

Le mouvement gaulliste en Afrique du Nord est beaucoup plus différencié et inclut sans aucun doute diverses tendances qui divergeront rapidement quand la vie politique deviendra plus active. Sur la base d'un patriotisme intransigeant, de Gaulle tient ensemble les cadres inférieurs de l'armée, la jeunesse, les étudiants, la petite bourgeoisie « de gauche ». Il est difficile de dire si cette influence s'exerce sur les ouvriers, mais il a le soutien des staliniens.

La querelle entre Giraud et de Gaulle nous montre combien il est difficile pour une classe dirigeante, qui a été militairement écrasée, de recréer son unité politique. La politique de « collaboration » a brisé l'axe national traditionnel de la bourgeoisie française et créé des divisions qu'on ne fera pas aisément disparaître. Finalement la nouvelle « collaboration » avec Washington a engendré de nouveaux conflits. Le groupe Giraud, le plus servile avec Washington, perd très rapidement du terrain au profit de de Gaulle, qui est ainsi encouragé à se porter en avant au secours des intérêts de la bourgeoisie française menacée par Londres et Washington. C'est là la leçon politique la plus importante des événements d'Alger. Non, la défaite d'Hitler ne semble pas vraiment promettre de ramener cohésion et stabilité aux classes dirigeantes.

13. Où va la France ? [62]

Daniel Logan, 17 septembre 1944

CLT, numéro 65, mars 1999.

Le fait que les armées allemandes aient été si vite chassées de France n'est pas seulement dû à la supériorité militaire des Anglo-Américains, car la débâcle a été accélérée par le soulèvement du peuple français. À Paris et dans la deuxième ville de France, Marseille, les masses[63] se sont soulevées, ont pris le fusil, dressé des barricades et chassé troupes allemandes et fascistes français avant l'arrivée des troupes alliées. Cette action a été imitée dans plusieurs villes moins peuplées. Dans les campagnes, les bandes de guérillas, le « maquis » ou, ainsi qu'on les a respectablement baptisées, les FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) avaient conquis des villes et des villages, des départements entiers.

Le soulèvement des masses françaises

À Paris (l'information sur les autres villes manque), l'insurrection a été précédée de grèves. Une grève des chemins de fer a commencé dès le 13 août. Puis les postiers se sont mis en grève. Le 18, la CGT (Confédération générale du Travail), la centrale des syndicats français, rejointe par la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) a appelé à la grève générale. C'est peu après qu'ont éclaté les combats de rue.

De Gaulle et le commandement allié ont été pris de court par cette intervention indépendante des masses qu'ils n'avaient pas appelée. Le 26 août, un correspondant du New York Times câblait d'Alger :

« Les dirigeants locaux ont précipité le soulèvement et le combat dans la capitale sans attendre l'approbation ni du général de Gaulle ni des Alliés, qui espéraient éviter cette bataille ».

C'est un très bon compte rendu sauf que l'insurrection n'a pas été « précipitée » par quelques dirigeants. Elle est venue d'une pression irrésistible des masses.

Dès que les ouvriers parisiens ont vu qu'avec l'avance des armées alliées, ils avaient quelque chance de se débarrasser des bourreaux allemands, ils se sont levés pour se battre. Ils ne pouvaient attendre les quelques jours qui les séparaient de l'arrivée des armées alliées. Ils devaient régler eux-mêmes leurs comptes avec le régime qui les avait persécutés pendant quatre ans. Quel exemple d'énergie indomptable et d'indépendance ! L'insurrection de Paris fut l'œuvre des ouvriers.

---

[62] *« Whither France ? », Fourth International*, septembre 1944, pp. 267-270.

[63] L'insurrection marseillaise est peu connue. Le livre de Jacqueline Cristofol, Batailles pour Marseille a rappelé opportunément qu'elle a été littéralement imposée par le dirigeant ouvrier Lucien Molino aux autorités de la Résistance, y compris FTP et parti communiste.

C'est confirmé par Le Populaire, organe du Parti socialiste publié à Paris. Le 29 août, peu après l'événement, il assure :

« Pour chasser les nazis, les ouvriers ont su magnifiquement arrêter le travail, s'armer et défendre leurs barricades ».

Cette brève description coïncide avec le tableau qu'on peut reconstruire ici à travers les dépêches de presse. Sans aucun doute, les ouvriers parisiens ont entraîné avec eux de larges couches de la petite bourgeoisie, non seulement ses couches inférieures, mais aussi des fonctionnaires, des étudiants, fils et filles de familles bourgeoises. L'insurrection, dont l'objectif immédiat était de briser le joug allemand, a ainsi revêtu un aspect « populaire » et « unanime ». Avec ses illusions démocratiques et patriotiques, l'atmosphère rappelait un peu celle des révolutions du XIXe.

Le pouvoir est donc tombé aux mains des insurgés. Leur organisation militaire, les FFI, qui est formée essentiellement d'ouvriers et de fils d'ouvriers, a pris en mains l'ordre public dans la ville. Un correspondant câble de Paris au New York Times le 31 août :

« Les Forces Françaises de l'Intérieur, qui comptent pas mal de jeunes voyous, se sont emparés de la ville ».

(Seul un journaliste qui se sent plus à l'aise dans les salons réactionnaires que près des barricades peut traiter de « voyous » les Gavroches qui ont combattu et sont morts pour la liberté). Il continue :

« Leurs membres font des rondes armées de mitraillettes, de grenades et de fusils. Ils gardent les entrée et les sorties de Paris, ne permettant qu'aux militaires d'entrer et de sortir. C'est à eux que le peuple dénonce les collabos et c'est d'eux que ceux qui ont enduré quatre ans de souffrance sous l'occupation allemande attendent directives et ordres ».

Le 7 septembre, un autre correspondant câblait au même journal et relatait la façon dont était menée l'épuration des collabos :

« Il y a maintenant 5 000 internés à Drancy. La plupart y ont été conduits par des FFI pendant les excitants premiers jours de la libération de Paris ».

Des nouvelles identiques arrivent de province. Ainsi, un correspondant de l'UP câble de Rouen que les forces policières loyales à la République prennent des ordres des maquis(ards) et les aident ouvertement.

Les masses, écrasées sous les despotismes pendant quatre ans, relèvent la tête et se lancent en avant avec courage et espoir. A Paris, le Président du Tribunal d'État, qui avait envoyé à la guillotine tant de combattants antinazis, a été arrêté par son concierge.

Les bureaux et la grande imprimerie du Matin, un journal de droite devenu collabo, ont été saisis par le Parti socialiste. Dans les jours qui ont suivi l'insurrection, la circulation des journaux ouvriers ou du moins de ceux de ces journaux que les travailleurs considèrent comme tels, l'Humanité, organe du Parti communiste et Le Populaire, organe du Parti socialiste, a augmenté jusqu'à dix fois plus que celle de la presse bourgeoise, essentiellement gaulliste.

Quelle est la situation dans les usines maintenant que les ouvriers sont retournés au travail ? Le peu d'information sur la France dans la presse américaine est encore plus marqué là-dessus. En fait ce serait un silence total s'il n'y avait pas eu une dépêche de David Anderson au New York Times le 9 septembre, qui fournit des informations qui nous illuminent.

Les ouvriers prennent les usines

M. Anderson écrit :

« Des rumeurs selon lesquelles les ouvriers ont saisi de grands établissements industriels dans la banlieue parisienne, "la ceinture rouge" du nord et de l'ouest, ont circulé pendant des jours. Ce matin j'ai réussi à en voir une quand j'ai visité l'usine Hispano-Suiza de Bois-Colombes pour une question tout à fait différente ».

Bien que des rumeurs sur un fait aussi important que ces saisies aient circulé pendant des jours, ni le correspondant, ni semble-t-il, aucun de ses collègues ne l'a trouvé assez intéressant pour enquêter sur ces rumeurs afin de renseigner le monde extérieur. Cette situation a été révélée aux lecteurs américains seulement à cause d'une visite « sur une question tout à fait différente ».

Quel commentaire quant à l'objectivité de la presse bourgeoise ! Des milliers et des milliers de mots sont écrits, câblés, imprimés, sur le charme des boulevards à Paris, mais un fait aussi capital avec des conséquences très importantes pour l'avenir de la France, n'est révélé au public que par hasard.

Écoutons cependant M. Anderson, seulement pour cet accident.

Le 9 septembre, plus d'une semaine après l'arrêt des combats de rue, il écrit :

« Des comités gérés par la base de quelques-unes des plus grandes usines parisiennes se renforcent de jour en jour ».

Les comités croissent en même temps ; ainsi ce ne sont de toute évidence pas des organes momentanés de l'insurrection mais plutôt un produit de l'insurrection. En fait, ils examinent leurs tâches à venir :

« Les hommes qui en font partie s'appellent "les responsables" et affirment être les avant-coureurs de groupes permanents qui représenteront les ouvriers à la direction des usines après la guerre ».

Ce que veulent les ouvriers, c'est le contrôle sur la production des usines qu'ils ont maintenues en fonctionnement grâce à leur dur et long labeur. Ils en ont assez de la dictature incontrôlée des patrons. Comment expriment-ils cette volonté ? Ce n'est pas encore clair pour eux.

« Ils envisagent une division du pouvoir en trois, entre les travailleurs, les techniciens et les administrateurs ».

Les patrons ne partageront jamais le pouvoir de façon permanente. Ils peuvent être obligés de le faire pour un bref laps de temps quand ils sont menacés de tout perdre. Mais si cette menace ne se matérialise pas, ils recomposeront leurs forces, reprendront le pouvoir, plus dictatorialement que jamais. Une division permanente du pouvoir dans l'entreprise est impossible. Le pouvoir illimité du patron ne peut être « contrôlé » que d'une seule manière : en socialisant les usines. Qui va le faire ? Le gouvernement actuel ? Bien sûr que non. Seul un authentique gouvernement ouvrier peut le faire. C'est pourquoi il nous faut construire un tel gouvernement. La première condition sur cette voie est déjà là ; une volonté ferme chez les ouvriers de ne pas revenir au passé, un profond mépris pour les classes dirigeantes, une grande confiance dans leurs propres forces. C'est ce que signifie la simple existence des comités ouvriers. Ils vont peu à peu comprendre totalement les implications de leur position et en tirer les conclusions révolutionnaires. Les obstacles ne manqueront pas, les plus dangereux étant ceux de la politique traître du parti stalinien. Mais les ouvriers français sont en marche.

Comment le comité d'Hispano-Suiza étudié par M. Anderson a-t-il vu le jour ? L'usine produisait du matériel de guerre probablement des pièces d'avion pour les Allemands :

« L'administration régulière de la compagnie décampa le 18 août à la veille de la libération de Paris (…) La position de ceux d'Hispano-Suiza peut s'éclairer quand on a souligné que de nombreux dirigeants de firmes française jugèrent sage de se tenir à distance de leurs usines tant que la fièvre d'excitation de la

libération ne s'était pas apaisée et pouvait expliquer pourquoi ils avaient si valablement aidé les Allemands pendant l'occupation ».

Quelle histoire parlante d'elle-même ! L'excitation à propos de la libération était exactement trop pour nombre de capitalistes ! L'explication du patron avait été dans le passé que la meilleure façon de saboter la machine de guerre allemande était de produire des armes pour elle. Comme rend compte M. Anderson : « Ce raisonnement n'était pas toujours compris ni accepté par la majorité des employés ».

Il était si peu compris et accepté que, quand les baïonnettes allemandes furent obligées de ne plus soutenir cette « explication », les patrons décampèrent, probablement à la recherche d'une nouvelle explication. Elle dût être difficile à trouver car, le 9 septembre, ils n'étaient pas encore revenus avec elle. Il n'est pas trop risqué d'affirmer après l'expérience italienne, que quelques fonctionnaires américains vont bientôt aider les malheureux administrateurs à « expliquer ».

La façon dont le comité est apparu indique les sentiments nationalistes qui animaient les ouvriers. C'est confirmé par la déclaration du comité à M. Anderson selon laquelle « les ouvriers sont intéressés seulement par la production d'armes », apparemment pour la guerre contre l'Allemagne. Le mot « seulement », s'il a bien été rapporté, est probablement une sorte d'excuse que les ouvriers ont cru bon de donner à un journaliste américain. Mais on ne peut douter de l'existence de ce nationalisme. Dans les circonstances présentes, avec la soumission des patrons aux maîtres allemands, ce nationalisme contribuait à aiguiser la lutte de classe qui conduisit à la prise des usines. Dans d'autres circonstances, il peut jouer le rôle de frein à l'initiative révolutionnaire des ouvriers. Il serait dangereux de se fermer les yeux là-dessus.

Les FFI

La dépêche de M. Anderson est riche en informations. Entre autres, la suivante :

« Le porte-parole de l'usine (…) insista pour recevoir des visiteurs avec une demi-douzaine de ses camarades porteurs de brassards FFI ».

Dans le manque actuel d'informations, voilà de riches nouvelles en quelques lignes. Elles montrent que les ouvriers employés à ce moment-là étaient membres des FFI, ce qui est très important ; encore plus important est le fait que ces ouvriers portent le brassard de FFI dans leur usine où ils sont apparemment l'unique autorité. Cela signifie qu'on y considère leur groupe FFI non comme une organisation étrangère dans laquelle ils seraient mal à l'aise — mais dans ce cas des travailleurs conscients n'auraient sans doute pas conservé leur brassard sur leur lieu de travail — mais comme leur propre organisation. Il apparaît ainsi que certains groupes FFI sont des groupes d'ouvriers en armes ; ce sont, de fait, une milice ouvrière.

Sur le caractère de l'organisation FFI dans son ensemble, il est difficile de dire des choses générales, du fait de la minceur de l'information accessible à l'étranger. Les plus conservateurs les évaluent à 300 000 et ils sont sans doute plus nombreux. Bien des membres des FFI appartiennent à la génération de ceux qui étaient trop jeunes pour être mobilisés dans l'armée française de 1940. On parle souvent de soldats de 17 ans. Les rangs des FFI sont très loin d'être unis politiquement ou organisationnellement. En fait, ils ressemblent plutôt à un conglomérat de groupes et bandes semi-autonomes. On a peu d'informations sur ce qu'ils pensent de l'avenir. De Londres, un correspondant câble au New York Times du 26 août :

« Les FFI ont toutes les forces d'un peuple en armes et toutes les faiblesses d'une ligue de soldats improvisés liés par un désir sacré de libérer la France mais quelque peu divisés par les divers dogmes économiques, politiques et religieux de leurs membres ».

Quels sont ces « dogmes » ? Probablement de toutes sortes, de la revanche chauvine au socialisme prolétarien. Quel est le poids relatif des diverses tendances ? Aucune réponse précise n'est possible de loin. La tendance la plus forte est sans aucun doute la tendance stalinienne bien que tout le mouvement soit loin d'être entre les mains du parti stalinien. Dans l'ensemble, un esprit de gauche doit l'emporter — une grande soif de liberté, une profonde méfiance à l'égard des autorités, un mépris total des vieilles classes dirigeantes, avec leurs industriels et leurs banquiers compromis par la collaboration, un puissant désir de quelque chose de nouveau. Mais quoi exactement ? Ces aspirations doivent être restées plutôt vagues, la tâche immédiate étant jusqu'à présent la libération du pays. Mais les questions qui pouvaient attendre jusqu'à hier une réponse devront en recevoir une, rapidement et très précise.

Le programme de de Gaulle

Le programme de de Gaulle, c'est sur le plan national et sur le plan international la restauration de la France bourgeoise. Sur le plan national, son premier objectif est le rétablissement « de la loi et de l'ordre ». L'objectif actuel de de Gaulle est d'étrangler le soulèvement contre les nazis et Vichy dans le nœud coulant de la « légalité républicaine » — ce qui, bien sûr, n'empêchera pas le général, si nécessaire, d'utiliser pour cela à l'avenir le sabre bonapartiste. Il répond maintenant à l'opposition populaire à Vichy par la proclamation bruyante de sa loyauté à la République. Mais il reste à voir si, appelant à ses côtés Jeanneney[64], sénile président du sénile Sénat de la sénile IIIe République, il peut satisfaire les aspirations des masses à la liberté.

Aux ouvriers, qui ont tant souffert et si héroïquement combattu, de Gaulle n'a rien à donner, sauf de ridicules hausses de salaires (quand le coût de la vie a quintuplé ou décuplé), qui représentent à peine le minimum de ce qu'il était obligé de faire. Pour couvrir ce vide, il parle d'une « révolution légale » qui apportera « des changements sociaux » (?) dans les années qui viennent » Les travailleurs affamés et exaspérés vont bientôt regarder au-delà de ces creuses promesses.

Le gouvernement parle d'élections — quand la situation sera réglée, « dans neuf mois ou plus ». Entretemps de Gaulle place les hommes qu'il a sélectionnés comme préfets dans tous les départements et ils entendent bien gouverner à la bonne vieille manière bureaucratique. Ils vont inévitablement entrer en conflit avec les organisations qui ont jailli des masses, les comités de libération (CDL) départementaux, les groupes FFI, les comités ouvriers qui ont pris les usines.

Le gouvernement de Gaulle a déjà été plusieurs fois remanié au cours des trois dernières semaines. Le sens de ces remaniements n'est pas toujours clair. Des ministres qu'il a amenés d'Alger, une demi-douzaine ont été renvoyés pour faire la place à des hommes du mouvement de résistance en France. De ce mouvement, de Gaulle n'a pas bien entendu pris dans son gouvernement les jeunes « voyous » qui ont combattu le fusil à la main. Il choisit des gens « respectables », juges ou professeurs, qui, sous Vichy, aidaient financièrement ou autrement le mouvement de résistance, tout en conservant une façade bourgeoise et ne pensent maintenant à rien d'autre qu'au retour rapide à « la loi et l'ordre ».

Au total, le gouvernement de Gaulle est formé de personnalités de deuxième rang appartenant au personnel administratif de la IIIe République. Un socialiste, pas un dirigeant du parti et membre, semble-t-il, de son extrême-droite, en fait partie. Il y avait à Alger deux ministres staliniens. Le 9 septembre l'un des deux a été remercié. Aucune raison n'a été donnée. Trois jours plus tard, on disait qu'il avait démissionné du gouvernement pour « retrouver sa liberté d'agitation pour la cause ».

---

64 Jules Jeanneney (1864-1957), président du Sénat, présida l'Assemblée nationale qui investit Pétain et fut ministre dans le premier gouvernement de Gaulle.

Perspectives

Les relations entre les staliniens et de Gaulle demeurent instables. Si une telle supposition est permise, on peut dire que, si le gouvernement était sorti directement de l'insurrection et non venu de l'extérieur, il aurait été bien plus à gauche, probablement avec une majorité stalinienne ou socialiste.

Le parti stalinien essaie de canaliser les premières déceptions des masses dans une attaque contre « les gens d'Alger », qui ont conservé trop de postes ministériels et n'en ont pas cédé assez aux leaders de la clandestinité, entendez les staliniens.

L'influence des staliniens sur les ouvriers parisiens est très grande, dépassant de loin celle des socialistes. Le parti a de solides positions dans les FFI. En fait le parti stalinien est la force politique organisée la plus puissante en France. Il a évité la collaboration sans réserves avec de Gaulle et il est actuellement dans une sorte d'opposition, ce qui ne peut pas ne pas augmenter son influence.

Le mouvement de résistance et les FFI marchent vers une rapide polarisation. Les éléments conservateurs dont l'unique objectif était la lutte contre les Allemands, vont rapidement se séparer du cœur prolétarien et plébéien pour lesquels la lutte contre l'oppression allemande a été un tremplin pour une nouvelle lutte contre la société bourgeoise.

Après la première étape « populaire, unanime » du soulèvement, un problème se pose : que faire des armes qui ont apporté la victoire ? Aujourd'hui en France, des centaines de milliers, peut-être des millions d'hommes détiennent des armes ; le gouvernement de Gaulle ne peut pas supporter très longtemps cette situation lourde de dangers pour « la loi et l'ordre bourgeois ». Il peut et il va probablement essayer de faire deux choses : désarmer brutalement les FFI et les incorporer à l'armée régulière. Dans le second cas se posera la question de la discipline. Les FFI élisaient leurs chefs et ils devront obéir à des officiers imposés d'en-haut. Il y a déjà eu des conflits de ce type, mais les journalistes américains ne sont pas pressés d'en parler.

Le problème du désarmement de la population occupera une grande partie de l'arène politique dans la période qui vient. De Gaulle n'a certainement pas oublié l'histoire de la Commune : Thiers[65] en est venu à la conclusion que le désarmement et l'écrasement de la Garde nationale étaient un préliminaire nécessaire à la restauration de l'ordre. Par une nuit de mars, il envoya un de ses généraux pour s'emparer des canons de la Garde nationale parqués à Montmartre. Les masses parisiennes se soulevèrent.

Il est évident que de Gaulle n'a pas aujourd'hui la force d'imiter Thiers. Sa première tâche est de regrouper la bourgeoisie. Il va éliminer ses représentants les plus discrédités et les plus haïs, apaiser ses divisions, essayer de lui rendre sa force et sa cohésion, renvoyer à plus tard les problèmes urgents... jusqu'à ce que la bourgeoisie se sente assez forte.

A la droite de de Gaulle, les fractions bourgeoises garderont pendant quelque temps un silence prudent, le mettront en avant comme meilleure couverture. Aujourd'hui une aventure Darlan-Giraud est impossible.

Une opposition de plus en plus bruyante contre de Gaulle viendra de sa gauche. Une variante possible est qu'il augmente le nombre de ministres staliniens ou socialistes. On peut même penser à un gouvernement stalinien-socialiste avec de Gaulle relégué à un poste décoratif comme Président de la République.

Derrière de Gaulle, il y a bien entendu la puissance anglo-américaine avec ses diverses armes : la nourriture, l'espoir que les riches Américains aideront à la reconstruction économique et, si nécessaire,

---

[65] Adolphe Thiers (1797-1877) écrasa dans le sang la Commune de Paris en 1871.

leur force militaire. Ce pouvoir est grand et peut pour quelque temps ralentir le rythme des événements politiques, mais seulement pour les rendre plus dramatiques à une étape ultérieure, car les ouvriers français ne sont pas seuls et demain ils auront des alliés dans toute l'Europe. Leur lutte rejoindra celle de millions en lutte pour leur émancipation. La victoire ne sera pas facile. Mais les ouvriers français sont bien partis : sortant du primitivisme politique de l'oppression allemande, ils ont immédiatement déchaîné la tempête dans la société capitaliste. À eux les plus grands espoirs.

14. Le mot d'ordre de République en Italie et sa discussion dans le SWP[66]

Daniel Logan[67], Le 14 mars 1945

Au début de juin 1944, les troupes alliées sont entrées dans Rome et la question de l'existence de la monarchie italienne est passée au centre de la politique italienne. J'ai observé pendant plusieurs semaines l'attitude de The Militant sur cette question. Le journal l'a simplement ignorée, conformément à sa politique antérieure qui a été, pendant des mois, d'ignorer complètement le problème des revendications démocratiques en Italie. Je décidai d'écrire un bref article sur ce problème. Il est daté du 9 juillet 1944, et, quelques jours plus tard, fut présenté au Secrétaire faisant fonction, le camarade Morris Stein[68] et au camarade E.R. Frank.

Comment la question est venue devant la Convention

J'ai demandé la publication de cet article dans Fourth International et, en cas de refus, dans un bulletin intérieur. Les camarades Stein et Frank n'ont pas pris la peine de discuter du problème en soi, mais comme c'est devenu courant dans les dernières années, ils ont soulevé des objections de « forme » et de « procédure » ainsi que sur le « ton » de l'article. Ils disaient que, pour toutes ces raisons, on ne pouvait pas publier l'article sous cette forme. J'ai déclaré que j'étais prêt à faire toutes les concessions de forme tant que je pourrai poser clairement le problème politique et il fut entendu que le secrétaire faisant fonction me ferait très vite connaître les changements exacts demandés par le Comité politique pour publication.

J'ai attendu quelques semaines avant de recevoir une lettre de Morris Stein datée du 3 août, qui disait au sujet de mon article :

« Nous avons décidé de le retenir jusqu'à la rédaction de notre résolution sur la situation en Europe. Nous travaillons là-dessus maintenant et il nous semble qu'il serait mieux d'attendre que vous voyiez la résolution afin qu'aucune polémique ne puisse se produire qui ne soit pas bien concrétisée et bien ciblée ».

La déclaration du camarade M. Stein est très importante à la lumière des déclarations ultérieures du camarade E.R. Frank pendant la discussion d'avant convention et à la convention. Frank n'a cessé de

[66] *Internal Bulletin* (SWP) VII, N°4, juin 1945.

[67] Daniel Logan était l'un des pseudonymes de l'ancien secrétaire français de Trotsky, Jean van Heijenoort (1912-1986), membre de la minorité avec Morrow et Goldman.

[68] Morris Stein était l'un des membres de la direction provisoire (faisant fonction) qui remplaçait les dirigeants emprisonnés.

répéter que le SWP n'était pas compétent pour examiner cette question et que les camarades qui la soulevaient étaient des « gens de lettres » faisant des « bleus » et désorganisant la discussion.

Le tableau était clair. Je présentai un article signé sur les problèmes de la république en Italie, directement relié aux événements du moment. Il fut « retenu » parce que son sujet devait être discuté « plus concrètement » à une convention plus de quatre mois après. A la convention, on découvrit qu'on ne pouvait pas discuter de cette question car « on n'en sait pas assez » et le simple fait de le présenter à la convention me fut reproché comme un crime de désorganisation. Si, pour l'information des lecteurs éloignés, j'ajoute que les camarades M. Stein et E.R. Frank appartiennent l'un et l'autre à la direction de la même tendance, à savoir la majorité, l'honnêteté de la procédure devient claire pour tous. Comme le camarade M. Stein me l'avait dit, j'ai reçu vers la fin août une copie du projet de résolution pour la convention à venir. J'en ai immédiatement écrit une critique, à laquelle j'ai incorporé des parties de mon article du 9 juillet, « retenu » non publié, et j'ai soumis le tout au CP. En réponse à ma critique et probablement à d'autres, quelques-unes des formules les plus discutables ont été corrigées dans le projet de résolution et un nouveau projet révisé fut présenté au parti pour la discussion pré-convention.

Les changements introduits mériteraient un examen attentif, qui serait tout à fait éclairant sur la méthode des rédacteurs du projet et de leurs associés politiques. Ainsi, par exemple, je critiquais dans le projet de résolution la formule : « Le fascisme, dans ses derniers jours, privé de tout soutien de masse, ne pouvait gouverner qu'en tant que dictature militaire toute nue. Les Alliés et leurs complices dans le pays gouvernent aujourd'hui l'Italie de la même manière ». Pour répondre à la critique, le CP a simplement introduit le mot « virtuellement » dans la dernière phrase du nouveau projet « Les Alliés (...) gouvernent aujourd'hui l'Italie virtuellement de la même manière ». Quel était le but de ce « virtuellement » ? Certainement pas d'éclaircir les choses, car la phrase amendée est si possible encore plus confuse qu'avant. L'objet de ce changement était simplement de donner à la majorité un petit coin très commode pour leur jeu de cache-cache (je dois ajouter qu'à la convention la phrase a été finalement retirée, ce qui prouve que la critique de l'opposition n'était pas sans objet).

Le nouveau projet révisé ne m'est pas parvenu avant la seconde moitié de septembre. À cause des changements introduits par le CP, j'ai dû récrire ma critique pour la présenter au parti. Le résultat fut l'article maintenant publié, « La situation en Europe et nos tâches ». Il est daté du 1er octobre 1944. Il était entre les mains du secrétaire faisant fonction le 4 octobre et a été publié vers la fin octobre dans le n° 8 du BI du SWP J'ai pu m'assurer que certains n'ont pas reçu le bulletin contenant cet article avant fin novembre (c'est le 16 qu'a commencé la convention). Le fait de retarder un article de plus de trois semaines pendant une période de soixante jours de préparation du congrès, c'est légèrement couper les ailes de la démocratie de parti. Je ne dois cependant pas trop me plaindre : les idées politiques que j'ai présentées sur ce qui se passe actuellement en Italie commencent à être connues des camarades seulement quatre mois après leur présentation. Je ne me plaindrai pas trop, ai-je dit, car d'autres camarades n'ont même pas eu cette chance dans des branches pas trop éloignées du Centre.

À la Convention

Les principaux orateurs de la majorité ont été très réservés dans leurs arguments contre le mot d'ordre de république en Italie. Leur principale ligne de défense était que le SWP était incapable de trancher, voire seulement d'étudier une telle question. Ceux qui avaient oublié leur géographie se sont entendus rappeler assez souvent que New York était à plus de 3000 miles de l'Italie. Que dire contre une si grande distance ? Un fait géographique devient l'argument principal de la majorité.

Cependant quand on fait attention de plus près aux débats du parti pendant la discussion pré-convention ou à la convention, on découvre qu'une grande partie des arguments utilisés par la majorité étaient de nature purement ultragauchiste, complètement étrangers à notre mouvement.

Ces arguments ultragauchistes étaient employés par des orateurs secondaires qui ne subissaient aucune vérification, que le parti dans son ensemble et les sections de l'Internationale imposaient dans une certaine mesure aux principaux orateurs de la majorité.

Quand je dis que les principaux orateurs pour la majorité n'utilisaient pas ces arguments ultragauchistes, je dois être plus précis : ils ne les utilisaient pas dans des articles ou des discours enregistrés. Cependant, off the record, les porte-parole de la majorité, grands ou petits, ne manquaient pas d'utiliser les armes de l'arsenal ultragauchiste. Le résultat a été que, quand on parle aux membres de base du parti, un sur deux vous dit que « bien entendu » la majorité de la direction s'oppose au mot d'ordre de république pour des raisons de principe.

Les arguments ultra-gauches sont aussi avancés ou volontiers acceptés par pas mal de membres de la base. Bien des camarades nouveaux, qui sont venus à nous dans les cinq dernières années ne savent encore que très peu des activités et expériences de notre mouvement en Europe il y a dix ou quinze ans. Ils ont été éduqués dans l'atmosphère politique des Etats-Unis d'Amérique où la plupart des problèmes démocratiques bourgeois ont été résolus de la façon la plus radicale par la bourgeoisie, il y a bien longtemps. Ils n'apprécient pas le poids politique et le caractère explosif du problème de la monarchie dans un pays comme l'Italie.

Tout cela n'est que trop compréhensible. Ce qui est moins facile à comprendre, c'est l'attitude des dirigeants du parti. Au lieu de corriger les préjugés infantiles des jeunes membres, ils les flattent, les nourrissent, parce qu'après tout ils sont contre l'opposition et que contre l'opposition tout est bon. On ne saurait attendre que la majorité de la direction du parti corrigent des camarades qui votent contre Morrison, Morrow et Logan, même si le prix à payer pour ce soutien est le sacrifice des plus sérieuses traditions de notre mouvement. Tandis que, quand il y a compte rendu, ils n'utilisent pas eux-mêmes (pas beaucoup) les arguments ultragauchistes, les principaux leaders de la majorité n'ont rien fait pour repousser les nombreux arguments ultragauchistes lancés contre l'opposition. Au contraire, ils ont tout fait pour les faire surgir et fleurir et ils en tirent un soutien. Dans le dictionnaire de la politique, une telle attitude est définie comme une politique sans principes.

Ces procédés peuvent assurer des voix contre l'opposition mais ils comportent cependant de grands risques. Leur premier résultat est la mauvaise éducation du parti qui peut tenir en réserve de dangereuses surprises pour demain. C'est pourquoi il est impératif d'examiner avec soin les arguments ultra-gauches avancés. Nous nous heurtons cependant tout de suite à une difficulté. La majorité de la direction a été assez prudente pour ne pas permettre que de tels arguments apparaissent imprimés. Que faire ? Faut-il garder le silence à leur sujet ? Je ne peux me résigner à une conclusion aussi dangereuse. J'examinerai ces arguments sur la base des rapports oraux sur eux qui me viennent de membres de la majorité comme de la minorité. J'ai pleinement conscience du fait que mon action peut provoquer un scandale de la majorité du CP, qui serait cependant pure hypocrisie. J'ai expliqué comment cette action m'avait été imposée par la majorité. J'assure nettement d'avance que les arguments en question ont été avancés verbalement et, en les portant à la lumière, je donne à la majorité du CP l'occasion de les démentir factuellement et politiquement.

« Nous sommes pour le socialisme »

C'est le dénominateur commun d'une grande variété d'arguments mis en circulation contre le mot d'ordre de la république en Italie : « Nous voulons le socialisme, pas la république ! », « nous sommes pour une république ouvrière, pas une république bourgeoise » etc.

Ces arguments ne sont pas nouveaux. Ce sont des expressions classiques de l'ultra-gauchisme. Des arguments construits selon le même modèle ont souvent été examinés et réfutés dans notre mouvement, et dans le parti bolchevique et dans la IIIe Internationale. Dans son article sur la situation

en Europe, j'ai essayé de montrer combien étranger à nos méthodes était ce type d'argument. Le camarade Goldman les a traités de nouveau dans son article « La Question du mot d'ordre "Pour une République démocratique" » BI VII, 11, mars 1945). Je me contenterai de résumer leurs conclusions.

La méthode des arguments ultra-gauches consiste à opposer notre but à tout le reste. La méthode de ceux qui veulent suivre Lénine est directement opposée : elle consiste à chercher une voie d'action, de la situation actuelle au socialisme. Le problème ne peut être résolu simplement par l'affirmation que nous sommes ou non « pour le socialisme » (plutôt étrange chez nous), mais en analysant comment entrer dans la voie vers le socialisme. Et c'est là qu'est impliquée toute la question des revendications démocratiques.

L'incapacité de quelques membres de la majorité à saisir le maniement des revendications démocratiques des partis est soudain révélée par les surprenants arguments qu'ils utilisent. Ainsi un porte-parole mineur de la majorité déclarait : « Si vous êtes pour la République en Italie, alors pourquoi pas en Angleterre ? ». Et un éclat de rire complète l'argument.

Cette objection est remarquable par sa méthode : si le mot d'ordre de république est juste en Italie, il doit l'être aussi en Angleterre. Mais puisque personne ne le met en avant pour l'Angleterre, alors il est clair qu'il est faux pour l'Italie. Admirable logique ! Cependant c'est plus que la méthode qui est ici déficiente : l'acuité politique n'est pas non plus très grande. Aujourd'hui l'existence de la monarchie est en Angleterre une question de dixième ordre (que cependant nous ne devons pas totalement oublier dans notre agitation). Quand l'Angleterre entrera dans une crise révolutionnaire, la Cour peut devenir un foyer d'intrigues bonapartistes contre-révolutionnaires. Son existence peut devenir un problème politique brûlant. Dans ce cas, le mot d'ordre de la république deviendra pour un temps une revendication politique importante du parti révolutionnaire. Notre critique ne semble même pas soupçonner cela et révèle ainsi combien ses pensées sont ancrées dans le cadre de la réalité présente et combien peu il voit une situation politique dans son dynamisme révolutionnaire.

Quelquefois des porte-parole de la majorité nous disent, non sans malice dans la voix : « Mais lancer un appel pour une république signifie que vous acceptez la république bourgeoise ! ». Un tel argument pourrait être dirigé contre toute revendication partielle. Cela signifie-t-il qu'on s'arrête là ? Nous soutenons la lutte d'un syndicat pour une augmentation de 10 % de l'heure. Cela signifie-t-il que nous sommes contre une augmentation de 25 % ? Plus généralement ; notre soutien d'un combat pour une augmentation de salaires ne signifie-t-il pas que nous acceptons le système salarial capitaliste ? Etc. etc. Mais assez sur ces ratiocinations ultra-gauches. Il faut ici chercher dans notre pensée une réponse claire.

Notre mouvement avait en 1930-31 le mot d'ordre de la république en Espagne. Dans la période prérévolutionnaire de 1934-36, Trotsky suggéra de l'inclure dans le programme d'action de la section belge de la IVème Internationale, où il avait incomparablement moins d'importance qu'aujourd'hui en Italie. Mais cela signifie que ce mot d'ordre ne peut pas être opposé à des raisons générales comme « Nous sommes pour le socialisme, pas pour la république bourgeoise », etc. Nous sommes aussi, autant que je sache, pour le socialisme dans notre temps. Cela implique aussi que la première tâche de la majorité de la direction aurait dû être d'expliquer quelles conditions concrètes, spécifiques et nouvelles, qui n'existaient pas dans le passé, empêchaient d'utiliser ce mot d'ordre en Italie aujourd'hui. Comme elle n'a pas rempli ce devoir élémentaire, comme elle a laissé dans l'obscurité les traditions de notre mouvement et, au lieu d'une clarification précise, lancé toutes sortes d'accusations générales contre l'opposition, elle a ainsi ouvert la porte aux plus étranges conceptions fausses dans l'esprit de ses propres partisans. Le résultat de cette politique ne s'est pas fait attendre. Un porte-parole obscur de la majorité a déclaré « Oui, Trotsky était pour la république en 1931, mais parce que

l'Espagne était un pays féodal ». Pas une voix des rangs de la majorité ne s'est élevée pour corriger un tel analphabétisme politique.

Il faut le répéter une fois encore. Aussi longtemps que la majorité ne règle pas ses comptes politiques avec notre passé, aussi longtemps qu'elle ne déclare pas clairement quelles raisons spécifiques nous empêchent aujourd'hui d'utiliser un mot d'ordre que nous utilisions autrefois, mais s'oppose simplement à nous avec des arguments et des accusations générales, la majorité doit être considérée comme en état de faillite politique.

« Les masses veulent les soviets ! »

L'argument selon lequel nous sommes « pour le socialisme » était si faiblard, si étranger à nos méthodes pour résoudre une telle question, que la plupart des orateurs de la majorité se sont sentis obligés de présenter quelque chose d'un peu plus concret. Ils ont découvert, bien qu'« à plus de trois milles miles d'ici » que les masses italiennes « veulent des soviets » et c'est pourquoi nous ne pouvons appeler à la proclamation immédiate de la République.

Cela signifie-t-il que nous sommes à la veille du passage du pouvoir d'État aux mains des soviets italiens ? Dans une telle situation, bien entendu, le problème de la monarchie aurait été réglé depuis longtemps ou aurait été dépassé et aurait perdu toute signification. Malheureusement, nous n'en sommes pas là. Il n'y a pas de soviets en Italie maintenant. Les masses italiennes ont encore très peu d'expérience pratique sur le fonctionnement et les potentialités de ces organismes. Le problème actuel est donc d'avoir des soviets. Comment en avoir ? Par l'action révolutionnaire des masses. Comment aider les masses à déchaîner leur énergie révolutionnaire et à entrer dans la voie de l'action ? Les soviets ne sont pas constitués parce que les masses sont intellectuellement convaincues d'avance de leurs avantages, parce que les masses se fixent l'objectif d'en avoir. Les soviets apparaissent à une certaine étape comme un instrument nécessaire de la lutte. Le but objectif de la lutte est évidemment d'établir une dualité de pouvoir et, plus tard, le pouvoir des soviets. Subjectivement cependant, dans la conscience des masses, les soviets apparaissent plus comme un moyen que comme une fin. C'est particulièrement vrai au début de la lutte. Et en Italie nous n'en sommes qu'au début.

Quels sont le but ou les buts subjectifs de la lutte à son début ? Il y en a beaucoup, de variés. L'expérience dans de nombreux pays, en remontant jusqu'en 1848, montre que de nombreux problèmes peuvent être pour les masses des incitations à l'action dans les premières étapes de la crise révolutionnaire. La pierre de touche d'un parti révolutionnaire est précisément sa capacité à saisir ces questions et à s'en servir comme d'un levier pour pousser les masses sur la voie de l'action.

Cela ne signifie pas du tout que la proclamation immédiate de la république soit l'unique, voire le principal mot d'ordre en Italie maintenant. Mais, même si le problème de la monarchie était secondaire, ce ne serait pas un argument pour condamner le mot d'ordre de république. De fait, le problème de la monarchie, selon moi, a été pendant les neuf derniers mois et est maintenant l'une des quatre ou cinq questions politiques majeures en Italie. Mais quel que soit le rang exact du mot d'ordre de la république dans notre programme, il lui appartient. Il est vrai que le problème pourrait être vite réglé, en quelques jours de lutte révolutionnaire des masses, surtout si un front militaire cessait de séparer le Nord et le Sud. Néanmoins le problème de la monarchie existe encore aujourd'hui : il existe depuis juin, il existait à l'époque de notre convention et seuls ceux qui fermaient volontairement et obstinément les yeux ne pouvaient le voir.

Si les soviets apparaissaient demain en Italie, la monarchie étant encore au pouvoir, la lutte contre elle perdrait-elle toute signification pour l'action révolutionnaire ? Cela dépend du rythme des événements. S'il n'est pas trop rapide, la dualité de pouvoir se manifestera en tant qu'opposition de l'autorité centrale des soviets à la monarchie. La Cour deviendra le centre de la réaction, le foyer des

intrigues kornilovistes. La question de son existence sera un problème brûlant, même avec l'existence de soviets. Il y a bien sûr une possibilité, si le rythme est rapide, que les soviets soient si vite confrontés au problème du pouvoir que la question de la monarchie soit dépassée et oubliée avant même d'être réglée. Mais cela me paraît la moins probable des perspectives.

Quelles que soient néanmoins les variantes à venir, la réalité présente est encore l'absence de soviets. Le problème actuel est d'entrer dans la voie de l'action afin de former des soviets. Il n'y a pas la moindre contradiction entre l'orientation vers les soviets et la revendication de république. Tout au contraire, en luttant pour cette revendication, avec bien d'autres, les masses construiront leurs soviets.

À quelle étape sommes-nous en Italie ?

J'ai entendu répéter ici ou là l'argument suivant dans le parti : Zinoviev n'a-t-il pas en octobre 1917 menacé d'égarer le parti avec son orientation vers l'Assemblée constituante[69] ? Cela implique que l'emploi de revendications démocratiques en général et le mot d'ordre de république en particulier peuvent entraver le parti dans son offensive pour le pouvoir. Aussi surprenant que puisse être un tel argument, son examen nous aide à arriver au cœur de la question, qui est : « à quelle étape de la révolution italienne sommes-nous maintenant ? ». La réponse à cette question est une partie importante du problème de la détermination si le mot d'ordre de république est ou non juste. La majorité n'a donné à cette question aucune réponse claire, elle n'a même pas remarqué qu'elle se pose, mais en faisant ou en laissant circuler des arguments comme celui que nous venons de citer, elle a rendu la situation en Italie plus confuse avec la veille d'octobre.

J'ai essayé de répondre à cette question sur l'étape actuelle dans La Situation européenne et nos tâches. Utilisant le calendrier espagnol, j'ai fait une comparaison avec l'intermède Berenguer[70] ayant de montrer ressemblances et différences. Si on veut utiliser le calendrier russe, la question n'est pas « Sommes-nous à la veille d'Octobre en Italie ? » mais « Sommes-nous avant ou après Février ? ». Ma réponse à cette question est celle-ci : certains facteurs de la situation italienne nous placent après Février. Le plus important de ces facteurs a été la participation des staliniens et des socialistes au gouvernement. Mais d'autres facteurs nous situent avant Février : les masses italiennes ont encore moins d'expérience d'une lutte politique généralisée dans les rues que n'en avaient les masses russes après Février ; la monarchie existe toujours, et, de ce fait, les classes dirigeantes italiennes ont plus de centralisation et de cohésion que les classes dirigeantes russes n'en avaient après Février. Le résultat de cette analyse tend à prouver la justesse d'une offensive vigoureuse du parti révolutionnaire sur la question de la monarchie.

Certains camarades ont fait des objections à cette méthode d'établissement de points de comparaison entre l'Italie maintenant et des périodes révolutionnaires passées. La méthode, disent-il, peut conduire à la conception d'étapes nécessaires. L'Italie montera, l'une après l'autre, les marches successives de l'échelle révolutionnaire. Cette objection ne me paraît pas juste. Dans la période où nous sommes entrés maintenant, les masses feront de temps en temps de grands bonds. Des problèmes qui auront stagné pendant des mois, des années, seront réglés en quelques semaines, quelques jours, même quelques heures d'intense passion révolutionnaire. C'est précisément le véritable caractère de toute période révolutionnaire. En outre le rythme ne sera pas le même partout et pas le même que dans les révolutions passées. Ici lentement, là rapidement, il portera la marque de circonstances spécifiques.

Quand tout cela a été dit cependant, cela ne signifie pas que tout peut arriver à tout moment. Les révolutions ont leur histoire naturelle, sinon, à quoi sert d'étudier le passé ? Nous essayons d'établir

---

[69] Allusion à la prise de position de Zinoviev contre l'insurrection faite au nom des soviets.

[70] Le général Damasio Berenguer, qui avait commandé dans le Rif et était chef des "Hallebardiers de la Garde" fut quelque temps chef du gouvernement entre la chute du général Primo de Rivera et l'abdication d'Alphonse XIII.

une correspondance entre les différentes étapes en Russie, en Espagne, en Italie, sans jamais oublier bien entendu que le rythme peut être plus rapide ou plus lent, que des étapes entières peuvent être sautées, etc. Analysant les Journées de Mai à Barcelone en 1937, L. Trotsky essaya de déterminer si elles étaient l'équivalent espagnol des journées d'octobre ou de juillet. Nous ne pouvons pas nous passer de cette méthode. Elle comporte une certaine relativité car les événements ne se répètent jamais exactement et il faut toujours être prêt à relever des différences possibles, mais abandonner la méthode comparative serait abandonner toute méthode dans la pensée politique.

A la question « A quelle étape sommes-nous en Italie maintenant ? » j'ai donné ma réponse en utilisant soit le calendrier espagnol soit le russe. Je souhaite seulement que des arguments soient présentés contre moi, me permettant de changer, de corriger ou de maintenir mon analyse, mais, de toute façon, aidant à clarifier la question. La majorité n'a pas fait le moindre effort dans cette direction, n'a jamais même considéré le problème — ce qui ne l'a pas empêchée de lancer contre ses opposants les accusations les plus effrontées et de laisser quelques-uns de ses membres ici ou là argumenter sur Zinoviev et la veille d'Octobre.

Positif et négatif

Certains camarades posent le problème de cette façon : « Nous pouvons très bien propager des mots d'ordre négatifs comme "A bas le roi !" mais appeler "Pour la République", c'est impossible ! » Et ils pensent qu'ils ont évité le péché d'opportunisme et sauvé leur âme.

L'argument principal pour la substitution d'un mot d'ordre négatif à un mot d'ordre positif, est que le matin qui suivra la proclamation de la république, les masses seront déçues par la république bourgeoise ; aussi ne pouvons-nous pas appeler pour quelque chose de positif. Malheureusement pour ceux qui proposent le mot d'ordre négatif, les mêmes arguments exactement peuvent leur être opposés : « Vous appelez à combattre le roi, le roi est renversé et les choses ne vont pas mieux. » La solution, bien sûr n'est pas dans le petit truc de substituer un mot d'ordre négatif à un positif, mais dans une bonne compréhension et utilisation du mot d'ordre.

Nous appelons à la république mais ne prenons jamais la moindre responsabilité pour la république qui naît des sales compromis entre les réactionnaires, les libéraux et les collaborationnistes. Le lendemain de la proclamation de la république, nous disons aux ouvriers : « Est-ce là la république pour laquelle vous avez combattu ? Est-ce pour cela que vous vous êtes battus dans la rue et avez forcé le roi à s'enfuir ? Non ! » Et nous développerons l'étape suivante de notre programme. Les masses nous prêteront l'oreille parce que nous aurons d'abord été avec elles dans leur premier combat. Le bolchevisme, le vrai bolchevisme est précisément la façon d'accompagner les masses dans leurs luttes, mais pas le mannequin sans vie qu'on est en train de fabriquer dans les bureaux centraux du SWP.

Je dois dire que si on leur accordait la même place et le même poids dans l'agitation et l'action du parti, les différences entre les deux mots d'ordre — le positif « pour la république » et le négatif « contre le roi » —, sont très minces. Si les camarades italiens, pour certaines considérations pratiques préféraient le négatif, je ne passerais pas une minute à discuter ce changement et je l'accepterais volontiers. Cependant, les camarades italiens ont adopté le mot d'ordre positif de république et en ont fait le premier point de leur programme. Et quand certains camarades américains sur ce continent préfèrent le mot d'ordre négatif, ce n'est pas pour des considérations pratiques sur la scène italienne mais cette distinction est pour eux une sorte d'abri dont ils espèrent une protection contre les épouvantails de l'opportunisme dressés par la direction de la majorité. C'est pourquoi nous devons discuter avec eux et les obliger à avouer leurs raisons.

Les évènements parlent

Depuis juin dernier, les journaux ont rapporté des dizaines d'incidents qui indiquent, même mieux qu'à la distance des « trois miles » que le problème de la monarchie est une question politique brûlante en Italie. Ces incidents montrent la colère des masses contre les complices de Mussolini, le roi et le prince héritier. Ils montrent aussi la servilité des partis officiels, stalinien et socialiste, sur cette question.

Nous allons ici nous arrêter un instant pour répondre à un argument d'un porte-parole secondaire de la majorité. Selon lui, nous ne pouvons utiliser le mot d'ordre de république parce que les socialistes et les communistes appellent aussi en faveur d'une république et nous devons « nous différencier ».

D'abord une question de fait. Il n'est pas vrai que le parti stalinien appelle maintenant à une république ou même dise quelque chose contre la monarchie. Pendant des mois, le parti socialiste s'est tu sur la question. En novembre dernier, Nenni[71], un petit peu moins cynique que Togliatti[72] s'est senti obligé de prononcer quelques phrases contre la monarchie.

Mais même si les collaborationnistes utilisaient le mot d'ordre de république, cela en soi ne nous empêcherait pas de l'utiliser. Très souvent, nous ne « nous différencions » pas par les mots d'ordre, mais nous « nous différencions » par les méthodes que nous préconisons pour leur réalisation. Nous disons clairement, à la différence des collaborationnistes, que nous préparons le règlement de la question de la monarchie, comme tout autre problème, par nos propres méthodes, l'action révolutionnaire des masses. Quand les staliniens dénonçaient en 1940 la guerre impérialiste, avons-nous éprouvé la nécessité de « nous différencier » en cessant de nous opposer à la guerre ? Assez là-dessus.

Une grande lumière a été faite sur cette question par le meeting du 12 novembre à Rome. Ce fut la plus grande manifestation politique jusqu'à maintenant depuis la chute de Mussolini. Relisons quelques phrases du New York Times :

« Le meeting était clairement anti-monarchie, pour ce qui concerne les sentiments du public. Bien que le Signor Nenni ait attisé ce sentiment, le Signor Togliatti était très attentif à ne pas se compromettre dans ce qui est devenu le problème le plus délicat de l'Italie. Toute référence possible à la monarchie, même indirecte, était accueillie par des sifflets, des cris et des huées ».

Le meeting de novembre était un tel coup à la structure politique tremblante de la majorité (du SWP) que ses porte-parole devaient trouver quelque explication. Jusqu'à présent, ils n'ont rien trouvé de mieux que ceci :

« Ce meeting était à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la Révolution russe, les masses montraient qu'elles étaient pour le socialisme ».

Comme cette explication est révélatrice de leur mentalité ! Au lieu d'essayer de découvrir dans les cris, les interruptions, dans ce que disaient les orateurs et dans ce qu'ils ne disaient pas, quelles questions préoccupent les masses, les porte-parole de la majorité acceptent simplement la version stalinienne du meeting.

Selon le compte rendu du meeting par le New York Times,

---

[71] Pietro Nenni (1891-1980) était le chef du parti socialiste dans lequel l'hostilité à la monarchie s'exprimait avec beaucoup de vigueur.

[72] Palmiro Togliatti (1893-1964) était revenu de Moscou et avait proclamé le *"tournant de Salerne"* qui mettait fin au combat des communistes en 1943 pour le départ du roi. Il préparait alors son entrée dans le gouvernement royal.

« L'adresse du Signor Togliatti était très réservée. Elle était pleine de louanges pour la Révolution russe […] Mais dès que c'était possible, la foule criait "À bas la monarchie", mais le dirigeant communiste prenait bien soin de ne pas mentionner ce sujet ».

The Militant aussi prenait bien soin de ne pas mentionner le sujet de la monarchie. Son compte rendu du meeting, dans le numéro du 25 novembre, répétait simplement l'interprétation officielle : « les Masses italiennes célèbrent la Révolution russe de 1917 ». Pas un mot sur le caractère antimonarchique du meeting. Peut-on l'imaginer ? Les masses italiennes confirmant au bon moment par leur action le pronostic de l'opposition ! Quelle impudence ! Une lettre du camarade Abe Stein, rappelant à la direction du journal le caractère évidemment antimonarchique du meeting, fut enterrée.

Oui, les masses italiennes veulent le socialisme. Mais comment l'avoir ? Comment faire le premier pas ? Là-dessus, bien entendu, la majorité est aussi muette qu'une carpe. Tout le problème est faussement transféré du plan de l'action à celui de la conviction. La question n'est pas simplement de convaincre les masses que le socialisme, c'est très beau, mais de les aider à faire le premier pas dans la lutte politique, de trouver les problèmes sur lesquels elles sont prêtes à se battre. Depuis juillet j'ai dit que l'un des plus importants de ces problèmes, c'était celui de la monarchie. Le meeting de novembre a confirmé mon pronostic autant qu'un pronostic politique puisse être confirmé. La réponse de la majorité, c'est « Les masses veulent le socialisme et vous êtes un homme de lettres ». Tout le monde peut apprécier la pertinence de cette réponse.

Depuis le meeting de novembre, de nouveaux incidents ont continué à confirmer l'importance du problème. Après l'évasion du bourreau fasciste Roatta[73], il y a eu une grande manifestation politique à Rome le 6 mars. Où les masses sont-elles allées exprimer leur colère ? Au Palais du Quirinal, qui est la résidence de la famille royale. L'instinct révolutionnaire des masses romaines était plus juste que toutes les ratiocinations ultra-gauches. La manifestation tout entière avait un caractère anti-monarchique. La plupart des grands journaux ont été attentifs à ne pas mentionner cet aspect de la manifestation. Mais une dépêche de l'UP reproduite par exemple dans Il Progresso Italo-Americano, de New York, écrit :

« Les manifestants criaient : "Mort au roi ! Mort à Umberto[74] ! À bas la Maison de Savoie !" ».

Le problème de la monarchie a pris encore plus de poids politique qu'on ne pouvait s'en douter en juillet, quand j'ai écrit mon premier article sur le problème. Très vraisemblablement quand disparaîtra la ligne de front qui sépare le Nord du Sud, les événements accélèreront. Le destin de la monarchie italienne peut être scellé en quelques jours et la révolution italienne s'attaquera à de nouvelles tâches différentes. Mais, jusque-là, la question reste à l'ordre du jour.

Ce n'est pas à nous, bien entendu, de décider ici, à New York, de tous les détails de l'utilisation du mot d'ordre de république. Nous pouvons laisser ça à nos camarades italiens. Mais les évènements n'ont-ils pas suffisamment éclairé cette question au cours des neuf derniers mois pour nous permettre d'adopter le mot d'ordre en lui-même.
La majorité de la direction du SWP a été empêchée d'accepter ce mot d'ordre non par manque d'information, mais par ses préjugés politiques. Rien ne révèle plus clairement cela que le fait qu'ils ont dissimulé les informations sur l'Italie. La presse du SWP a gardé le silence sur le caractère antimonarchique du meeting du 23 novembre et autres manifestations politiques. La presse du SWP a

[73] Le général Mario Roatta, dit Mancini (1887- ?) avait été l'un des chefs des "troupes volontaires" italiennes en Espagne. Il fut ensuite nommé chef d'état-major par Mussolini puis limogé. Arrêté à la chute du Duce, il s'évada et se réfugia chez Franco.

[74] Umberto II (né en 1904), fils de Victor-Emmanuel II était l'héritier du trône et certains à droite souhaitaient une abdication du père qui sauverait la dynastie.

pris quatre mois — et seulement après une motion minoritaire dans ce sens — pour publier le Programme d'Action de nos camarades italiens, qu'on a pu connaître à la fin novembre. Ce retard ne s'expliquait, autant qu'on puisse comprendre, que par une seule et unique raison, à savoir que le premier point de ce programme est la revendication de la république.
Quand des conceptions politiques erronées entrent en un conflit aussi aigu avec la réalité, il est grand temps de les abandonner. Il est grand temps de rejeter toutes les ratiocinations ultra-gauches. Il est grand temps de revenir aux traditions de notre mouvement. Il est grand temps d'entrer sur la route tracée par l'opposition.

15. Lev Davidovitch

Jan van Heijenoort, octobre 1959

Paru dans le n° 8 de Quatrième Internationale, septembre-octobre 1959.

Lorsqu'Engels, patriarche révéré de la social-démocratie internationale, s'est éteint paisiblement à Londres, chargé d'ans, le siècle touchait à sa fin, qui séparait les révolutions bourgeoises des révolutions prolétariennes, le Jacobinisme du Bolchevisme. La transformation du monde annoncée par Marx était en passe de devenir une tâche immédiate et les révolutionnaires allaient connaître des vicissitudes sans pareil. Et de fait, les têtes des trois plus grands leaders révolutionnaires depuis Engels subirent les coups de la réaction. L'historien futur ne manquera pas de voir dans ce fait une des caractéristiques de notre époque. De même qu'il ne manquera pas non plus de noter l'origine de ces coups. La tête de Lénine fut atteinte par la balle de la « socialiste-révolutionnaire » Fanny Kaplan. La tête de Rosa Luxemburg fut écrasée sous la botte de la soldatesque du « social-démocrate » Noske. La tête de Trotsky fut éclatée par le piolet de l'un des mercenaires du « communiste » Staline.

Avec ses sauts brusques et ses poussées de fièvre, notre époque de crise dévore les hommes et les partis de plus en plus rapidement. Ceux qui hier à peine représentaient la révolution deviennent les instruments de la plus noire réaction. Cette lutte à mort entre la tête du processus historique et son arrière-train pesant et traînant a revêtu un de ses aspects les plus dramatiques dans le duel Trotsky-Staline, précisément parce que cette lutte se déroulait sur la toile de fond d'un État ouvrier déjà établi. Porté aux sommets du pouvoir par l'explosion révolutionnaire des masses, persécuté et harcelé lorsque les défaites du prolétariat se sont succédé, Trotsky devint l'incarnation même de la Révolution.

Il fut servi par un physique étonnant. Ce qui vous frappait dès l'abord, c'était son front — phénoménalement haut et vertical, sans qu'une calvitie y soit pour quoi que ce soit. Ensuite, c'était ses yeux, bleus et profonds, doués d'un regard puissant et sûr de son pouvoir. Pendant son séjour en France, Lev Davidovitch devait très souvent voyager incognito afin de simplifier les problèmes de sa sécurité. Il rasait alors son bouc et peignait ses cheveux sur le côté, avec une raie. Mais quand il était sur le point de quitter la maison et de se fondre dans la foule, j'étais toujours anxieux : *« Non, ce n'est vraiment pas possible... le premier venu va le reconnaître, il ne peut pas changer ce regard... »*

Puis, lorsque Lev Davidovitch commençait à parler, ce qui attirait l'attention, c'était sa bouche. Qu'il parle une langue étrangère ou en russe, ses lèvres se forçaient à former les mots distinctement. Il était irrité d'entendre des discours confus et précipités des autres, et s'astreignait toujours à s'exprimer dans une parfaite clarté. Ce n'est que lorsqu'il s'adressait en russe à Natalia Ivanovna qu'à l'occasion son élocution devenait plus rapide et moins articulée, descendant parfois jusqu'au niveau du murmure. Lorsque dans son bureau il parlait à un visiteur, ses mains qui étaient d'abord posées sur le bord de sa table de travail, commençaient bientôt à décrire de grands gestes assurés, comme si elles aidaient les

lèvres dans l'expression de sa pensée. Son visage auréolé par ses cheveux, le port de sa tête et de tout son corps étaient toujours fiers et majestueux. Sa stature dépassait la moyenne, son torse était puissant, son dos large et robuste, et en comparaison ses jambes paraissaient quelque peu minces. Il est indubitablement plus facile pour un visiteur occasionnel de donner ses impressions sur le visage de Trotsky, que pour celui qui, en des circonstances les plus variées, est resté à ses côtés pendant des années.

La seule expression que je n'aie jamais saisie chez lui est celle de la vulgarité, si faible soit-elle. De même n'y avait-il pas la moindre chance de retrouver ce qu'on peut appeler de la bonhomie. Mais il ne manquait pas d'une certaine douceur, qui provenait sans doute de la formidable intelligence dont la facilité à saisir toute chose vous était toujours perceptible. Vous pouviez habituellement lui voir un enthousiasme juvénile pour toute chose qu'il entreprenait, et qui, en même temps, était assez puissant pour amener les autres à coopérer à cette entreprise. Quand il s'agissait de malmener un adversaire, ce genre de gaîté se transformait rapidement en ironie, mordante et malicieuse, alternant avec une expression de mépris, et, quand l'ennemi était particulièrement vil, vous auriez pu trouver, l'espace d'un instant, comme une nuance de malveillance. Mais sa vivacité revenait rapidement. « Nous allons les mettre dans l'embarras ! », disait-il alors avec animation. Dans la solitude de son exil, les circonstances les plus dramatiques où j'ai pu voir Lev Davidovitch furent ses démêlés avec la police ou des incidents avec des adversaires de mauvaise foi. À chaque fois son visage se durcissait et ses yeux lançaient des éclairs, comme si s'était soudain concentré en eux cet immense pouvoir de volonté qu'on ne pouvait d'habitude mesurer que par les travaux de sa vie entière. Il était alors évident que rien, rien au monde, n'aurait pu le bouger d'un pouce.

Comment travaillait Trotsky

Dans la vie quotidienne, cette force de caractère se manifestait dans un travail strictement organisé. Toute perturbation sans motif valable l'irritait énormément : il avait horreur des conversations sans but, des visites à l'improviste, des engagements non tenus ou repoussés. On peut être sûr qu'il n'y avait là pas la moindre trace de pédanterie. Qu'une importante question se présente et il n'hésitait pas un instant à bouleverser tous ses plans, mais cela devait en valoir la peine. Si la chose avait eu le moindre intérêt pour le mouvement, il donnait sans compter son temps et son énergie, mais il s'en montrait avare au plus haut point lorsque la négligence, l'insouciance ou la mauvaise organisation des autres menaçaient de les gaspiller. Il économisait la plus petite parcelle de temps, matière la plus précieuse dont la vie est faite. Sa vie personnelle toute entière était régie par une qualité appelée unité de but. Il avait érigé une hiérarchie de devoirs et menait à terme quoi qu'il entreprenne.

Il avait pour règle de ne point travailler moins de douze heures par jour, et parfois, quand cela était nécessaire, beaucoup plus. Il restait à table aussi peu que possible, et après avoir assisté à ses repas pendant de nombreuses années, je ne pourrais pas dire avoir jamais noté sur son visage la moindre marque de plaisir pour ce qu'il mangeait ou buvait. « Manger, s'habiller, toutes ces misérables petites choses qu'on doit recommencer chaque jour... » m'a-t-il dit une fois.

Il ne pouvait trouver de divertissement que dans une grande activité physique. La simple marche était à peine un délassement. Il marchait activement et en silence, et vous pouviez voir que son esprit était toujours au travail. De temps en temps, il posait une question : « Quand avez-vous répondu à cette lettre ? ». « Pouvez-vous me retrouver cette citation ? ». Seul un exercice physique violent lui procurait un délassement. En Turquie, c'était la chasse, et spécialement la pêche, la pêche en mer profonde, difficile et mouvementée, où le corps devait se dépenser sans compter. Quand la pèche avait été bonne, c'est-à-dire très fatigante, il commençait à travailler à son retour avec un enthousiasme redoublé. Au Mexique, quand la pèche fut impossible, il inventa le ramassage des cactus, d'un poids énorme, sous un soleil de feu.

Naturellement, les nécessités de sa sécurité créaient certaines obligations. Pendant les onze ans et demi de sa troisième émigration, ce n'est que pendant quelques mois, à certains moments lors de son séjour en France et en Norvège, que Lev Davidovitch a pu se promener librement, c'est-à-dire sans garde du corps, dans la campagne autour de chez lui. En règle, chacune de ses promenades constituaient une petite expédition militaire. Il était nécessaire de prendre toutes dispositions à l'avance, et de fixer soigneusement son itinéraire. « Vous me traitez comme un objet », disait-il souvent, cachant sous une plaisanterie combien cette remarque pouvait contenir d'impatience.

Il exigeait des camarades qui l'aidaient le même esprit méthodique qu'il utilisait dans son propre travail. Plus proches étaient ses collaborateurs, plus il exigeait d'eux et moins il s'embarrassait de formalités. Il désirait la précision en chaque chose : une lettre non datée, un document non signé l'irritaient toujours, de même que toute chose négligée, faite au prix du moindre effort ou au petit bonheur la chance. « Faites bien toute tâche que vous avez entreprise, et menez-la jusqu'au bout ». Et en règle, il ne faisait aucune différence entre les insignifiantes corvées quotidiennes et un travail intellectuel : conduisez vos raisonnements jusqu'à leurs conclusions, telle est l'expression qui revenait souvent sous sa plume. Il portait toujours une grande sollicitude pour la santé de ceux qui l'entouraient. La santé est un capital révolutionnaire qu'on ne doit pas dilapider. Il se mettait en colère de voir quelqu'un lire avec un mauvais éclairage. « Il est nécessaire de risquer votre vie sans hésiter pour la révolution, mais pourquoi abîmer vos yeux alors que vous pouvez lire confortablement et sans problème ? ».

Les conversations de Trotsky

Dans ses entretiens avec Lev Davidovitch, le visiteur était frappé principalement par sa capacité à s'orienter dans une situation nouvelle. Il était capable de l'intégrer dans sa perspective générale, et en même temps, il donnait toujours un avis immédiat et pratique. Pendant sa troisième émigration, il a souvent eu l'occasion de s'entretenir avec des visiteurs venant de pays dont il n'avait pas une connaissance directe, que ce soit des Balkans ou bien de l'Amérique Latine. Il ne connaissait pas toujours la langue, ne suivait pas leur presse, et n'avait pas toujours porté un intérêt particulier à leurs problèmes spécifiques. Il demandait d'abord à son interlocuteur de parler en premier, jetant à l'occasion quelques notes brèves sur un morceau de papier, posant parfois des questions sur quelques détails : *« Combien de membres compte ce parti ? ». « Cet homme politique n'est-il pas avocat ? ».*

Alors il parlait et la masse des informations qui lui avaient été données s'organisait. Bientôt on pouvait distinguer les mouvements des différentes classes et des différentes couches à l'intérieur de ces classes, et puis, relié à ces mouvements, apparaissait le jeu des partis, des groupes et des organisations, et enfin, la place et les activités des diverses figures politiques, en fonction de leur profession et de leurs traits personnels, se trouvaient logiquement intégrées dans le tableau. Le naturaliste français Cuvier se vantait d'être capable de reconstituer un animal entier à partir d'un seul os. Avec son immense connaissance des réalités sociales et politiques, Trotsky pouvait s'adonner à un travail semblable. Son interlocuteur était toujours frappé de voir combien il était capable de pénétrer profondément la réalité d'un problème particulier, et quittait le bureau de Trotsky connaissant son propre pays un petit peu mieux.

À tout instant vous trouviez en Trotsky une énorme accumulation d'expérience, pas simplement gravée dans sa mémoire mais réfléchie et organisée longuement et profondément. Vous pouviez aussi voir que l'organisation de cette expérience s'était faite autour de principes indestructibles. Bien que haïssant la routine, bien qu'étant toujours anxieux de découvrir de nouvelles voies, la moindre tentative d'innovation dans le royaume des principes lui faisait dresser les oreilles. *« Rafraîchir la barbe de Marx »,* telle était son expression pour toutes ces tentatives d'aligner le marxisme sur le courant à la mode, et il ne dissimulait pas son mépris à leur égard.

Le style et l'écriture de Trotsky

Le style de Trotsky est universellement admiré. Indiscutablement, c'est avec celui de Marx qu'on peut le mieux le comparer. Toutefois, les phrases de Trotsky sont moins amples que celles de Marx, où chacun perçoit la richesse d'érudition, spécialement dans ses travaux de jeunesse. Le style de Trotsky atteint à ses effets par des moyens extrêmement simples. Son vocabulaire, surtout dans ses écrits plus spécialement politiques, est toujours assez limité. Les phrases sont courtes, avec peu de propositions subordonnées. Leur puissance provient d'une solide articulation, le plus souvent par des oppositions fortement tranchées mais toujours bien balancées. Cette économie de moyens donne à son style une grande fraîcheur et, on peut le dire, une grande jeunesse. Dans sa manière d'écrire, Trotsky est considérablement plus jeune que Marx.

Trotsky savait tirer avantage de cette syntaxe russe, dont les inflexions permettent de bouleverser l'ordre des mots dans la phrase, donnant à l'expression de la pensée une force et une énergie difficiles à atteindre avec les moyens limités des langues occidentales modernes. Mais aussi qu'il est difficile à traduire. Lev Davidovitch exigeait une fidélité mathématique de ses traducteurs, et en même temps regimbait contre les règles de grammaire des langues étrangères qui interdisaient une traduction aussi concise et directe de sa pensée. Comparé avec celui de Lénine, le style de Trotsky est supérieur, de loin, par sa transparence et son élégance, sans aucun affaiblissement de sa puissance. Les phrases de Lénine, par moment, deviennent embarrassées, trop lourdes, désorganisées. Comme si, parfois, la pensée paralysait son expression. Trotsky a dit un jour qu'en Lénine on pouvait retrouver un moujik russe, mais parvenu au niveau du génie. Alors même que le père de Lénine fut fonctionnaire de province et celui de Trotsky cultivateur, c'est Trotsky qui est l'habitant des villes, à l'opposé de Lénine, sans doute à cause de sa race. Cela se voit tout de suite à la différence de style, sans qu'on fasse ici aucune tentative pour découvrir cette même opposition dans d'autres aspects de ces deux personnalités gigantesques.

Quand Trotsky fut déporté en Turquie, le passeport des autorités soviétiques mentionnait sa profession comme écrivain. Et en vérité il était un grand, un extrêmement grand écrivain. Si l'inscription des bureaucrates prête à sourire, c'est parce que Trotsky était tellement beaucoup plus qu'un écrivain. Il écrivait facilement, pouvant dicter pendant plusieurs heures d'un seul jet. Mais il examinait alors le manuscrit et le corrigeait soigneusement. Pour certains de ses grands ouvrages, telle l'Histoire de la Révolution russe, il y eut deux brouillons successifs avant le texte définitif, mis dans la majorité des cas il n'y en eut qu'un. Son énorme production littéraire, dans laquelle on peut trouver des livres, des pamphlets, d'innombrables articles, des lettres, de hâtifs communiqués à la presse, et des notes de toutes sortes, cette production est, cela va sans dire, inégale. Certaines parties sont plus travaillées que d'autres, mais pas une phrase dans aucun de ses écrits n'a été négligée. Vous pouvez prendre cinq lignes au hasard dans cette énorme accumulation littéraire et vous reconnaîtrez toujours l'inimitable Trotsky.

Le volume de ses écrits est aussi impressionnant, et porterait à lui seul témoignage d'une très rare volonté et capacité de travail. On a rassemblé trente volumes des œuvres complètes de Lénine, en plus des trente-cinq volumes de correspondance et de notes diverses. Trotsky a vécu sept ans de plus que Lénine, mais ses écrits, depuis ses livres importants jusqu'à ses brèves notes personnelles atteindraient sûrement le triple de cette quantité. Pendant les onze ans et demi de sa troisième émigration, il accumula un travail qui aurait honorablement rempli une vie entière. On peut dire que sa main n'a jamais lâché la plume, et quelle main ce fut !

Il vit dans ses écrits

Trotsky s'est mis tout entier dans ses écrits. Le contact personnel avec l'homme qu'il était, ne modifiait pas le portrait qui émergeait de la lecture de ses livres, mais l'approfondissait, et le précisait : passion

et raison, intelligence et volonté, toutes ces qualités étaient portées à un degré extrême, mais en même temps s'alliaient les unes aux autres. En toute chose Lev Davidovitch agissait de telle sorte qu'on avait le sentiment qu'il se donnait tout entier. Il répétait souvent les paroles d'Hegel : « dans ce monde rien de grand n'est fait sans passion » ; et il n'avait que mépris pour les philistins qui trouvaient à redire au « fanatisme » des révolutionnaires.

Mais l'intelligence était toujours présente, en harmonie miraculeuse avec la flamme. Qu'on ne s'avise pas d'y découvrir un antagonisme : la volonté était indomptable parce que l'esprit voyait très loin.

On pourrait encore citer Hegel :

« Der Will ist eine besondere Weise des Denkens »
(La volonté est un mode particulier de la pensée).